

Comment coopérer dans un monde en crises ?

16 SOURCES D'INSPIRATION

DE LA COMMUNICATION POUR LE DÉVELOPPEMENT
À LA COMMUNICATION POUR UN FUTUR DURABLE



Changement
des narratifs



Valorisation
des savoirs locaux



Gestion des connaissances
en réseau



Renforcement
des pouvoirs d'agir

Coordonné par

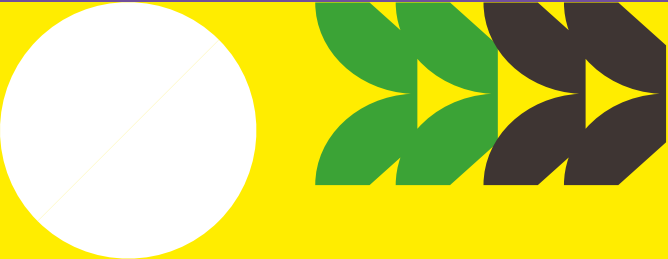
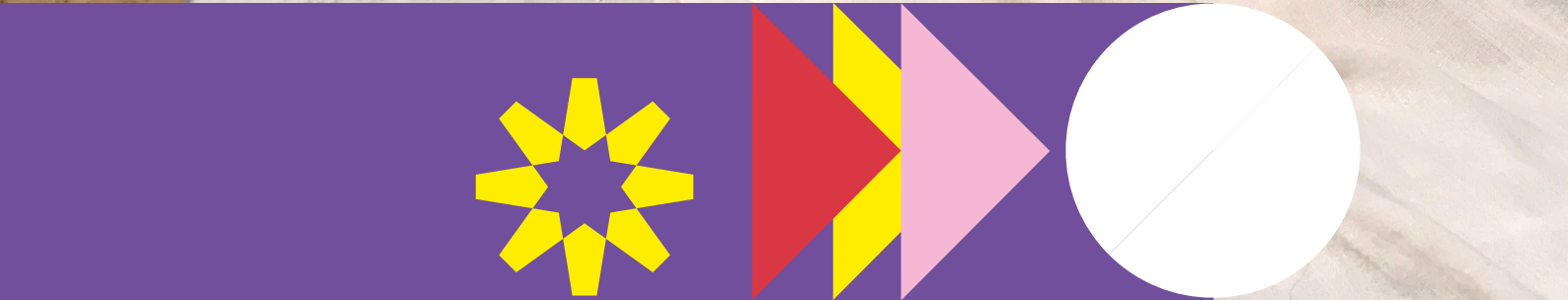


En partenariat avec



Financé par





Sommaire

Préface

p.4

INTRODUCTION La C4D 20 ans après...

Une Odyssée Sociale et Politique
L'Histoire de la Communication
pour le Développement (C4D)

p.7

Enquête :
20 ans plus tard, où en est la C4D ?

p.12

De la C4D à la communication pour
des futurs durables

p.15

CHAPITRE 1 Changer les narratifs

1.1 Campagne "Correct The Map"
Corriger notre perception de l'Afrique

p.20

1.2 Uruguay 2064
Imaginer des futurs durables et démocratiques
à travers le récit collectif (Uruguay)

p.26

1.3 Ten Minute Town
Le théâtre participatif pour transformer
l'espace urbain (Afrique du Sud)

p.32

1.4 Sí, pero no aquí
Un guide de communication pour déconstruire
les récits anti-migrations (Espagne)

p.39

CHAPITRE 2 Valoriser les savoirs, les visions et les priorités locales

2.1 Rohingya Cultural Memory Center
Un centre culturel comme outil de résilience
face à l'exil forcé
(Bangladesh/Myanmar)

p.50

2.2 Préserver les savoirs otomi par
la communication participative (Mexique)

p.56

2.3 Capitaliser des initiatives
de résilience villageoise (Mauritanie)

p.62

2.4 Y'en a marre
L'innovation démocratique pour toucher
les jeunes (Sénégal)

p.69

CHAPITRE 3 Gérer les connaissances en réseau et capitaliser

3.1 Inter-réseaux Développement rural
La gestion des connaissances au cœur
de l'animation de réseau

p.80

3.2 Miser sur la formation professionnelle
Les formateur·rices s'emparent des réseaux
sociaux (Centrafrique)

p.87

3.3 La gouvernance et les initiatives locales
face au défi du changement climatique
(Afrique sub-saharienne)

p.95

3.4 Capitaliser les expériences des Hubs
d'Innovation et d'Information Technologique
Regarder en arrière pour mieux avancer
ensuite (Sahel)

p.104

CHAPITRE 4 Renforcer les pouvoirs d'agir

4.1 Bruits de tambours
Faire résonner la voix des femmes
et des jeunes (Sénégal)

p.114

4.2 Déjouer les pièges de la traite
des êtres humains
(Guinée, Côte d'Ivoire, Ghana)

p.122

4.3 Loma Verde
La fiction éducative comme moteur
de changement social
(Nicaragua)

p.129

4.4 Mon avenir dans l'agriculture
Le théâtre-forum pour revaloriser
les métiers agricoles
(République Démocratique du Congo)

p.135

Conclusion p.142

Glossaire p.144

Bibliographie p.147

Remerciements p.149

Scénario utopique
Un partenariat entre l'Afrique
et l'Europe en 2035 p.151

Préface

En 2006, le Monténégro proclame son indépendance, Saddam Hussein est exécuté, Ban Ki-moon succède à Kofi Annan à la tête du secrétariat des Nations Unies, Facebook (jusqu'alors réservé à la population étudiante) s'ouvre au grand public et le réseau Twitter apparaît. C'est dans ce contexte qu'est organisé le premier Congrès mondial sur la Communication pour le développement (C4D) réunissant la Banque mondiale, la FAO et de nombreuses organisations. Il débouche sur l'adoption du Consensus de Rome qui sort la C4D de l'ombre en la définissant comme un pilier incontournable et participatif du développement.

Cette même année, sur le terrain, des pionnières et des pionniers s'emparent de cette onde de choc. En France, l'association Com4Dev naît pour fédérer des professionnel·les déterminé·es à diffuser cette pratique dans la coopération internationale. En Suède, le Master ComDev de l'Université de Malmö accueille déjà sa troisième promotion, essaimant des praticien·nes aux quatre coins du globe. En Espagne, l'association AIETI, engagée depuis 1981, voit enfin son travail historique sur le dialogue social trouver un cadre théorique et mondial.

Qu'est-ce que la C4D ?

À la question « qu'est-ce que la C4D ? », le Consensus de Rome apporte une réponse : « La communication pour le développement est un processus social basé sur le dialogue et fai-

sant appel à une gamme étendue d'outils et de méthodes. Elle vise à susciter le changement à différents niveaux, notamment par l'écoute, le développement de la confiance, le partage des connaissances et des compétences, l'élaboration de politiques, la discussion et l'apprentissage en vue de changements significatifs et durables. Elle se distingue complètement des relations publiques et de la communication des entreprises. »

20 ans plus tard, les partenaires partagent les mêmes constats : à la question « qu'est-ce que la C4D ? », la discipline continue à se définir par ce qu'elle n'est pas (la communication institutionnelle) et peine à faire comprendre ce qu'elle est. Qu'elle prenne la forme de communication pour le changement social, gestion des connaissances pour le développement, communication pour le changement des comportements ou autre, les valeurs qu'elle prône ont du mal à infuser dans le monde polymorphe de la coopération internationale.

Vers une coopération plus équitable

20 ans, l'heure des bilans : et si la C4D avait grandi en s'imprégnant de tous les mouvements de solidarité ? Et si, en changeant de nom, en défrichant de nouveaux territoires et en tendant la main à de nouvelles parties prenantes, elle était l'antidote idéal pour atténuer les crises actuelles ? Fort de ces hypothèses, le consortium Com4Dev-Université de Malmö-AIETI a mené

l'enquête dans le cadre d'un projet Erasmus+ : d'abord auprès des professionnel·les de la C4D qui ont été entendu·es. Ensuite en recrutant des allié·es parmi les étudiant·es du Master ADEV de l'Université Paul Valéry qui ont travaillé sur la mise en perspective de la discipline. L'organisation des Rencontres « Fair cooperation, Full impact » (8-9 octobre 2025) a été une opportunité de débattre du futur de la C4D et de rendre visible son application sur le terrain.

Dans un monde percuté par des crises multiples et traversé par un impératif de décolonisation des esprits, la remise en question n'est plus une option. C'est une urgence. Nous sommes allé·es à la rencontre de celles et ceux qui inventent, au quotidien, des partenariats équitables pour bâtir des futurs souhaitables. Autant de trajectoires dont il faut s'inspirer afin de les adapter et de continuer à explorer.

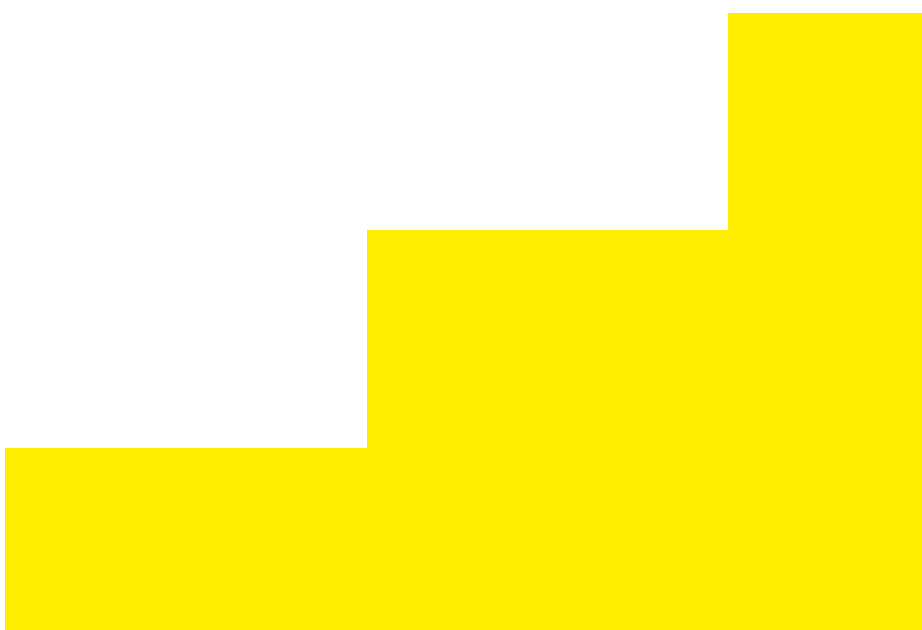
C'est le fruit de cette longue réflexion collective que nous partageons avec vous à travers cette

publication. Vous y découvrirez des exemples concrets, des récits de vie et des analyses de terrain structurés autour des quatre piliers de la C4D moderne, qui nous semblent être les quatre fondations indispensables de la coopération de demain :

- le changement des narratifs pour réécrire les histoires du Sud global par lui-même;
- la valorisation des savoirs locaux pour remettre la justice épistémique au centre des projets;
- la gestion des connaissances en réseau;
- et la capitalisation pour transformer l'expérience vécue en intelligence collective permanente et le renforcement des pouvoirs d'agir pour que l'empowerment ne soit plus un slogan, mais une réalité.

Et si ces 20 ans n'étaient pas un simple anniversaire, mais un véritable tournant ?

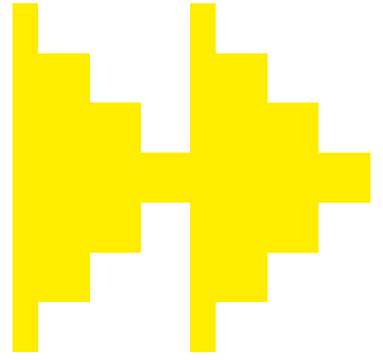
Bonne lecture.





INTRODUCTION

La C4D 20 ans après



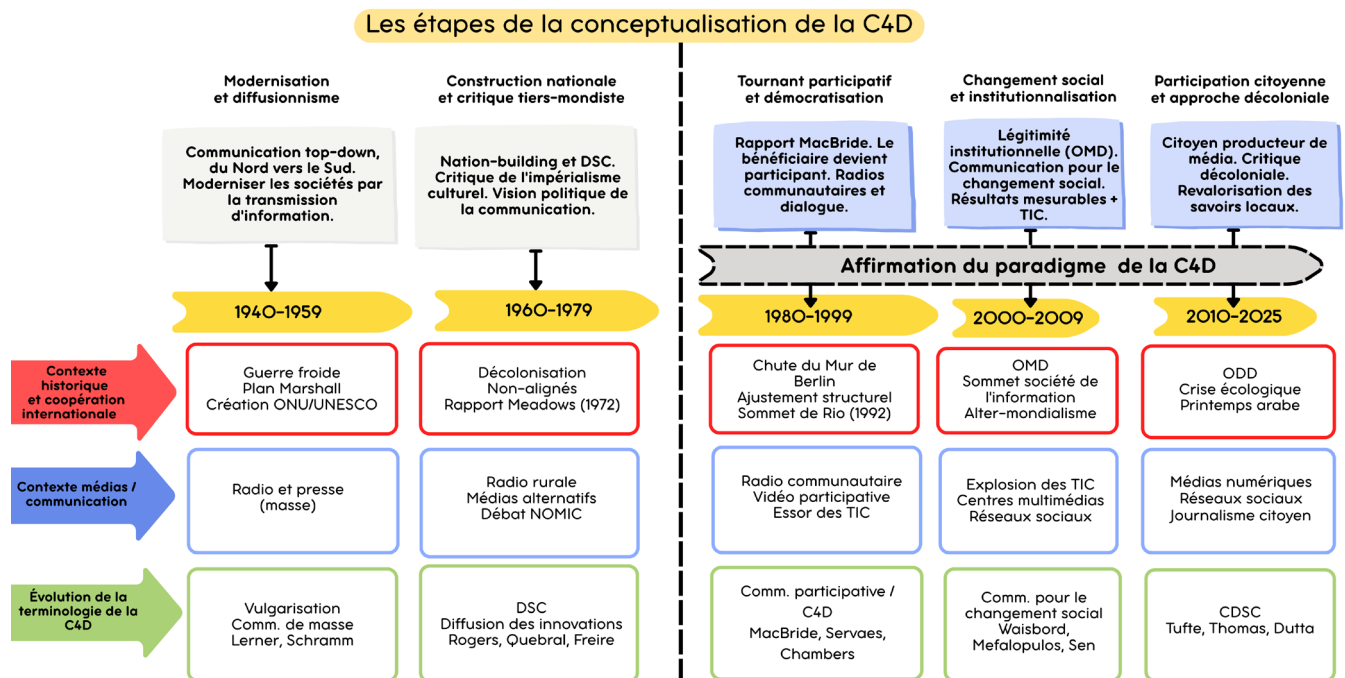
Une odyssée sociale et politique : L'histoire de la communication pour le développement

Pour l'Université de Malmö, l'ONG Com4Dev et l'ONG AIETI — à l'origine de cette publication —, s'il y a une date charnière à retenir dans la riche histoire de la discipline, c'est indéniablement 2006. Il y a 20 ans se tenait en effet le premier Congrès mondial sur la C4D et son fameux « Consensus de Rome ». À l'époque, les praticien·nes de nos structures œuvraient dans un domaine encore peu reconnu. Ce congrès a constitué une véritable consécration institutionnelle, gravant dans le marbre que cette pratique n'était pas un simple outil de diffusion, mais un processus social fondamentalement axé sur le dialogue.

Pourtant, vingt ans plus tard, force est de constater que les grandes promesses de Rome ont eu du mal à éclore véritablement. Depuis deux décennies,

la discipline a continué de muter, d'évoluer et de se chercher, jusqu'à voir son nom même remis en question, tant les mots qui la composent posent problème. De quelle « communication » parle-t-on ? Aujourd'hui encore, la confusion tenace avec la communication institutionnelle ou les relations publiques persiste, masquant les véritables enjeux de terrain. De quel « développement » parle-t-on ? Dans un contexte contemporain profondément marqué par la pensée décoloniale, le terme même semble dépassé, lourd d'un héritage vertical, économique et occidental. Aussi, il est légitime de se demander comment la C4D se réinvente dans le contexte actuel comme elle l'a toujours fait depuis qu'elle existe.

Pour comprendre cette crise sémantique et ces remises en question, il faut replonger dans les racines du mouvement. La C4D ne se résume pas à un catalogue d'outils techniques. Elle est, depuis près d'un siècle, le miroir vivant des secousses géopolitiques mondiales et de la féroce bataille autour de l'émancipation des peuples. D'un modèle colonial visant à « moderniser » le Sud par la persuasion, elle s'est muée en un espace de résistance politique et d'affirmation citoyenne. Traversée par six grands mouvements historiques, voici le récit d'une discipline qui a dû apprendre à déconstruire ses propres dogmes.



Ce schéma est le résultat du travail de recherche bibliographique réalisé par les étudiant-es du Master ADEV (Alter-Développement et Territoires) de l'Université Paul Valéry à Montpellier

Les origines : diffuser la bonne parole (1940-1959)

La C4D naît dans les décombres de la Seconde Guerre mondiale, au cœur des tensions naissantes de la Guerre Froide. Le point de départ est éminemment politique : en janvier 1949, lors de son discours inaugural, le président américain Harry S. Truman jette les bases de l'aide au développement institutionnalisée. L'objectif sous-jacent est clair : endiguer l'influence communiste en exportant le modèle industriel et capitaliste occidental vers des sociétés traditionnelles jugées « archaïques ».

Outils de propagande

Dans cette configuration, les médias de masse (presse écrite, cinéma et surtout la radio) sont perçus comme des outils de propagande et de

persuasion d'une efficacité absolue. Le modèle théorique dominant est celui des ingénieurs Shannon et Weaver (1948) : une communication strictement linéaire et unidirectionnelle, allant d'un émetteur savant (le Nord) vers un récepteur passif et ignorant (le Sud). Les médias agissent ici comme des « multiplicateurs magiques » chargés d'injecter de nouvelles attitudes modernes au sein des populations rurales.

Durant cette période, on ne parle pas encore de C4D. La discipline s'affiche sous les étiquettes de communication de masse appliquée au développement ou de vulgarisation agricole (*extension*). Les pères fondateurs de ce paradigme dominant, Daniel Lerner (*The Passing of Traditional Society*, 1958) et Wilbur Schramm (1964), affirment qu'il est impossible d'imaginer le progrès économique sans un investissement massif dans les infrastructures médiatiques occidentales.

Les débuts de la critique tiers-mondiste (1960-1979)

Les années 1960 et 1970 font voler ce consensus en éclats. C'est le temps des décolonisations, de l'affirmation du Mouvement des pays non-alignés et de la construction nationale (nation-building). Les intellectuel·les du Sud se lèvent pour dénoncer l'illusion du « rattrapage » occidental qui impose son modèle de développement.

Portée par des économistes et sociologues comme André Gunder Frank (1971) et Samir Amin (1973), la théorie de la dépendance démontre que le capitalisme mondial maintient structurellement la périphérie (le Sud) dans le sous-développement pour enrichir le centre (le Nord).

Sur le plan informationnel, cette domination est qualifiée d'« impérialisme de la communication ». Face aux monopoles médiatiques occidentaux, l'UNESCO devient le théâtre d'une revendication historique : l'instauration d'un Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication (NOMIC) pour promouvoir le pluralisme et la dignité culturelle.

Médias pour l'éducation

Le transistor se démocratise et la radio rurale devient le cœur battant de l'innovation éducative. En Colombie, l'expérience pionnière de Radio Sutatenza démontre que les ondes peuvent servir à alphabétiser à distance la paysannerie. Mais le véritable séisme philosophique vient du Brésil : Paulo Freire publie la *Pédagogie des opprimés* (1970), introduisant la notion de conscientisation. Contre la communication prescriptive, Freire oppose le dialogue horizontal comme outil de libération politique.

C'est au cours de cette décennie de ruptures que les appellations modernes se figent. En 1967, Erskine Childers façonne au sein de l'ONU la *Development Support Communication (DSC)*, affirmant qu'aucune innovation infrastructurelle ne peut fonctionner sans une communication planifiée avec les populations.

En 1971, Nora Quebral invente aux Philippines l'expression universelle de *Development Communication (DevCom)*, définie comme « l'art et la science de la communication humaine » pour réduire la pauvreté.

Parallèlement, Everett Rogers rationalise la diffusion des innovations (1962), un modèle axé sur les mécanismes d'adoption des nouvelles pratiques agricoles et sanitaires.

La société civile au cœur du développement (1980-1999)

Le monde bascule dans les ajustements structurels, le néolibéralisme, puis assiste à la chute du mur de Berlin et à la fin de la Guerre Froide. Le secteur du développement voit la montée en puissance des ONG et de la société civile.

Les citoyen·nes s'emparent des ondes

Publié par l'UNESCO sous la direction de Sean MacBride, le rapport *Voix multiples, un seul monde* (1980) dénonce les flux descendants et asymétriques d'information. C'est le coup d'envoi de la démocratisation des ondes. On assiste à l'essor spectaculaire des radios communautaires libres (notamment en Afrique de l'Ouest après 1990) et de la vidéo participative (à l'image de l'expérience de l'île de Fogo au Canada). Les technologies légères permettent enfin aux communautés marginalisées de produire leurs propres récits.

La discipline prend officiellement le nom de Communication participative pour le développement. En 1984, la FAO stabilise le concept en le définissant comme un « processus social conçu pour rechercher une compréhension commune ».

En 1997, l'Assemblée générale des Nations Unies consacre la discipline via la Résolution 51/172. Des théoricien·nes comme Jan Servaes ancrent le paradigme de la « multiplicité culturelle », tandis que Robert Chambers révolutionne les méthodes de terrain en invitant les agences à « mettre les derniers en premier » (*Participatory Rural Appraisal*).

Le changement social face à l'institutionnalisation (2000-2009)

L'entrée dans le nouveau millénaire est marquée par les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et une quête de résultats quantifiables. C'est dans ce contexte qu'intervient le fameux Congrès mondial de Rome (2006).

La C4D 2.0

Ce chapitre historique coïncide avec l'explosion de la téléphonie mobile et l'émergence d'Internet dans les zones rurales. Les agences internationales adoptent le concept d'ICT4D (Technologies de l'Information et de la Communication pour le Développement). Cependant, les voix critiques s'élèvent rapidement pour qualifier cette ferveur de « Modernisation 2.0 », accusant les institutions de croire à nouveau que la technique peut, à elle seule, résoudre le sous-développement.

Sous l'impulsion de la Fondation Rockefeller, le concept de **Communication pour le changement social** (*Communication for Social Change* - CFSC) est propulsé pour marquer une rupture avec le développementalisme technocratique. Porté par Alfonso Gumucio-Dagron et Silvio Waisbord, ce courant s'inspire d'Amartya Sen (Le développement comme liberté) et rappelle que la communication doit viser l'autonomisation politique (*empowerment*) et la transformation des structures de pouvoir, et non la simple persuasion.

En parallèle, les grandes agences sanitaires consolident le modèle de la SBCC (*Social and Behaviour Change Communication*), tentant de fusionner le changement de comportement individuel et les dynamiques socio-écologiques communautaires. Encore de nouveaux acronymes qui ne facilitent pas la compréhension donc la diffusion de la C4D...

La décolonialité comme feuille de route (2010-2025)

Cette période consacre l'avènement de « l'agence citoyenne » ou capacité d'action citoyenne (*citizen agency*) et s'articule autour du cadre de l'Agenda 2030 des Objectifs de Développement Durable (ODD). La discipline opère un retour radical à la politique par le prisme décolonial. La C4D intègre davantage le renforcement des pouvoirs d'agir des communautés, au lieu d'attendre que des acteurs extérieurs (ONG, agences de l'ONU, États) viennent le faire pour elles en imposant des modèles néocoloniaux qui ne tiennent pas compte des savoirs locaux.

Comme le rappelle Jean-Pierre Olivier de Sardan dans *La revanche des contextes*, les projets

de coopération échouent souvent parce qu'ils tentent de parachuter des solutions techniques sur des populations à qui on nie toute capacité d'initiative. Dans ce contexte, la communication est un espace de débat, de mobilisation et de revendication des droits.

Réseaux humains et récits critiques

Ainsi, les smartphones et les réseaux sociaux deviennent des espaces majeurs de mobilisation citoyenne (dont le Printemps arabe en 2011 fut l'éclatant symbole). Le journalisme citoyen explose : les populations ne sont plus de simples bénéficiaires de projets, mais produisent directement leurs propres récits, contournant les censures institutionnelles. Les approches critiques rappellent néanmoins que la fracture numérique persiste, souvent corrélée aux inégalités de genre et de classe.

Sur le plan académique, Mohan Dutta formalise l'approche centrée sur la culture (*Culture-Centered Approach*), exigeant une décolonisation des savoirs. Il ne s'agit plus de « donner la parole » de manière condescendante, mais d'appliquer le principe de justice épistémique : reconnaître les savoirs locaux comme des grilles d'analyse légitimes. Thomas Tufte et Pradip Thomas conceptualisent la communication comme un espace d'affrontement contre le silence systémique imposé par les élites.

On privilégie désormais l'appellation de Communication pour le développement et le changement social (C4DSC) pour tenter d'unifier l'héritage opérationnel des agences et l'activisme des mouvements sociaux.

20 ans après : Dans un contexte de polycrise, la C4D va-t-elle survivre ?

L'histoire de la C4D — cette longue marche passée de la propagande modernisatrice à la quête de justice épistémique — n'était finalement qu'un prélude. Vingt ans après les promesses du Congrès de Rome, la crise institutionnelle de la discipline (la « disparition » des départements dédiés, la cooptation du vocabulaire participatif, les adaptations de vocabulaire qui brouillent la compréhension de la discipline...) percute de plein fouet une polycrise mondiale d'une ampleur inédite, pour reprendre

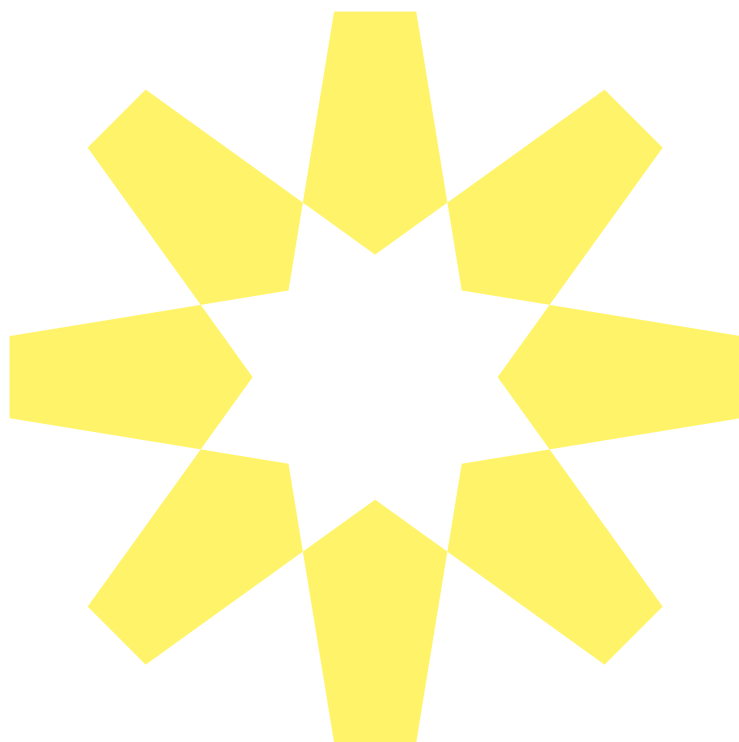
un concept introduit par le philosophe et sociologue français Edgar Morin dans son ouvrage « Terre-Patrie » (coécrit avec Anne-Brigitte Kern). Aujourd'hui, la C4D ne fait plus seulement face au fantôme du « sous-développement » économique tel qu'il a été pensé au xx^e siècle. Elle se heurte à un horizon de crises multiples, interconnectées et interdépendantes, qui convergent en amplifiant mutuellement leurs effets.

Outil de résilience et de résistance

Sur le plan environnemental, le changement climatique bouleverse les territoires et exige des transformations radicales que les approches traditionnelles du développement, guidées par des logiques purement économiques, sont incapables de porter. Comme le soulignent Murphy et Tinga (2019), les impacts climatiques frappent d'abord les communautés marginalisées du Sud, imposant à la communication de devenir un outil de résilience et d'adaptation face aux chocs écologiques. Si la survie humaine est menacée parce que nous avons échoué à écouter ce que la nature tentait d'exprimer, la communication de demain se doit d'élargir

sa perception pour inclure la voix des écosystèmes et de celles et ceux qui les défendent au quotidien. À cette urgence écologique s'ajoute une crise démocratique et informationnelle sans précédent. L'utopie de la « Société de l'Information » s'est fracassée sur le mur des monopoles cognitifs. Malgré les promesses de la high-tech, les réseaux sociaux n'ont pas sauvé l'espace public ; ils l'ont fracturé. Les discours de haine, la polarisation extrême et la manipulation massive de l'information (fake news) instrumentalisent la communication pour détruire la cohésion sociale et justifier des violences systémiques (Martínez-Gómez, 2025). Dans ce chaos, les solutions imposées verticalement (top-down) par celles et ceux qui pensent détenir les clés du pouvoir sont devenues inopérantes, voire dangereuses.

Face à ces bouleversements, le chercheur Thomas Tufte (2024) lance un appel radical : il est temps de « désapprendre » nos approches traditionnelles. Les anciens schémas ne fonctionnent plus. Il faut ouvrir des espaces à de nouvelles pédagogies critiques et reconnaître la réalité d'un « plurivers » de savoirs.



Enquête

« 20 ans plus tard, où en est la C4D ? »

L'enquête internationale « 20 ans plus tard, où en est la C4D ? » a été développée dans le cadre du projet Erasmus+ « Des projets de solidarité à impact par la C4D ». Son objectif était d'actualiser la compréhension de la communication pour le développement (C4D), d'identifier ses transformations récentes et d'explorer ses défis ainsi que ses horizons futurs.

L'enquête, diffusée en espagnol, français et anglais au cours du second semestre 2025, a recueilli 75 réponses provenant de diverses régions géographiques, avec une forte participation de l'Afrique (27) et de l'Europe (16). Les résultats ont permis de dégager certaines des tendances significatives de la C4D aujourd'hui. Parmi les profils des personnes répondantes, on note une prédominance de professionnel·les issu·es des universités, des organisations de la société civile, des agences de coopération et des organismes internationaux, ainsi que de consultant·es et professionnel·les indépendant·es. Leurs parcours combinent des domaines tels que la communication, les sciences sociales, les humanités et, dans une moindre mesure, des secteurs techniques.

En ce qui concerne l'expérience professionnelle des personnes ayant répondu à l'enquête, on observe des profils expert·es, puisque plus de la moitié d'entre elles comptaient quinze ans ou plus de trajectoire dans le domaine de la C4D. Cette donnée renforce la solidité des résultats, qui s'appuient sur les perceptions de professionnel·les possédant une longue expérience du secteur.

ENTRE ÉTHIQUE, POLITIQUE ET TRANSFORMATION

L'un des enseignements les plus constants de l'enquête est la consolidation d'une vision de la C4D en tant que pratique éthique, relationnelle et transformatrice, éloignée des approches purement instrumentales. Les concepts les plus valorisés ont été :

- Le dialogue inclusif et participatif.
- La transformation sociale.
- L'approche centrée sur les personnes.
- L'autonomisation de la communauté (*empowerment*).
- La transformation des structures de pouvoir.

Ces résultats démontrent que la C4D se définit aujourd'hui, avant tout, par sa dimension politique et sa capacité à intervenir face aux inégalités structurelles. C'est à travers ces processus communicationnels que s'opèrent des changements sociaux par le biais du dialogue et de la co-création.

En revanche, les aspects traditionnellement associés à des approches plus technocratiques – tels que l'orientation axée sur les résultats, l'efficacité institutionnelle ou même le simple échange d'informations – apparaissent nettement moins valorisés. Ce déplacement suggère une tension entre les modèles de développement centrés sur la mesure quantitative et les approches qui privilégient les processus participatifs et transformateurs.

LES COMPÉTENCES-CLÉS NÉCESSAIRES

Les résultats révèlent une hiérarchie claire dans les compétences jugées essentielles pour la pratique de la C4D. En premier lieu, se distinguent les compétences relationnelles et culturelles telles que :

- L'écoute active.
- La sensibilité culturelle et contextuelle.
- Le partage des connaissances.
- La facilitation du dialogue.

Ces dimensions constituent le cœur de la pratique, renforçant l'idée que la C4D est fondamentalement un processus social. À un niveau intermédiaire se trouvent des compétences comme le plaidoyer politique, le récit narratif, la formation ou la planification stratégique. À l'inverse, les compétences techniques (utilisation d'outils, de logiciels, etc.) et certaines aptitudes interpersonnelles spécifiques apparaissent comme moins prioritaires. Cette tendance confirme que la valeur de la C4D réside dans sa capacité à générer du sens, de la confiance et des processus collectifs de transformation.

LES DÉFIS DE LA C4D

L'analyse des défis révèle que la mise en œuvre des méthodologies participatives continue de se heurter à des obstacles majeurs. Les principaux sont :

- Les déséquilibres de pouvoir (le défi le plus fréquemment cité).
- Les difficultés à maintenir des engagements à long terme.
- Le tokenisme ou la participation purement symbolique des groupes minoritaires ou marginalisés.
- La dépendance vis-à-vis des agendas et des financements externes.
- Les limites de ressources.

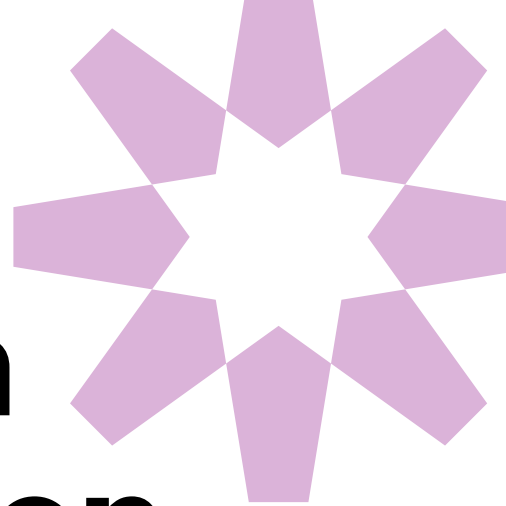
Ces résultats prouvent que, bien que la participation soit le cœur de la C4D, sa mise en œuvre effective reste conditionnée par des structures de pouvoir qui en limitent la portée. En ce sens, la C4D se situe dans un champ de confrontation entre des pratiques transformatrices et des dynamiques institutionnelles qui tendent à l'instrumentaliser.

Le domaine de la C4D a connu des mutations importantes au cours des deux dernières décennies, parmi lesquelles se détachent :

- La numérisation, qui élargit la portée mais réduit la communication à des mesures de visibilité.
- L'instrumentalisation, qui intègre la C4D dans des structures formelles.
- Le tournant vers la Communication pour le changement de comportement social, axé sur des résultats mesurables.
- L'érosion progressive du caractère transformateur de la pratique.

La perception selon laquelle la participation communautaire, bien qu'elle reste un principe central, est actuellement évincée par des approches verticales impulsées par les bailleurs de fonds est particulièrement révélatrice. Cet ensemble de transformations dessine un scénario ambivalent : d'un côté, une reconnaissance et une institutionnalisation accrues ; de l'autre, un risque de dépolitisation et de perte de sa dimension critique.

De la C4D à la communication pour des futurs durables



Le problème vital de l'humanité n'est pas une crise isolée, économique ou écologique, mais l'interconnexion des crises climatique, sanitaire, politique et informationnelle qui s'alimentent, s'imbriquent et s'amplifient mutuellement, rendant les approches sectorielles du développement obsolètes. Ce constat, théorisé dès 1993 par Edgar Morin et Anne-Brigitte Kern dans « Terre-Patrie », s'est encore accéléré ces dernières années.

C'est dans la tempête actuelle que se dessine l'horizon de la C4D, dans un contexte encore aggravé par la baisse drastique des budgets accordés à la solidarité. Le développement devient purement économique (le fameux « *trade not aid* » de Donald Trump fait tache d'huile), la communication redevient propagande, la coopération vise à ériger des murs, réels ou symboliques, pour contenir les migrations, les mécanismes multilatéraux sont bafoués, comme on peut le voir notamment avec le génocide des Palestinien·nes. Pourtant, dans ce contexte, la C4D se réinvente pour devenir

un mécanisme de résilience et de résistance.

Si l'histoire de la C4D nous enseigne une chose, c'est que les mots et les concepts finissent par s'épuiser s'ils ne sont pas traduits en actes politiques courageux. Repenser les projets de coopération internationale aujourd'hui, c'est refuser l'assistanat, rejeter la communication institutionnelle cosmétique et affronter les crises actuelles avec de nouveaux outils. C'est travailler à des futurs durables.

Par « futurs durables », on entend une vision décoloniale et diversifiée où chaque communauté façonne son propre avenir en symbiose avec son écosystème. Ce concept dépasse le modèle unique de croissance économique occidental pour embrasser la pluralité des trajectoires de développement, en articulant intimement la justice épistémique, la résilience face aux crises et le respect absolu des droits humains. La communication y devient un levier d'émancipation politique pour garantir la viabilité et l'autonomie des générations futures.

Se redéfinir

Comme le montre la perspective historique, les praticien·nes de la C4D que sont les partenaires du projet Erasmus+ et les 75 participant·es à l'enquête sur l'avenir de la C4D confirment que la C4D se trouve à un moment de redéfinition.

Au fil des échanges et des réflexions collectives, la remise en question du paradigme du développement — qui a historiquement orienté le courant dominant de la coopération internationale — est apparue de manière récurrente. Pour de nombreuses personnes du consortium et de cette enquête, ce modèle s'avère insuffisant, voire problématique, pour répondre aux crises contemporaines, car il reste ancré dans de vieilles logiques de progrès et de croissance. C'est pourquoi, dans ce contexte, le consortium a choisi d'adopter le terme de **Communication pour des futurs durables**, qui permet d'ouvrir le champ à une pluralité d'horizons, d'intégrer des perspectives critiques et décoloniales, et de positionner la communication comme une pratique culturelle et politique orientée vers la construction collective d'alternatives. De plus, elle se configure comme une infrastructure sociale pour imaginer et construire d'autres mondes possibles. En structurant des réseaux de connaissances et en opposant des données probantes à la désinformation, elle devient l'espace politique indispensable pour restaurer l'écoute et redonner le pouvoir d'agir aux populations autrefois vues simplement comme des « bénéficiaires ».

Agir concrètement

Comment s'incarne concrètement cette communication pour des futurs durables (CSF) sur le terrain ? Comment transformer ce riche héritage historique en leviers d'action pour le monde de demain ? Les autrices et auteurs de cette publication ont souhaité, à travers la présentation de pratiques vécues de solidarité, montrer comment la mobilisation de cette dimension s'applique concrètement, en illustrant 4 piliers qui sont autant de pistes pour réinventer la coopération :

Changer les narratifs : déconstruire les discours dominants et les stéréotypes pour proposer de nouveaux récits émancipateurs, conçus par et pour les communautés.

Valoriser les savoirs locaux, visions et priorités : replacer la justice épistémique au centre des projets, en considérant les populations locales non plus comme des cibles, mais comme des expertes et experts incontournables.

Gérer les connaissances en réseau et apprendre des pratiques : sortir de l'isolement en connectant les initiatives et en partageant les données pour créer des espaces sûrs de dialogue horizontal, où les praticien·nes et les citoyen·nes peuvent apprendre les uns des autres et « désapprendre » les méthodes obsolètes. Documenter, analyser et transformer la mémoire du terrain en savoirs transmissibles pour influencer les futures politiques publiques.

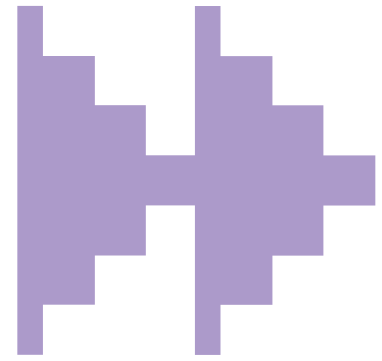
Renforcer le pouvoir d'agir : permettre aux communautés de disposer des moyens politiques, techniques et intellectuels de revendiquer leurs droits et de façonner leur propre futur.

Modestement et sincèrement, les professionnel·les de la C4D partagent leurs pratiques : quels problèmes ont-elles et ils cherché à résoudre ? Comment ont-elles et ils travaillé ? Qu'est-ce qui a fonctionné ? Qu'est-ce qui aurait pu être amélioré ? Des histoires inspirantes à adapter sans modération.



CHAPITRE 1

Changer les narratifs



Changer les narratifs :

La valeur d'imaginer et de tisser des futurs durables

« Alors que la civilisation avance à grands pas vers la destruction absolue de la Terre, vers le suicide collectif, aveugle, de tous les êtres vivants, le dernier espoir réside dans un acte de volonté : sortir de ce piège mécanique et dire non. »

Leonora Carrington

L'ensemble des pratiques réunies dans ce chapitre illustre comment la communication peut agir de manière stratégique pour imaginer, raconter et construire des futurs durables dans un contexte de crises multiples et de guerre des récits.

De la cartographie critique des représentations africaines menée par *Africa No Filter* à l'exploration de futurs plus justes en Uruguay – à travers la co-crédation d'utopies romancées –, ces expériences démontrent le pouvoir des récits pour ouvrir des horizons de possibilité et bousculer les imaginaires dominants.

D'autres initiatives rassemblées dans cette section, à l'instar du théâtre participatif en Afrique du Sud, mettent en évidence le potentiel de l'art comme espace de dialogue où des communautés diverses négocient le sens de leur présent et de leur avenir. De même, la boîte à outils sur les récits décoloniaux portée par Oxfam Espagne fournit des outils concrets pour démonter les cadres discursifs hégémoniques et promouvoir des récits plus justes et pluriels.

Dans leur ensemble, ces pratiques prouvent que la communication pour des futurs durables implique

de reconfigurer les imaginaires, de redistribuer la parole et de permettre des processus collectifs d'anticipation et de transformation.

Les régimes de vérité

Les récits dominants ont joué un rôle central dans la légitimation de modèles de développement extractifs, de relations de pouvoir inégales et d'une vision anthropocentrique liée à un progrès qui a mis en péril la survie de la planète. Construits à partir de cadres coloniaux, patriarcaux et technocratiques, ces récits ont façonné les politiques tout en tentant de s'imposer sur les imaginaires qui structurent le regard à travers lequel nous interprétons le monde.

Almudena Hernando souligne que « chaque société produit sa propre vérité, qui à son tour soutient le pouvoir qui la régit ». Dans cette même ligne, Michel Foucault a forgé le concept de « régime de vérité » pour désigner les systèmes par lesquels certaines formes de savoir sont légitimées et s'imposent : « *La vérité est liée circulairement aux systèmes de pouvoir qui la produisent et la*

soutiennent... » (Foucault, 1992 : 187, cité par Hernando, 2020 : 27). Comprendre les récits contemporains exige donc d'identifier les fils de pouvoir qui les sous-tendent afin de pouvoir les affronter de manière critique.

Aujourd'hui, ces biais narratifs persistent. Les acteurs et actrices de la coopération et les médias qui relatent les réalités des régions dans lesquelles ils interviennent mettent souvent l'accent sur la pauvreté, l'assistanat et les conflits pour justifier leurs actions, alimentant ainsi les politiques populistes et le rejet de l'autre. De plus, les économies coloniales fondées sur l'exploitation des ressources ont ignoré, ou rompu, les formes de relations complexes entre groupes humains et non humains. Il est donc urgent de décoloniser les regards.

L'utopie et la diversité des récits

Face aux discours hégémoniques, il a toujours existé des récits transformateurs. Parler de changement de récits implique de remettre en question les histoires qui organisent notre perception de la réalité. L'imagination devient alors un champ de bataille politique fondamental. Dans ce contexte, la communication pour des futurs durables se positionne comme une pièce maîtresse, non seulement pour sa capacité à faciliter les processus participatifs, mais aussi pour son potentiel à transformer les imaginaires collectifs et à ouvrir des horizons de possibilités.

La créativité sociale se configure comme un espace d'expérimentation symbolique. Face à la standardisation des discours, Achille Mbembe (2022) met en garde contre une rationalité technocratique qui prétend réduire la vie à ce qui est quantifiable. Les récits transformateurs doivent alors mobiliser des dimensions émotionnelles et affectives pour réaffirmer la puissance de l'humain et du vivant face à leur numérisation croissante.

La co-création d'utopies prouve que la construction de récits collectifs peut ouvrir des horizons là où ceux-ci semblaient condamnés. L'initiative Uruguay 2064 l'illustre remarquablement : en utilisant la narration fictionnelle comme outil participatif pour imaginer l'avenir avec des expertes et des experts, le projet montre que les modèles de développement ne sont pas figés. S'engager

dans la prospective fictionnelle facilite le dialogue, rend accessibles des questions systémiques complexes et prouve qu'une réorientation vers la justice sociale est possible, à condition de créer des espaces permettant un véritable pluralisme.

Des outils pour agir : culture, éducation et plaidoyer

Pour changer les récits, l'art, la culture et l'éducation, notamment l'Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) et l'Éducation aux médias et à l'information (EMI), jouent un rôle moteur. L'événementiel est quant à lui utile pour provoquer la rencontre des récits. Le projet *Ten Minutes Town* (théâtre participatif en Afrique du Sud) met en évidence le potentiel de l'art comme espace de dialogue organique. Loin d'une posture silencieuse classique, le théâtre africain exige une interaction constante du public. Cette méthodologie de la C4D rappelle que la véritable participation requiert humilité, patience, écoute du contexte historique et approche intersectionnelle pour inclure les voix marginalisées sans aucun jugement colonial.

Cependant, changer les récits demande un effort constant et stratégique. La boîte à outils d'Oxfam sur les récits décoloniaux en Espagne nous apprend qu'une communication pro-migration mal pensée peut être récupérée par des discours opposés. Il est essentiel d'utiliser des outils simples, d'analyser les valeurs cachées derrière les mots, de tester les messages et de s'engouffrer dans les débats politiques négatifs pour y imposer d'autres récits.

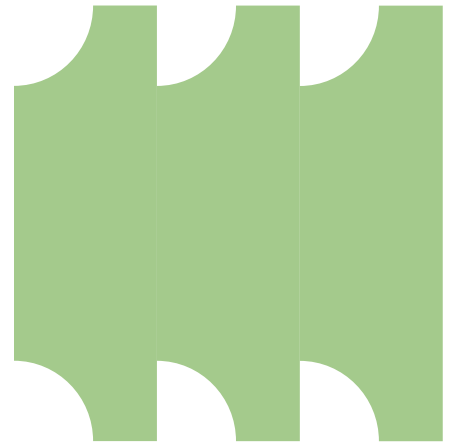
Enfin, pour qu'un nouveau récit ait un impact systémique, la campagne *Correct The Map* (portée par *Africa No Filter*) montre qu'il faut combiner les approches : s'appuyer sur des institutions détenant le pouvoir (comme l'Union africaine), produire des données scientifiques pour assurer la crédibilité et collaborer avec la culture populaire (artistes, créateurs et créatrices de contenus) pour vulgariser les messages auprès de la jeunesse.

Dans leur ensemble, ces pratiques prouvent que la communication pour des futurs durables implique de reconfigurer les imaginaires, de redistribuer la parole et de permettre des processus collectifs d'anticipation et de transformation.



CAS 1.1

Campagne « Correct The Map »



Corriger notre perception de l'Afrique

Depuis plus de 450 ans, notre compréhension de l'Afrique et du monde repose sur une carte erronée ! En réalité, les États-Unis, la Chine, l'Inde, le Japon, le Mexique et une grande partie de l'Europe pourraient tenir dans l'Afrique, et il resterait encore de la place.

La projection Mercator conçue pour faciliter la navigation maritime réduit considérablement la taille des pays du Sud Global au profit des régions situées au Nord. Au-delà d'un simple choix technique, cette projection influence notre perception du monde et reflète des rapports de pouvoir hérités de l'histoire.

Avec la campagne *Correct The Map*, l'organisation de plaidoyer *Africa No Filter*, en partenariat avec *Speak Up Africa*, appelle à adopter la projection *Equal Earth*, qui restitue plus fidèlement les proportions réelles des continents et qui contribue à une représentation plus juste, notamment de l'Afrique.

● QU'EST-CE QUE LA CAMPAGNE CORRECT THE MAP ?

La campagne « *Correct The Map* » milite pour l'adoption de la projection *Equal Earth*, une projection cartographique inventée en 2018 par les cartographes Tom Patterson, Bernhard Jenny et Bojan Šavrič. Cette projection a la particularité de respecter les superficies réelles des continents puisqu'il s'agit d'une projection équivalente (equal-area). De plus, elle limite les distorsions visuelles en limitant l'exagération des régions situées à proximité des pôles. Elle propose donc une représentation plus fidèle de la taille des territoires tout en contribuant à une vision moins biaisée du monde.

Correct The Map est une campagne portée par l'organisation *Africa No Filter*. Depuis 6 ans, cette organisation s'efforce de déconstruire les récits stéréotypés sur le continent africain en amplifiant les récits sur les opportunités, le progrès, et l'innovation de l'Afrique. Le partenaire officiel ayant contribué à cette campagne est *Speak Up Africa*, une organisation panafricaine de plaidoyer et de communication basée à Dakar, au Sénégal. *Africa No Filter* est financée par des Fondations comme Ford, Gates ou Luminate.

■ COMMENT ET POURQUOI CETTE CAMPAGNE ?

François Bouda, responsable du Bureau francophone et du programme Arts et Culture de *Africa No Filter* raconte l'origine de la campagne, lancée en avril 2025 : « *Au sein d'Africa No Filter, nous avons noté avec amertume que la taille du continent africain sur la carte n'était pas respectée. Lorsqu'on regarde la projection Mercator aujourd'hui, on a l'impression que le Groenland par exemple et le continent africain ont la même taille alors que la réalité c'est que l'Afrique fait 14 fois la taille du Groenland.* »

Son objectif principal est de corriger une perception héritée des visions européenocentrées et coloniales. Les cartes avec la projection Mercator sous-estiment visuellement le rôle géographique et stratégique du continent africain. Cette injustice cartographique est perpétuée dans l'éducation, la presse et les outils numériques.

La campagne cherche aussi à redonner une voix et une visibilité à un continent souvent relégué à l'arrière-plan du récit mondial.

💬 Paroles d'acteur·rices

« Cela est important pour nous, parce que la géographie a une histoire et une signification politique et c'est dommage que l'Afrique, qui est le deuxième plus grand continent du monde et avec une population (...) d'un milliard d'habitants, (...) soit faussement représenté sur la carte. »

F. Bouda

➔ QUELLES ACTIVITÉS ONT ÉTÉ MISES EN PLACE ?

➔ Une pétition a été mise en place sur la plateforme change.org.

Grâce à un travail de fond porté par toutes les organisations impliquées dans la campagne, l'objectif initial de la pétition de 6 000 signatures a été largement dépassé (plus de 10 000 aujourd'hui).

➔ La 39^{ème} Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine a adopté les objectifs de #CorrectTheMap comme plan d'action prioritaire pour l'ensemble des 55 États membres. Par ailleurs, l'Union africaine a confié au Togo la mission de présenter en septembre prochain, devant les Nations Unies, un projet de résolution visant à garantir à l'Afrique une représentation équitable sur les cartes du monde utilisées dans les salles de classe à travers le monde.

➔ Des actions de plaidoyer au cœur du projet :

« On fait beaucoup de plaidoyer en participant à des rencontres avec des décideurs politiques. Il y a cette dynamique de travailler avec les institutions, de produire des outils (comme les rapports de recherche) pour les décideurs politiques. »

F. Bouda

➔ Travailler avec les institutions afin de faire avancer les choses et avoir un réel impact à une échelle internationale.

➔ Travail en réseau avec les géants de la cartographie UNGGIM (organe géospatial de l'ONU), National Geographic Society et ESRI leader mondial des logiciels SIG (système de l'information géographique) qui ont été saisis afin de les inciter à adopter et intégrer la projection *Equal Earth* dans leurs pratiques.

➔ La campagne a pu être davantage visible grâce à la communauté *African Narrative Collective*, plus de 600 membres (journalistes, artistes et créateur·rices de contenus) fédérés par *Africa No Filter*, par les réseaux sociaux et la diaspora africaine.

➔ De nombreux outils ont été créés

« Nous avons développé des guides pour les journalistes pour les médias sur comment écrire sur le continent africain, on a développé des cours, (...), qui permettent justement (...) de faire des recommandations pour éviter de véhiculer des stéréotypes »

F. Bouda



QUELLE MÉTHODOLOGIE A ÉTÉ PRIVILÉGIÉE ?

Un travail en réseau et des approches participatives :

« Ce qui fait notre force, c'est de travailler à la base avec des communautés, des créateurs de contenus et avec les jeunes parce qu'ils ont le pouvoir de toucher un plus grand public et de rendre plus digestes des questions assez cruciales »

F. Bouda

Les méthodologies de plaidoyer (avec l'Union africaine, l'ONU, la Biennale Euro-Africa...) ont été privilégiées. La promotion d'un changement de cartes implique un changement de narratif et de représentation du continent africain.



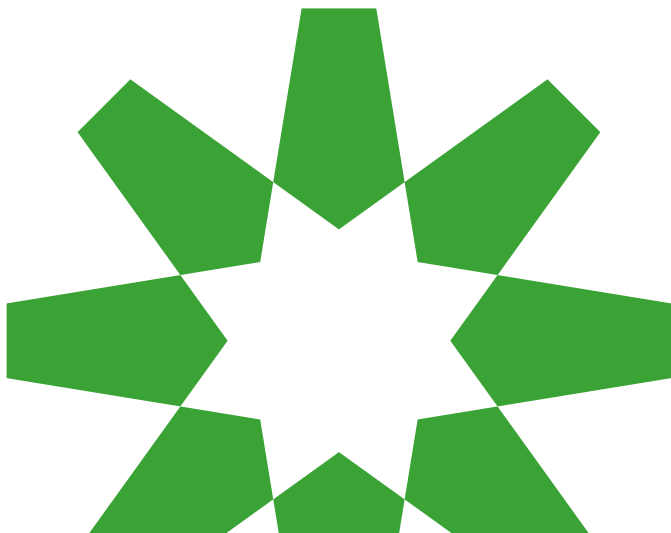
QUELS ONT ÉTÉ LES POINTS FORTS ET DIFFICULTÉS ?

L'engouement et la visibilité que la campagne a suscités dus au soutien des institutions et notamment de l'Union africaine.

Le ministre des affaires étrangères togolais a soutenu la campagne lors de l'assemblée générale de l'ONU à New York en septembre 2025.

S'appuyer sur la communauté d'*Africa No Filter* et la puissance des réseaux sociaux pour diffuser largement de nouveaux récits et changer les perceptions.

La principale difficulté : les commentaires négatifs venant de personnes réticentes sur les réseaux sociaux.



QUEL IMPACT A EU CETTE CAMPAGNE ?

- La campagne a permis un accroissement de la visibilité de l'organisation et donc, par la même occasion, un éveil collectif des Africain·es et du monde sur l'erreur géographique qu'introduit la projection Mercator. En août 2025, l'Union africaine s'est saisie de la campagne et en septembre 2025 elle a reçu le soutien de la campagne par le Ministre des affaires étrangères togolais lors de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York.
- Elle a permis l'émergence d'un groupe de membres très actifs présent sur tout le continent pour réfléchir aux moyens de donner de la visibilité à la campagne, et la création d'un réseau d'entraide par le biais des créateur·rices de contenus à travers le monde relayant la campagne.

QUELLES LEÇONS APPRISES POUR DE FUTURES ACTIONS ?

S'appuyer sur les institutions qui ont du pouvoir comme l'Union africaine est fondamental pour insuffler des changements durables.

Il est nécessaire d'apporter une base scientifique pour être crédible auprès des cibles. C'est pour cela qu'il est important de produire des publications scientifiques.

Savoir s'appuyer également sur différents acteurs et actrices pour combiner les approches. Dans le cas de la campagne "*Correct The Map*", l'implication des membres de la communauté, *The African Narrative Collective*, et notamment des créateur·rices de contenu, a pu permettre d'atteindre un public plus jeune.

Pour favoriser le travail de sensibilisation avec les communautés locales, la jeunesse, il faut collaborer avec des personnes (artistes, journalistes, médias, presse, créateur·rices de contenu) qui peuvent rendre les informations plus digestes.

POUR EN SAVOIR PLUS

+ Contacts

✉ François Bouda, responsable du Bureau francophone et du programme Arts et Culture de Africa No Filter : francois@africanofilter.org

+ Ressources

Fiche réalisée d'après une interview de François Bouda

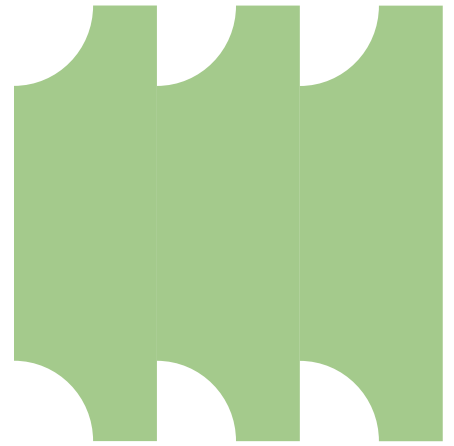
🌐 Site d'Africa No Filter : <https://africanofilter.org/>

🌐 Campagne "Correct The Map" : <https://africanofilter.org/project/correct-the-map/>
<https://correctthemap.org/fr/>



CAS 1.2

Uruguay 2064



Imaginer des futurs durables et démocratiques à travers le récit collectif

Uruguay 2064 est une initiative de prospective participative à destination des décideur·euses uruguayen·nes qui combine l'expertise, la réflexion collective et le récit de fiction pour imaginer un avenir plus juste, durable et démocratique. Basé sur 25 entretiens approfondis avec des spécialistes dans des domaines clés tels que la gouvernance de l'eau, le modèle énergétique, l'éducation, l'égalité entre les femmes et les hommes, la biodiversité, l'urbanisme et le changement climatique, le projet traduit des connaissances complexes en un récit utopique accessible. Ce récit devient un catalyseur de la Communication pour des futurs durables, stimulant le débat public, la pensée critique et la réflexion sur les politiques à long terme.

● QU'EST-CE QU'URUGUAY 2064 ?

Né de la nécessité d'aller au-delà des politiques à court terme et des cycles électoraux, *Uruguay 2064* est une initiative prospective et participative qui utilise le récit utopique comme outil de réflexion collective sur les futurs possibles. Mis en œuvre entre 2022 et 2023 par un groupe multidisciplinaire d'expert·es uruguayen·nes, le projet s'appuie sur une série d'entretiens approfondis dans des domaines clés tels que la gouvernance de l'eau, l'énergie, l'éducation, l'égalité de genre, la biodiversité et le changement climatique.

Ces contributions ont été traduites en un récit de fiction visant à rendre plus accessibles les questions complexes et à encourager le débat public. À l'intersection de la Communication pour des futurs durables, de la prospective participative et du storytelling, *Uruguay 2064* offre une approche novatrice qui relie les connaissances d'expert·es à l'imagination collective, ouvrant la voie à la transformation sociale, renforçant la démocratie participative et promouvant une vision de développement durable à long terme.

■ COMMENT ET POURQUOI CE PROJET ?

Le projet est né du besoin de réfléchir aux défis de développement à long terme de l'Uruguay au-delà des cycles politiques à court terme. Dans un contexte marqué par la crise environnementale, les inégalités sociales, la fatigue démocratique et l'élaboration de politiques à court terme, l'initiative a cherché à ouvrir un espace pour l'imagination collective et le débat. En réunissant des expert·es et en traduisant leurs apports sous forme narrative, le projet répond au besoin de reconnecter connaissances, discours public et prospective.

💬 Paroles d'acteur·rices

« Lorsque tu t'engages avec d'autres personnes pour imaginer des futurs possibles, tu te rends compte que le modèle de développement peut être changé, qu'il existe d'autres moyens de préserver la planète Terre, de favoriser la paix mondiale et de construire des sociétés plus justes. »

Raquel Martínez-Gómez,
autrice

QUELLES ACTIVITÉS ONT ÉTÉ MISES EN PLACE ?

→ Le projet « *Uruguay 2064* » a été développé grâce à une série d'activités interconnectées conçues pour lier l'expertise, la réflexion collective et la création narrative. Il a débuté par la réalisation de 25 entretiens approfondis avec des spécialistes dans les domaines clés mentionnés plus haut. Ces entretiens ont servi de matériel de base à un processus d'interprétation et de synthèse collective. À partir de là, le projet a évolué vers un processus structuré de développement narratif, soutenu par des conseiller-ères en narration, à travers lequel les contributions ont été transformées en un récit de fiction. Au-delà du format écrit, la narration a également été adaptée à des formats sonores, y compris des podcasts de fiction, ce qui a permis une diffusion plus large et une meilleure accessibilité. L'ensemble des activités a ainsi combiné recherche, dialogue et production créative, dans le but de créer un espace collectif pour imaginer des futurs alternatifs.

QUELLE MÉTHODOLOGIE A ÉTÉ PRIVILÉGIÉE ?

La méthodologie adoptée par le projet repose sur les principes de la Communication pour des futurs durables, en particulier ceux liés à la participation, au dialogue et à la construction collective. Elle combine des éléments de prospective participative avec la construction narrative, plaçant l'imagination comme un élément central des processus de transformation sociale. L'approche ne considère pas la connaissance experte comme une fin en soi, mais comme un matériau qui doit être traduit, réinterprété et réarticulé collectivement à travers l'art de raconter des histoires (storytelling). Ce processus de médiation narrative permet de rendre accessibles des questions systémiques complexes tout en préservant leurs interconnexions.

La méthodologie est également intrinsèquement basée sur le dialogue, car elle crée des espaces où différentes formes de connaissances — académiques, professionnelles et expérientielles — peuvent interagir. De cette façon, elle remet en question les approches linéaires et technocratiques de la pensée sur les politiques publiques et promeut à la place une compréhension relationnelle du développement, basée sur l'interdépendance et la pluralité.



QUELS ONT ÉTÉ LES POINTS FORTS ET DIFFICULTÉS ?

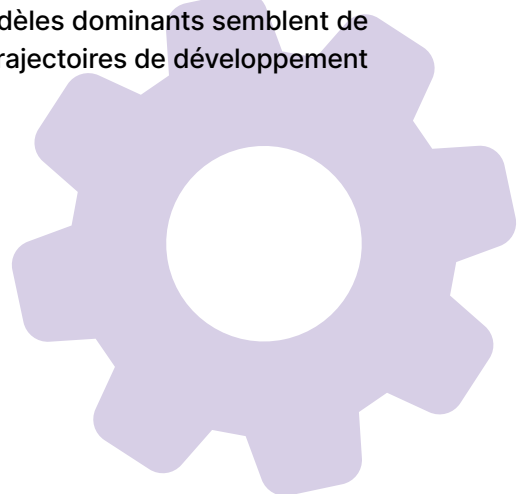
L'une des principales forces du projet réside dans son utilisation innovante du récit comme outil pour intégrer les connaissances et encourager la participation. En allant au-delà des formats purement analytiques, il permet une compréhension plus holistique des systèmes complexes et de leurs interdépendances. Il réintroduit également l'utopie comme un espace légitime de réflexion collective, contrebalançant la prédominance des récits dystopiques.

Cependant, le projet a également fait face à des défis importants. Le projet s'est confronté au difficile équilibre entre des processus imaginatifs et des dynamiques institutionnelles, afin de s'assurer d'éviter de potentielles instrumentalisations. Dans ce contexte, des tensions sont apparues et ont influencé le fait que le récit n'a pas pu être publié exactement comme il avait été initialement conçu. Cela met en évidence les défis qui peuvent survenir lorsque l'on travaille sur des propositions à vocation transformatrice, en particulier lorsqu'elles dialoguent avec des cadres déjà établis. Ainsi sont apparues les limites que l'on rencontre parfois en essayant de transposer ces processus dans le domaine institutionnel.



QUEL IMPACT A EU CE PROJET ?

- Le projet a contribué à améliorer la compréhension des interdépendances systémiques parmi les participant-es et les publics, permettant une perspective plus intégrée des défis de développement. En articulant la connaissance experte et la narration, il a rendu les questions complexes plus accessibles et a favorisé un engagement plus fort envers la pensée à long terme.
- Fait important, il a démontré que les approches de C4D peuvent jouer un rôle crucial, non seulement dans la diffusion d'informations, mais aussi dans la capacité des sociétés à imaginer et débattre de futurs alternatifs. Dans un contexte où les modèles dominants semblent de plus en plus insoutenables, le projet a permis d'explorer des trajectoires de développement sensibles à la préservation, la durabilité et la justice sociale.



QUELLES LEÇONS APPRISES POUR DE FUTURES ACTIONS ?

Une leçon clé qui ressort du projet est le rôle central de l'imagination dans les processus de transformation sociale. La narration, lorsqu'elle est utilisée comme un outil participatif, peut faciliter le dialogue, améliorer la compréhension et élargir les horizons de ce qui est considéré comme possible. S'impliquer collectivement dans l'imagination de l'avenir révèle que les modèles de développement ne sont pas figés et peuvent être réorientés vers des alternatives plus justes et durables.

Le projet met également en évidence l'importance de créer des espaces qui permettent un véritable pluralisme et une réflexion critique, ainsi que la nécessité de gérer avec précaution les dimensions politiques de ces processus. L'intégration de la narration et de l'imagination dans les stratégies de communication apparaît ainsi comme une voie essentielle pour renforcer le potentiel transformateur de la Communication pour des futurs durables.

POUR EN SAVOIR PLUS

+ Contacts

✉ Raquel Martínez-Gómez, autrice et experte en communication pour le changement social : marraquel@gmail.com

+ Ressources

Fiche réalisée d'après une interview de Raquel Martínez-Gómez

🌐 Site web (Podcasts / format de fiction) : <https://podcasts.apple.com/es/podcast/2064/id1780228640>



CAS 1.3

Ten Minute Town

Le théâtre participatif pour transformer l'espace urbain en Afrique du Sud

En Afrique du Sud, les espaces publics restent profondément marqués par une histoire de colonialisme et de ségrégation.

Malgré l'avènement de la démocratie, les inégalités spatiales, économiques et sociales persistent. Certains quartiers restent profondément divisés, et l'insécurité limite la capacité des habitant·es à s'approprier la ville. En particulier pour les femmes et les jeunes.

Dans ce contexte, le projet *Ten Minute Town* (qui consiste en une série de pièces de théâtre de 10 minutes jouées dans différents lieux de la ville), mené à Makhandla en 2024, visait à expérimenter le théâtre comme outil de transformation symbolique de l'espace urbain. Il faisait suite à un projet similaire mené à Johannesburg en 2023.

● QUEL EST LE CONTEXTE DU PROJET ?

Ce projet s'inscrit dans le cadre d'une initiative plus large intitulée « *Place Texts, Place Moves* », qui vise à utiliser l'écriture créative comme source d'inspiration pour des performances dans l'espace public. Alex Halligey, chercheur en études urbaines et en études de spectacle vivant, aujourd'hui à l'université de Witwatersrand, en a été l'initiateur avec Anders Høg Hansen et Mikael Rundberg de l'université de Malmö. Le projet s'est ouvert à une collaboration internationale réunissant des étudiant·es et des chercheur·euses de divers pays.

Jade Bowers, du Centre des arts et de la culture de l'Université de Johannesburg, a codirigé *Ten Minute Town* aux côtés d'Alex Halligey, chercheur en études urbaines et en études de spectacle vivant. Un certain nombre d'étudiant·es de troisième cycle issus de disciplines telles que la communication pour le développement, le théâtre et d'autres.

Le projet *Ten Minute Town* a reçu une bourse ERASMUS+ qui a permis à deux étudiant·es en master de Communication pour le développement à l'université de Malmö (Eva Galindo Soriano et Samuel Ian McCarthy) de venir à Makhanda pendant un mois pour aider à la mise en œuvre et à la documentation du projet, puis d'élaborer une analyse utilisée dans leur mémoire – qu'ils ont soutenu avec succès.

■ COMMENT ET POURQUOI CE PROJET ?

Le projet est né des recherches d'Alex Halligey : « *Mon travail s'est toujours concentré sur le théâtre en tant qu'outil participatif permettant d'explorer la création d'espaces urbains au quotidien du point de vue des citoyens. Anders Høg Hansen, spécialiste C4D à l'université de Malmö, et moi-même partageons le même intérêt pour les méthodes participatives et les « voix de la base », et nous étions en phase avec la philosophie générale du C4D.* »

Pour ce faire, les récits des citoyen·nes recueillis à Makhanda ont été transformés en performances publiques afin de reconfigurer symboliquement des sites urbains stratégiques.

⚙️ QUELLE MÉTHODOLOGIE A ÉTÉ PRIVILÉGIÉE ?

La méthodologie associe le théâtre participatif aux principes de la communication pour le développement (C4D). Le projet repose sur la participation communautaire, la création collaborative de récits et l'occupation symbolique de l'espace public.

L'art est utilisé comme un moyen de dialogue non conflictuel, permettant d'aborder des sujets sensibles de manière inclusive.



QUELLES ACTIVITÉS ONT ÉTÉ MISES EN PLACE ?

Les activités comprenaient la collecte de récits locaux par le biais d'un concours littéraire, la création de courtes représentations mises en scène à divers endroits de la ville, ainsi qu'une diffusion en direct et une documentation audiovisuelle du projet.

→ Un concours littéraire

La première étape consistait à recueillir les témoignages des habitant-es. Un concours littéraire a été lancé à Makhanda. L'objectif était clair : offrir un espace de libre expression, saisir des expériences vécues et s'inspirer d'histoires réelles plutôt que d'un scénario pré-écrit. Une trentaine de textes ont été reçus. Plusieurs d'entre eux ont été sélectionnés pour être adaptés en pièce de théâtre. *« C'était un concours ouvert à l'ensemble de la population de Makhanda où nous avons mené le projet. Tout le monde a eu l'occasion de participer et de partager ses expériences de la ville »*
Eva Galindo

→ Création des micro-spectacles

À Makhanda, une troupe composée de dix étudiant-es en master d'art dramatique de l'université de Rhodes et du compositeur et musicien Zanethemba Mdyogolo, a sélectionné six textes. Sous la houlette d'Alex Halligey et Jade Bowers, ils ont mis en dialogue les thèmes, les scènes, les récits et les ambiances de ces textes sur différents espaces publics disséminés dans cette petite ville. Sam et Eva, deux étudiant-es de troisième cycle de Malmö en stage de terrain, ont également participé à cette phase de mise en œuvre et d'animation. Le résultat, *Ten Minute Town*, consistait en sept performances d'environ dix minutes chacune, reliées par des personnages interprétés par les étudiant-es en art dramatique qui guidaient le public d'un site à l'autre. Mdyogolo a composé et improvisé des thèmes musicaux pour chaque performance, qu'il a interprétés en direct.

→ Mise en scène des micro-spectacles en ville

Après deux semaines de répétitions intensives, les représentations théâtrales de ces micro-pièces enchaînées d'une durée totale de deux heures, ont eu lieu en ville les 27 et 28 août 2024.

Un point de rendez-vous avait été communiqué au public à l'avance, notamment par le biais d'affiches et de tracts. Le format était itinérant : le public suivait les comédiens d'un lieu à l'autre, à pied ou en bus selon les distances à parcourir. Cette mobilité faisait partie intégrante de l'expérience artistique.

Comme le souligne Eva :

« À un moment donné, nous avons pris un bus et une pièce se jouait également à l'intérieur du bus. » De cette manière, la ville elle-même est devenue une scène, intégrant les espaces urbains et le mouvement au cœur même de la représentation. »

Au cours de chaque courte pièce, le musicien Zanethemba Mdyogolo était présent pour assurer l'accompagnement sur un instrument traditionnel sacré. De plus, l'ensemble de la production a été filmé avec une caméra à 360 degrés afin que les réactions du public et les performances des étudiant-es puissent être diffusées. Mikeal Rundberg, de l'université de Malmö, webdiffuseur et concepteur d'interactions, était présent dès les débuts du projet à Johannesburg en 2023. Il a permis aux étudiant-es et au public à distance de suivre les événements, tout en fournissant des archives pour l'enseignement et la recherche futurs. À l'issue du projet, un documentaire retraçant son déroulement a été publié sur YouTube.

QUEL IMPACT A EU CETTE ACTION ?

- Sans cette initiative, certains témoignages seraient restés confinés à la sphère privée. Le projet a temporairement transformé l'espace public en un lieu d'expression et de réflexion collectives.
- Elle a permis de sensibiliser le public à certains sujets tabous ou rarement abordés dans la société, comme le fait d'être lesbienne ou de vivre dans la peur permanente lorsque l'on sort le soir.
- Cette initiative a contribué à susciter une réflexion collective sur des sujets rarement abordés (tels que la violence sexiste et la discrimination). Elle a également eu un impact transformateur sur les élèves qui y ont participé, en approfondissant leur compréhension des dynamiques sociales et du rôle de l'art dans le changement social.

Paroles d'acteur·rices

« Le théâtre permet de
parler de sujets impactants
de manière douce,
pas conflictuelle ».

Eva Galindo





QUELS ONT ÉTÉ LES POINTS FORTS ET DIFFICULTÉS ?

Diversité : la plus grande force du projet a été de réunir des personnes d'horizons, de cultures et de disciplines différents afin d'explorer une vision commune pour transformer ou réinventer la ville.

Musique : de plus, le partenariat avec un musicien a contribué à rendre les représentations encore plus vivantes.

Respect :

« Le défi consistait à veiller à ne pas imposer nos idées, afin de ne pas paraître irrespectueux. » relate Eva.

Langue : un autre défi concernait la langue : les acteur·rices de Makhanda s'exprimaient en anglais, mais aussi en xhosa et par des formes de communication non verbales non comprises par les intervenant·es extérieur·es du projet.

Météo : les conditions météorologiques défavorables du deuxième jour ont rendu difficile la tenue des représentations.

Interactions public : dans un espace public comme la place devant la cathédrale, il y avait de nombreux sans-abri or la pièce traitait en grande partie de la situation du logement des habitant·es. Cela aurait pu poser problème, mais les sans-abri se sont intéressés à la pièce.

« D'autre part, une personne avait les yeux bandés dans la pièce, et les passants pouvaient s'approcher et lui tenir la main. Les gens s'approchaient sans que nous connaissions leurs intentions. Les organisateurs ne savaient pas quand ils devaient intervenir pour protéger cette personne si les choses allaient trop loin. »

Une autre situation s'est avérée délicate : l'une des comédiennes devait jouer une pièce sur la violence sexiste devant le palais de justice, vêtue d'un sac poubelle. Elle avait répété toute la semaine sans problème, mais le jour de la représentation, les agents de sécurité sont venus lui dire qu'elle ne pouvait pas jouer à cet endroit. La représentation a dû être déplacée vers un autre lieu, moins percutant, ce qui a quelque peu déstabilisé la comédienne.

QUELLES LEÇONS APPRISSES POUR DE FUTURES ACTIONS ?

Le théâtre peut constituer **une méthodologie puissante** dans le cadre de la C4D. Comme le théâtre dans ce cas présent, la C4D consiste à soutenir des initiatives ayant un impact social avéré, dans le but de transformer des réalités et des situations par le biais de projets et de l'art. La C4D implique également le recours à diverses méthodologies participatives (telles que la participation communautaire, dans ce cas précis) au sein d'une approche axée sur le développement et la transformation.

L'écoute, l'humilité et la prise en compte du contexte historique sont essentielles. Il faut faire preuve de patience et éviter toute attitude moralisatrice, en particulier dans des contextes marqués par une histoire coloniale.

Ne pas s'enliser dans les concepts, mais **adapter les méthodes au terrain**.

Favoriser une véritable participation communautaire et impliquer les actrices et acteurs locaux à chaque étape du processus. Une approche plus intersectionnelle aurait permis d'inclure davantage de voix marginalisées.

« La façon dont les gens vivent le théâtre en Europe et en Afrique est différente. En Europe, on s'assoit, on ne dit rien et on regarde toute la représentation. En Afrique du Sud, c'est tout le contraire, il y a une interaction constante avec le public. Tout le monde réagit et dit quelque chose (que ce soit positif ou négatif). Il y a toujours des applaudissements et des huées. Tout le monde participe à cet espace, qu'il s'agisse des acteurs ou des spectateurs. »

POUR EN SAVOIR PLUS

+ Contacts

✉ Eva Galindo Soriano, responsable de la communication internationale, fondation Vicente Ferrer : egalindo@fundacionvicenteferrer.org

✉ Anders Høg Hansen, maître de conférences à l'Université de Malmö : anders.hog-hansen@mau.se

✉ Alex Halligey, chercheur en études urbaines et en études de spectacle vivant : alexandra.halligey@wits.ac.za

+ Ressources

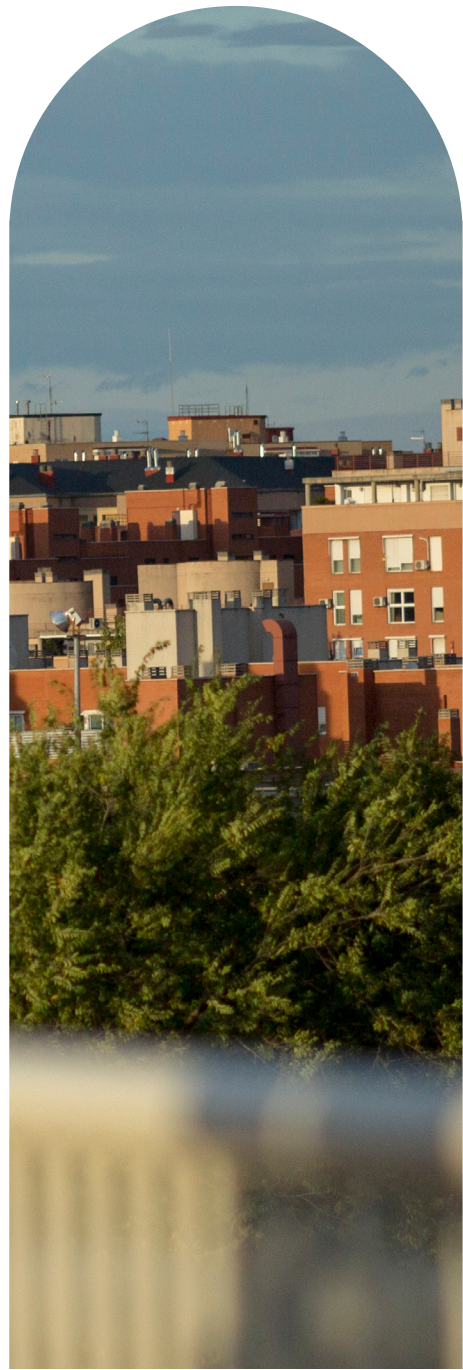
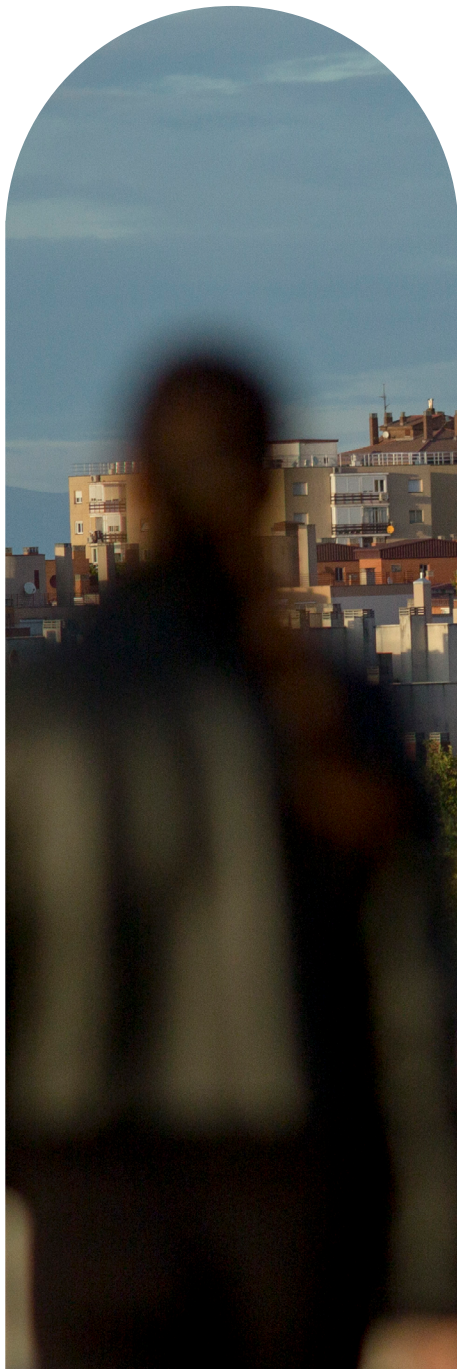
Cette fiche a été réalisée d'après un entretien avec Eva Galindo Soriano, avec la contribution d'Alex Halligey, d'Anders Høg Hansen, de Samuel McCarthy et de Mikael Rundberg

Ten Minute Town - Makhanda 2024

🌐 <https://tenminutetown.my.canva.site/press>

🌐 https://play.mau.se/media/t/0_clpo7b87

🌐 <https://urn.kb.se/resolve?urn=urn:nbn:se:mau:diva-78644>



CAS 1.4

Sí, pero no aquí

Un guide de communication pour déconstruire les récits anti-migrations

La perception qu'ont les citoyen·nes des personnes migrantes et des mouvements migratoires est inévitablement conditionnée par la manière dont le message est diffusé par les médias, les ONG et les réseaux sociaux qui façonnent une certaine vision d'une réalité sociale. Cette vision pas toujours proche de la réalité, ni rigoureuse quant aux faits, peut générer de la peur chez les citoyen·nes, voire un rejet des personnes migrantes dans des secteurs de la société qui ne sont pourtant ni ouvertement pour ni contre le phénomène migratoire.

Fort de ce constat, Oxfam Intermón a publié un guide de communication destiné à déconstruire les récits anti-migrations. L'objectif de ce guide est de fournir des connaissances, des outils et des solutions pour aborder la communication de toute information relative aux migrant·es afin de déconstruire les récits anti-migrations. Le guide repose sur des recherches antérieures sur les perceptions de la migration et propose des conseils concrets, accessibles et visuels, pour améliorer les pratiques de communication et contrer un discours anti-migration de plus en plus présent en Europe.



● LE GUIDE DE COMMUNICATION EN BREF

Le guide de communication avait pour principaux objectifs de :

Sensibiliser les ONG, alliés et journalistes aux effets négatifs de certaines manières de parler de la migration, même lorsqu'elles sont bien intentionnées.

Éviter que les communications pro-migration ne contribuent involontairement au discours anti-migration.

Proposer un outil simple, visuel, facile à diffuser (par e-mail) et rapide à lire.

Oxfam Intermón a d'abord analysé des recherches sur les perceptions de la migration. Ensuite, ces données ont été transformées en conseils simples et concrets dans un guide illustré. Le guide a ensuite été diffusé à travers des séminaires, des formations courtes et des réseaux partenaires.

Les principales cibles étaient les ONG travaillant sur les questions migratoires, les journalistes et les alliés engagés sur ces sujets. Indirectement, l'ensemble de la société est concerné, car la manière dont on parle de migration influence l'opinion publique.

Le projet a été coordonné par Oxfam Intermón, au sein de la confédération internationale Oxfam, et financé sur fonds propres issus principalement des dons privés, soit environ 15 000 euros (10 000 euros pour la conception du guide et 5 000 euros pour sa diffusion), sans compter le coût des études préalables.

COMMENT ET POURQUOI CETTE ACTION ?

Le projet est né après la crise syrienne et l'arrivée de réfugiés en Europe.

« Il y a d'abord eu une vague de solidarité de la part des citoyens européens. Mais cela a changé très rapidement, en un ou deux ans, pas plus, et de façon très, très dangereuse. On entendait que les réfugiés pouvaient être des terroristes... Et cela n'a pas changé seulement avec les réfugiés syriens, mais aussi avec la situation des autres migrants. Par exemple, les bateaux de migrants qui traversaient la Méditerranée étaient perçus comme une invasion pour les Européens, etc. C'est le début de notre recherche...on voulait en savoir plus » explique **Rodrigo Barahona de l'ONG Oxfam Intermón, un des initiateurs du projet.**

Oxfam Intermón a voulu comprendre pourquoi ce changement avait été si rapide. L'organisation a donc commencé à mener des recherches sur les perceptions de la migration.

« Que s'est-il passé avec les citoyens? C'était l'objet premier de toutes nos recherches » poursuit **Rodrigo Barahona.**

Oxfam Intermón a ainsi constaté que même les ONG favorables à la migration utilisaient parfois des arguments basés sur la peur. Par exemple, parler uniquement de l'apport économique des migrants peut renforcer l'idée que leur valeur dépend de leur utilité. Le problème était donc de chercher à savoir comment défendre les droits des migrants sans utiliser les mêmes cadres narratifs que les discours anti-migration ?

D'autre part, en étudiant les réponses de citoyen·nes à des enquêtes et à des groupes de discussion, les chercheurs et chercheuses ont compris que les discours anti-migration s'appuyaient sur des peurs très fortes et très humaines. Plutôt que de s'attaquer directement à ces discours, Oxfam Intermón a choisi d'améliorer sa propre communication et celle de ses partenaires. L'idée était de transformer les résultats de recherche en un outil pratique : le guide.

L'objectif principal était de changer la manière dont les acteurs pro-migration parlent de migration afin que cela puisse contribuer, à long terme, à changer la perception des migrants et, par conséquent, leurs conditions de vie.

→ QUELLES ACTIVITÉS ONT ÉTÉ MISES EN PLACE ?

L'action a été menée par Oxfam Intermón, avec l'appui de journalistes et de professionnel·les de la communication. Des partenariats ont été développés avec d'autres ONG et avec des acteurs et actrices travaillant directement avec les migrant·es. Oxfam Intermón a constamment appliqué le principe du « rien sans eux », c'est-à-dire travailler avec les organisations concernées et non à leur place.

En bref, le déroulement de l'action s'est fait avec :

- **La collaboration avec des journalistes spécialisés** dans les sujets sociaux pour transformer des données de recherche complexes en conseils pratiques.
- **La création d'un guide structuré** illustré par des dessins (et non des exemples réels de journaux).
- **L'organisation de séminaires et de formations courtes** pour diffuser le guide auprès des ONG et des journalistes.

QUELLE MÉTHODOLOGIE A ÉTÉ PRIVILÉGIÉE ?

Le projet repose sur une approche centrée sur les publics et les perceptions. Il s'appuie sur la recherche, le dialogue et le plaidoyer. Il mobilise les principes de la C4D en cherchant à transformer les narratifs dominants, à influencer les représentations sociales et à agir sur les causes structurelles des inégalités à travers la communication.

Au début, Oxfam Intermón a créé des groupes de discussion pour approfondir les perceptions. Ce travail leur a permis de comprendre que la haine ou la méfiance envers les migrant·es repose souvent sur des récits (des narratifs) largement faux, nourris par les peurs des gens. Ces peurs sont humaines, universelles, et elles sont souvent amplifiées par des discours sur la migration qui les exploitent.

Oxfam Intermón n'a pas été le premier à mener ce type de recherche. Un groupe appelé *More in Common*, fondé par un ancien collègue d'Oxfam au Royaume-Uni, travaillait déjà sur les perceptions de la migration en Europe. Leur idée était simple : nous avons plus de choses en commun que de différences. Ils ont mené des études en Allemagne, en France et au Royaume-Uni, mais faute de moyens, pas en Espagne.

Oxfam Intermón a lancé sa première grande étude vers 2016, environ deux ans après la crise syrienne, avec une méthodologie adaptée de *More in Common*. Pour traiter les données statistiques, les chargés du projet ont collaboré avec une entreprise spécialisée dans les enquêtes. Cette étude comprenait deux volets : un questionnaire en ligne d'environ 50 questions, envoyé à un échantillon représentatif de la population, et des groupes de discussion réunissant 8 à 10 personnes, animés par un modérateur. L'objectif était à la fois d'obtenir des données chiffrées et de comprendre en profondeur les perceptions et les récits des participant·es.

Depuis 2016, Oxfam Intermón a renouvelé ces études plusieurs fois en Espagne (en 2020, 2022...), afin de voir comment les perceptions évoluent dans le temps. La méthodologie a été également utilisée en Amérique latine. Les résultats ont été très similaires, même si les contextes migratoires sont différents : en Europe, on se perçoit surtout comme des pays d'accueil, alors qu'en Amérique latine, les pays accueillent et envoient à la fois des migrant·es. Pourtant, les peurs et les récits autour de la migration se ressemblent beaucoup.

Enfin, il est important de préciser que ce travail n'est pas purement académique car l'objectif de ces recherches est de nourrir des théories du changement concrètes. Au départ, Oxfam Intermón pensait transformer les perceptions de la migration de manière très positive. Aujourd'hui, l'ambition est plus réaliste : éviter que les choses empirent.

Selon les contextes, les résultats servent à différents usages comme créer des outils de communication pour les ONG et les allié·es favorables à la migration ; produire des recommandations destinées aux gouvernements et aux institutions (dans une logique de plaidoyer) ; ou simplement alimenter la réflexion interne d'Oxfam Intermón pour concevoir de futures campagnes plus pertinentes. Parfois, ces résultats sont rendus publics, parfois non. Tout dépend de l'objectif poursuivi.

Le guide a été conçu pour être court, visuel et facile à diffuser. Des séminaires et des formations ont ensuite été organisés pour expliquer son contenu.



QUELS ONT ÉTÉ LES POINTS FORTS ET DIFFICULTÉS ?

Le point fort du projet réside dans **son ancrage dans la recherche**. Il ne se contente pas de changer des mots, mais analyse les valeurs cachées derrière les discours.

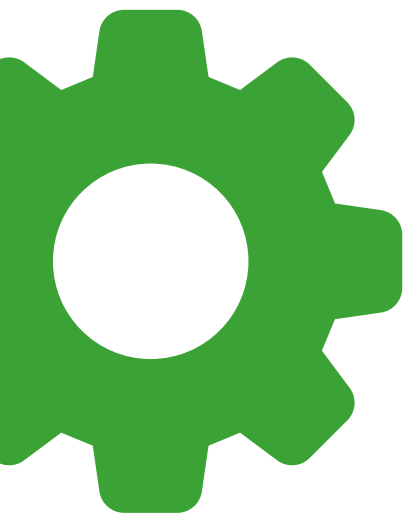
Un autre point fort est **sa lisibilité** : le guide devait être court, accessible et illustré, « *Combien de pages doivent apparaître dans le guide, combien d'images nous pouvons utiliser, et combien de mots le texte doit avoir.* » Pour éviter de stigmatiser les médias, les exemples ont été transformés en dessins.

La principale difficulté réside dans le manque de continuité au sein des cibles. Les équipes changent, notamment dans les ONG et les médias, et les nouvelles personnes ne connaissent pas toujours le guide. Cela oblige à répéter constamment les formations.



QUEL IMPACT A EU CETTE ACTION ?

- Sans ce guide, les ONG auraient continué à communiquer sans prendre pleinement conscience des effets indirects de leurs messages. Le projet a permis de créer une prise de recul stratégique et de proposer des outils concrets.
- Le guide a permis à certaines ONG et journalistes de réfléchir davantage à leur manière de communiquer. L'impact est progressif et difficile à mesurer directement, mais il contribue à une évolution des pratiques et à une plus grande vigilance face aux narratifs dominants.



Paroles d'acteur·rices

« Si nous changeons la façon dont les gens parlent des migrations, si nous changeons leur perception des migrants, alors nous changerons la façon dont les migrants vivent, parce qu'ils vivront moins en danger,

ils seront vus comme moins dangereux et ils feront face à une société pour les recevoir. »

Rodrigo Barahona,
chargé de projet Oxfam
Intermón

QUELLES LEÇONS APPRISES POUR DE FUTURES ACTIONS ?

Changer les narratifs demande du temps et un effort constant. Même si les principes sont compris, il est difficile de les appliquer dans l'urgence du travail quotidien. Une leçon importante est qu'il faut créer des espaces d'échange et de discussion pour tester les messages et réfléchir collectivement aux valeurs qu'ils véhiculent. Cette action relève pleinement de la C4D car elle cherche à transformer les représentations sociales et à agir sur les causes profondes des inégalités à travers la communication.

Une autre leçon apprise est la nécessité de bien penser les narratifs en amont car la communication pro-migration peut être récupérée par les discours anti-migration.

Dans la forme, les outils simples et visuels sont plus facilement appropriables.

Sur la diffusion, les débats politiques sur la migration, même lorsqu'ils sont négatifs, créent des moments où il est possible de proposer d'autres narratifs.

Les porteurs du projet d'Oxfam Intermón recommandent de ne pas sous-estimer la complexité du changement de narratif. Il faut consacrer du temps à la réflexion, créer des réseaux de discussion et accepter que le changement soit progressif.

Ils insistent aussi sur l'importance de toujours analyser les valeurs cachées derrière les mots utilisés.

POUR EN SAVOIR PLUS

+ Contact

✉ Rodrigo Barahona, responsable de la stratégie, des connaissances et de l'apprentissage, Oxfam Intermón : rodrigo.barahona@oxfam.org

+ Ressources

Fiche réalisée d'après une interview de Rodrigo Barahona.

🌐 <https://www.oxfam.org/es/informes/si-pero-no-aqui>

🌐 <https://www.oxfamintermon.org/hubfs/Oxfam-Website/oi-informes/informe-la-otra-mirada-oxfam-intermon.pdf>

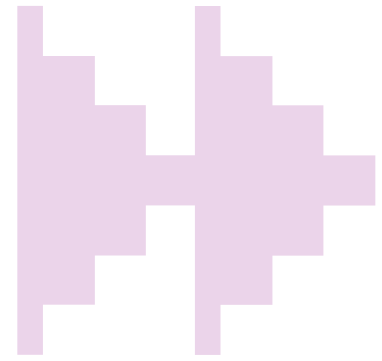
🌐 <https://www.oxfamintermon.org/hubfs/Oxfam-Website/oi-informes/guia-comunicacion-migraciones.pdf>

🌐 <https://www.oxfamintermon.org/es/publicacion/barometro-desinformacion-odio>



CHAPITRE 2

Valoriser les savoirs, les visions et les priorités locales



Valoriser les savoirs locaux : La force des expertises contextuelles

« Les savoirs pratiques des acteurs de terrain ne sont pas des manques de savoir, ce sont des formes d'intelligence indispensables que l'ingénierie du développement doit enfin apprendre à écouter. »

Jean-Pierre Olivier de Sardan, *La revanche des contextes* (2021)

Pour beaucoup d'acteurs et d'actrices de la coopération internationale, le constat est sans appel : les modèles d'intervention descendants ont échoué à endiguer les inégalités mondiales et la dégradation écologique. Valoriser les savoirs, les visions et les priorités locales n'est alors pas une simple démarche éthique ou l'illusion participative « de cocher les cases » : c'est la condition structurelle de toute action qui souhaite avoir un impact durablement positif.

La communication pour des futurs durables vise ici un basculement des pouvoirs, en refusant de réduire les actrices et acteurs locaux à des exécutants ou des apprenants pour en faire les expertes et experts légitimes de leurs contextes. Jean-Pierre Olivier de Sardan utilise ainsi le terme d'« experts contextuels ». La communication se veut dès lors une infrastructure d'écoute, de respect et de souveraineté narrative.

À travers quatre études de cas, ce chapitre pose le cadre conceptuel d'une pratique qui exige de désapprendre les mécaniques partenariales descendantes du passé pour libérer la puissance

des savoirs endogènes, des visions et des priorités locales, et soutenir l'autodétermination des territoires. De la réappropriation de la mémoire culturelle des Rohingyas réfugié·es au Bangladesh (*Rohingya Cultural Memory Center*) à la capitalisation des savoirs paysans en Mauritanie (initiatives de résilience du RIMRAP), de l'innovation démocratique portée par la jeunesse sénégalaise (*Y'en a marre*) à la préservation des savoirs des communautés otomi au Mexique, ces expériences montrent que valoriser les savoirs locaux et les visions endogènes n'est pas un supplément d'âme, mais le socle même d'une coopération équitable.

La nature complexe du « développement » et le poids de la sémantique

Le modèle de coopération internationale développé il y a près de 80 ans, au début des indépendances, a peiné à questionner les relations de pouvoir globales pour avancer vers un multilatéralisme véritablement juste. Ce modèle ne peut se comprendre en dehors de son caractère colonial, inscrit autant

dans son origine que dans nombre de ses pratiques actuelles. Malgré les efforts des actrices et acteurs de la coopération (tant les institutions que la société civile), de nombreux·ses observateur·rices signalent la persistance de l'héritage colonial dans les logiques d'intervention, la production de connaissances et les relations de pouvoir. Ces relations sont chargées d'un long historique d'extraction et de dépossession : exploitation des territoires et des ressources, appropriation ou effacement des savoirs et patrimoines locaux.

Aujourd'hui, dans un monde traversé par des crises multiples, ne plus parler de « pays développés » et « pays en développement » devient primordial. Récupérer la mémoire et revaloriser les savoirs n'est dès lors pas un geste nostalgique, mais un acte politique. C'est tout l'enjeu du *Rohingya Cultural Memory Center* au Bangladesh, où une communauté réfugiée, menacée d'effacement, documente et expose son patrimoine (broderies, récits, chants) pour reprendre la main sur sa propre histoire.

Les rapports de domination s'expriment aussi par la sémantique. Comme l'a souligné le 9 octobre 2025, Carole Karamera lors des rencontres « *Fair cooperation, full impact* », l'imposition d'un vocabulaire technique en perpétuel changement (« pays en voie de développement », « coopération », « inclusion sociale », « bénéficiaires »...) finit par changer les noms de qui l'on est et par effacer les savoirs, les visions et les paradigmes locaux. En transformant des citoyen·nes actif·ves en récepteur·rices passif·ves d'une aide pressée, ce système détruit le pouvoir d'agir nécessaire à des transformations plus durables. Ces récits de la « coopération pour le développement » légitiment ainsi, sans le reconnaître, des relations de pouvoir inégales entre États et au sein des États, entre hommes et femmes, entre l'être humain et une nature réduite au rang de ressource.

La revanche des contextes et l'angle mort institutionnel

Les cadres d'intervention de la coopération de ces dernières décennies n'ont pas réussi à freiner suffisamment l'augmentation des inégalités et la dégradation des écosystèmes. Comme le signale Jean-Pierre Olivier de Sardan dans

La revanche des contextes, une bonne partie de ces limites s'expliquent par le décalage entre les cadres d'intervention et la réalité locale. La coopération tend à opérer depuis des logiques bureaucratiques et des schémas de pensée auto-référentiels, mesurant ses réussites en fonction d'objectifs internes plutôt que de son impact sur la vie quotidienne des communautés. Trop éloignée des savoirs locaux, cette logique a engendré une strate intermédiaire de professionnel·les chargé·es de traduire (et parfois de déformer) les réalités du terrain pour les ajuster aux cadres logiques des « pays développés ». Elle produit une « opacité du réel » pour le système de coopération lui-même, qui n'intègre que rarement les processus participatifs dans ses décisions clés.

Cette opacité se double d'un angle mort (*blind spot*) institutionnel, où les structures de l'aide reproduisent inconsciemment des privilèges et des schémas d'exclusion. Cela se manifeste par l'incohérence de frontières imposées par les bailleurs, qui séparent des territoires pourtant unis par l'histoire ou la culture (tel le cloisonnement de l'Afrique du Nord dans une région « MENA » parfois hermétique). Cela se traduit aussi par la non-prise en compte des réalités linguistiques locales au profit des langues héritées de la colonisation, pour intervenir dans des territoires où ces dernières sont de moins en moins utilisées. Pour combler cette mauvaise appréhension des contextes, les cadres d'intervention se sont longtemps contentés d'un simulacre participatif : des appels à projets descendants, aux budgets dérisoires, aux délais courts et aux fortes exigences en ingénierie de projet.

Contre cette « charité pressée », Jean-Pierre Olivier de Sardan observe que les expériences les plus inspirantes émergent dans le champ de la coopération culturelle. Les dialogues créatifs permettent de sortir de la logique projet et de valoriser davantage les dynamiques locales, riches de leurs propres savoirs et visions. Ces modèles invitent à corriger le manque de spécialistes internationaux réellement connaisseurs des territoires et des pratiques sociales qu'ils prétendent transformer. Valoriser les savoirs locaux suppose donc de s'appuyer sur ces « experts contextuels » et « innovateurs de l'intérieur », capables d'adapter et de « tropicaliser » les concepts importés pour qu'ils fassent sens

à l'échelle locale. Les initiatives de résilience documentées en Mauritanie dans le cadre du RIMRAP en offrent une illustration concrète : plutôt que d'apporter une aide standardisée, le programme a fait rédiger par les animateurs et animatrices de terrain elles-mêmes des fiches sur des innovations villageoises méconnues (mini-laiteries, valorisation du doumier, maraîchage), pour partir des savoirs existants et les diffuser.

Rejet des modèles descendants et souveraineté narrative

Le refus d'un modèle linéaire, importé et déconnecté des contextes, trouve un écho historique en Amérique latine, où le concept même de C4D est rejeté. Les dynamiques de développement y ont été largement dénoncées comme des modèles d'endoctrinement interventionnistes portés par des puissances occidentales. Un processus parfois qualifié de néocolonialisme sous pavillon néolibéral. Des pionnières et pionniers de la communication alternative tels que Luis Ramiro Beltrán ou Enrique Sánchez Ruiz ont dénoncé cet impérialisme culturel, coupable d'instrumentaliser les communautés autochtones et rurales en leur imposant des pratiques étrangères à leurs dynamiques sociales propres.

Pour contrer cet endoctrinement, valoriser les visions locales exige d'écarter définitivement la posture descendante du « sachant » face à l'« apprenant ». Des cadres méthodologiques alternatifs, tels que la « méthodologie utopique » de Michael Cole, montrent que la communication, l'ethnographie et la production artistique ne doivent pas servir à diffuser des messages pré-formatés. Elles doivent être réappropriées par les communautés comme des espaces de médiation, de discussion critique et de co-construction de connaissances à partir de leur propre vécu. C'est précisément la démarche du projet de préservation des savoirs des communautés otomis au Mexique : en faisant des « experts contextuels » le fondement de la recherche, ces populations cessent d'être l'objet d'études pour devenir les artisans de leur propre trajectoire culturelle. Au Sénégal, le mouvement Y'en a marre en donne une traduction politique : en formulant les revendications de la jeunesse dans ses propres mots (en wolof comme

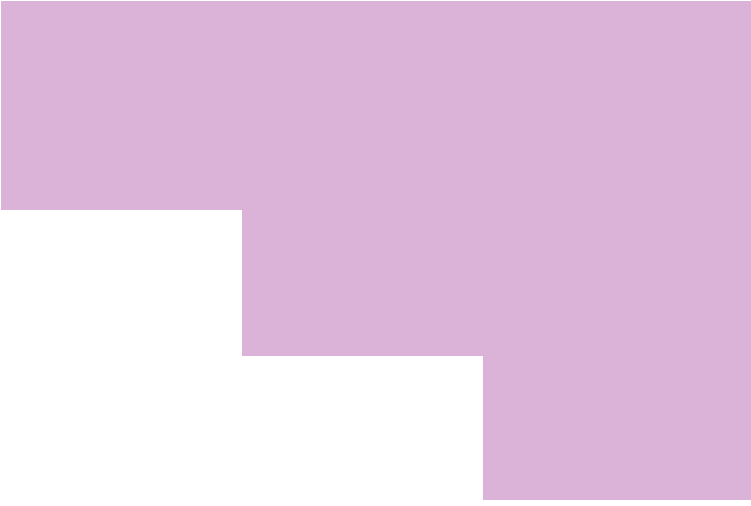
en français) et en s'appuyant sur le hip-hop, il a imposé ses propres récits dans le débat public et fait des jeunes les autrices et auteurs, non les cibles, de leur histoire.

La communication pour des futurs durables s'affirme alors comme un outil de transformation sociale, de négociation politique et d'exercice direct des droits culturels. Elle répond aux principes du droit international qui consacrent « le droit des peuples autochtones à maintenir, préserver et renforcer leurs cultures, leurs formes de vie et leurs institutions propres » (Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones), ainsi que leur droit de participer effectivement aux décisions qui les concernent. Définir collectivement ce cadre, c'est reconnaître qu'un projet de coopération n'est viable et équitable que s'il respecte cette souveraineté narrative et s'efface pour laisser le terrain concevoir, de l'intérieur, ses propres alternatives durables.



CAS 2.1

Rohingya Cultural Memory Center



De la crise identitaire à la réappropriation culturelle

Un centre culturel comme outil de résilience face à l'exil forcé

Depuis 2019, le *Rohingya Cultural Memory Center* (RCMC) – ou *Rohingya Arroso Morghor* en langue rohingya – répond à une crise identitaire profonde au sein de la communauté rohingya réfugiée au Bangladesh. Déracinés par des violences au Myanmar, les Rohingyas font face à une perte de repères culturels et à une marginalisation dans les camps de Cox's Bazar. Porté par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) et initié par Lurdes Macedo (experte en C4D) et David Palazón (artiste engagé), ce projet innovant combine recherche participative, ateliers culturels, et plaidoyer pour redonner une voix à cette communauté.

● QU'EST-CE QUE LE ROHINGYA CULTURAL MEMORY CENTER ?

Le *Rohingya Cultural Memory Center* (RCMC) est une initiative située au cœur des camps de réfugié·es de Cox's Bazar, au Bangladesh. Face à l'urgence humanitaire et au traumatisme de l'exil, ce projet porté et mis en œuvre par l'OIM, s'attaque à la crise identitaire profonde touchant la communauté.

Conçu comme un « espace sûr » (*safe place*), le centre sert de sanctuaire à la mémoire collective rohingya : il permet de préserver, de documenter et de valoriser un patrimoine culturel menacé de disparition.

Ce projet repose sur une collaboration multidisciplinaire impliquant des expert·es en C4D, des artistes et une multitude de donateurs internationaux, allant de l'Union européenne à divers gouvernements (Suisse, États-Unis, Japon, etc.).

Au-delà de la conservation, l'OIM a structuré cette action comme un véritable outil d'autonomisation (empowerment), l'objectif étant de transférer progressivement la gestion du centre et de ses activités à la communauté rohingya elle-même, afin qu'elle reprenne en main la narration de sa propre histoire et renforce son pouvoir d'agir.

COMMENT ET POURQUOI CE CENTRE CULTUREL ?

L'origine du projet s'inscrit dans une réponse humanitaire à une échelle sans précédent. Suite aux violences de 2017 au Myanmar, le district de Cox's Bazar au Bangladesh est devenu le théâtre de la plus grande concentration de réfugié·es au monde, accueillant aujourd'hui près d'un million de personnes vivant dans des conditions d'extrême précarité (<https://data.unhcr.org/en/country/bgd>).

En 2018, une évaluation MHPSS (Santé Mentale et Soutien Psychosocial) commandée par l'OIM a révélé un constat alarmant : 50 % des réfugié·es rohingyas souffraient d'une « crise identitaire » profonde. Ce traumatisme, né de l'exil forcé et de la menace de disparition de leur patrimoine culturel, a été identifié comme un obstacle majeur à leur résilience. Face à cette urgence, l'OIM a lancé le projet en mars 2019 en recrutant Lurdes Macedo et David Palazón. Ensemble, ils ont conçu le centre non pas comme un simple musée, mais comme une réponse thérapeutique visant à transformer la mémoire collective en un outil de reconstruction psychologique et sociale pour cette population déracinée.

Paroles d'acteur·rices

« Le centre nous offre une plateforme pour maintenir notre culture et nos traditions rohingyas. Il nous donne l'occasion d'exprimer notre créativité,

nos aspirations, nos souvenirs et nos sentiments à travers nos arts. »

Shahida Win, poétesse et chercheuse rohingya travaillant au RCMC.

QUELLES ACTIVITÉS ONT ÉTÉ MISES EN PLACE ?

→ Créé au sein du camp en 2022, ce centre culturel a permis la réalisation d'activités variées telles que des ateliers d'écriture, de cuisine, de musique et surtout de broderie. Près d'une vingtaine d'ateliers de broderie ont été organisés entre 2019 et 2021, permettant d'impliquer une trentaine de femmes du camp. Ces ateliers ont permis aux participantes de dessiner des éléments clés de leur histoire, personnelle ou collective, comme leurs maisons au Myanmar, l'importance des masques et de la nature dans leur culture.

→ Les premières expositions ont été organisées dans le centre, au cœur du camp, afin de promouvoir le patrimoine culturel rohingya au sein même de la communauté. Le projet a ensuite permis l'organisation d'expositions de la culture rohingya dans des lieux symboliques comme le musée national du Bangladesh, l'hôtel de ville de La Haye ou l'Université de Sofia. Ces expositions mettaient en scène des objets ou des photographies d'éléments culturels rohingyas produits lors des ateliers.

→ Dans un contexte de restrictions de déplacements et d'espaces pour exposer, liées au COVID-19, deux sites web ont été créés pour diffuser largement les récits et l'histoire des Rohingyas.

QUELLE MÉTHODOLOGIE A ÉTÉ PRIVILÉGIÉE ?

Le projet s'appuie sur une approche participative et empirique avec pour objectif d'autonomiser la communauté rohingya. La méthodologie a suivi une démarche en trois étapes :

1. d'abord, une recherche bibliographique approfondie pour comprendre les enjeux culturels et historiques ;
2. ensuite, un recensement des pratiques culturelles préservées par les rohingyas depuis des siècles ;
3. enfin, une analyse des reconfigurations culturelles induites par l'expérience du déplacement forcé.

À partir de ces travaux, les expert·es ont formulé un diagnostic de la crise identitaire des réfugié·es, en prenant en compte l'ensemble des pratiques culturelles, qu'elles soient tangibles (objets, broderies, etc.), intangibles (récits, chansons, traditions orales) ou transformées par la condition de réfugié·e. Une fois ce diagnostic établi, les activités ont été mises en œuvre : la construction du centre et l'implication de la communauté dans son architecture et son design ; les ateliers de conservation et de créations ; la préparation d'expositions ; ainsi que toutes les activités de dialogue et de rencontre permettant de redonner vie aux patrimoines rohingya au sein même de la communauté.

C'est tout d'abord la fierté de la culture rohingya qui a été renforcée au sein du centre, son patrimoine a ensuite été diffusé en physique puis en ligne afin d'alimenter un plaidoyer fort sur les conditions de vie du peuple rohingya.



QUELS ONT ÉTÉ LES POINTS FORTS ET DIFFICULTÉS ?

La principale force du projet réside dans son ingénierie de co-crédation avec les populations qui a permis de cartographier et documenter les savoir-faire techniques de la communauté, notamment à travers des ateliers pratiques d'artisanat.

L'implication active de la communauté dans la gouvernance du centre culturel a également garanti une appropriation immédiate de la gestion quotidienne du lieu et de ses activités.

Les ateliers de broderie ont eu un impact particulier sur les femmes, leur offrant une émancipation et une visibilité publique.

La mise en œuvre technique a su faire preuve d'agilité dans le choix de ses canaux de diffusion. La combinaison d'outils de collecte et de diffusion physique et numérique via notamment les sites web et expositions délocalisées a permis de contourner les blocages de mise en œuvre liés au contexte sanitaire. En mars 2026, le patrimoine culturel rohingya était présent jusqu'au sein du Parlement européen.

Les traditions conservatrices des Rohingyas ont parfois compliqué l'organisation des ateliers, notamment en raison de la séparation entre hommes et femmes. Les moussons, entre août et octobre, ont également rendu le camp moins viable pour travailler.

Une autre difficulté majeure a été de faire comprendre l'importance du projet dans sa dimension culturelle participative car la culture n'est pas une priorité classique dans l'aide humanitaire. Il a donc fallu affirmer la légitimité du projet dans ce domaine.



QUEL IMPACT A EU CETTE ACTION ?

- Le projet a renforcé l'identité des Rohingyas en leur permettant de réapproprier leur histoire et leur culture. Les femmes ont gagné en confiance et en visibilité, et le centre est désormais autogéré par la communauté, ce qui a eu un effet direct sur leur santé mentale grâce à la reconstruction de repères collectifs.
- À l'international, les expositions et les sites web ont sensibilisé les publics sur la crise rohingya et contribué à légitimer l'importance de la culture dans l'aide humanitaire.

QUELLES LEÇONS APPRISSES POUR DE FUTURES ACTIONS ?

L'adaptation aux normes culturelles est essentielle pour garantir l'inclusion. Pour mobiliser les groupes vulnérables (comme les femmes rohingyas) dans un contexte conservateur, la méthodologie doit respecter les codes locaux. La création d'espaces non mixtes et sécurisés (*safe place*) pour les ateliers de broderie a été la clé pour transformer une activité traditionnelle en un outil d'expression publique et d'autonomisation.

Une immersion régulière sur le terrain est cruciale pour comprendre les besoins et ajuster les actions. Dans un contexte évolutif, les seules immersions de diagnostic initiales ne sont pas suffisantes pour obtenir des résultats impactants.

Dans un environnement humanitaire fortement axé sur la réponse matérielle rapide (logistique, abris, santé), les approches qualitatives de la C4D sont souvent perçues comme secondaires. Une leçon majeure est la **nécessité de conceptualiser, documenter et défendre activement la valeur thérapeutique et sociale de la discipline** dès la phase de diagnostic afin d'aligner l'ensemble des acteur·rices pour gagner du temps sur la phase de mise en œuvre.

POUR EN SAVOIR PLUS

+ Contacts

✉ Lurdes Macedo, experte en Communication pour le Développement et enseignante à l'Université Lusophone de Porto : lurdes.macedo@ulusofona.pt

+ Ressources

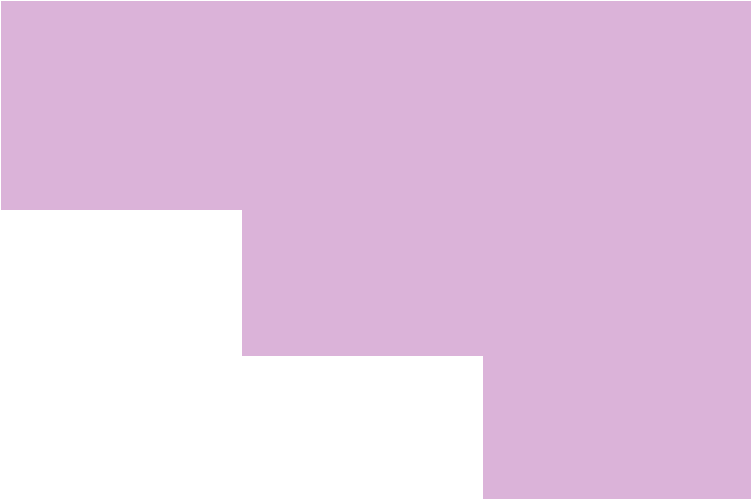
Fiche réalisée d'après une interview de Lurdes Macedo.

- 🌐 Site du RCMC : <https://rohingyaculturalmemorycentre.iom.int/>
- 🌐 Centre de ressources de la culture Rohingya : <https://rohingyarosomorghor.iom.int/>
- 🌐 Réseaux sociaux : https://www.instagram.com/rohingyar_rosomor_ghor/
- 🌐 OIM : <https://roasiapacific.iom.int/news/new-cultural-memory-centre-ensures-continuity-rohingya-heritage>



CAS 2.2

Préserver les savoirs otomi par la communication participative



Revitalisation culturelle, autodétermination et changement social dans l'état de Guanajuato, Mexique

Loin des modèles descendants, ce projet fait le choix de la communication pour le changement social comme levier d'émancipation politique. Face à une marginalisation historique et à l'invisibilisation des traditions autochtones, l'intervention s'appuie sur une démarche ethnographique et médiatique participative pour permettre à la communauté otomi de documenter sa propre mémoire. En unissant chercheur·euses universitaires et structures communautaires, ce travail au long cours réactive la transmission intergénérationnelle et soutient l'autodétermination culturelle. Comment la parole partagée redéfinit-elle les droits collectifs et les modes de gouvernance locale dans l'État de Guanajuato ?

● QU'EST-CE QUE LE PROJET DE PRÉSERVATION DES SAVOIRS OTOMI ?

Le projet global, initié au Mexique par les chercheurs et praticiens Juan Sebastián Gómez Llano et Jaime Miguel González Chávez, est un programme de recherche-action interdisciplinaire centré sur la revitalisation culturelle et l'autonomie des peuples autochtones. Déployé au sein de la communauté otomi (Unión Ñoñhú) de Cruz del Palmar, dans la municipalité de San Miguel de Allende (État de Guanajuato), il vise à freiner la perte accélérée du patrimoine linguistique otomi et à cartographier l'histoire locale. L'initiative s'est inscrite dans une temporalité longue, débutée en 2015 avec une première phase d'évaluation qui a duré jusqu'en 2023, elle a ensuite évolué vers une phase d'essaimage territorial et de consolidation académique.

■ COMMENT ET POURQUOI CETTE ACTION ?

La communication participative a été choisie pour rompre avec l'approche verticale des institutions publiques, dont les programmes restent peu concluants parce qu'ils tendent à imposer des visions déconnectées des réalités autochtones. La communication a ici été pensée comme un outil de changement social pour répondre à l'invisibilisation des structures traditionnelles de gouvernance. Soutenue par le Conseil National des Sciences et des Technologies (CONACYT) du Mexique et par des fonds locaux de l'État de Guanajuato, cette action a utilisé les médias communautaires pour inverser le rapport de force et replacer l'autodétermination au centre du jeu politique local.

💬 Paroles d'acteur·rices

« Le cœur de notre démarche a été de comprendre que nous ne venions pas apporter la parole à une communauté « sans voix », mais plutôt créer un espace sécurisé et horizontal pour que leur propre voix puisse briser les structures technocratiques qui les oppriment depuis des décennies. »

Juan Sebastián Gómez Llano, Chercheur-praticien en communication participative



QUELLES ACTIVITÉS ONT ÉTÉ MISES EN PLACE ?

→ L'action s'est traduite par le déploiement d'outils de production médiatique endogènes et de renforcement des capacités techniques de la communauté. Des ateliers de collecte de récits mémoriels et de co-crédation de documentation linguistique ont été organisés avec les ancien·nes du village.

En parallèle, des sessions de formation à la photographie, à la captation audio et à la rédaction ont permis d'outiller les jeunes générations.

Ces activités ont débouché sur la production d'émissions de radio locales, la création de supports bilingues (espagnol / hñöñhú), la diffusion d'expositions documentaires itinérantes et la publication d'évaluations scientifiques, notamment dans la revue *Entretextos*.

QUELLE MÉTHODOLOGIE A ÉTÉ ADOPTÉE ?

La méthodologie s'est ancrée dans les principes de la communication pour le changement social, une approche strictement horizontale où les professionnel·les n'interviennent pas comme des expert·es mais comme des facilitateur·rices. L'action a exigé une phase d'immersion ethnographique préalable pour aligner les outils de communication sur le système de gouvernance traditionnel par « *Usos y Costumbres* » (usages et coutumes). Aucun support n'a été préconçu à l'avance : il s'agissait de co-construire des espaces de parole pour que les habitant·es deviennent les propres archivistes et diffuseur·euses de leur mémoire, en respectant les rythmes de l'assemblée communautaire.

QUEL IMPACT A EU CETTE ACTION ?

L'impact le plus structurant est d'ordre politique et juridique : les supports produits ont servi de preuve anthropologique pour appuyer la validation et la reconnaissance légale, par les autorités municipales, de l'élection du délégué traditionnel de Cruz del Palmar selon les coutumes autochtones. Sur le plan social, la démarche a restauré le dialogue intergénérationnel et un fort sentiment de fierté culturelle chez les jeunes, désormais positionnés comme des acteurs et actrices clés du développement de leur village. Sur le plan académique, elle a fait entrer les revendications otomis dans les cercles de décision universitaires nationaux, érigeant cette initiative locale en modèle méthodologique de communication pour le changement social.



QUELS ONT ÉTÉ LES POINTS FORTS ET DIFFICULTÉS ?

La force de cette action tient à la co-crédation horizontale avec les populations, qui a permis de documenter les savoir-faire techniques de la communautéd sans calquer des grilles d'analyse externes ou occidentales. L'implication des leaders traditionnels dans la gouvernance de la stratégie médiatique a également assuré une appropriation durable des outils. Enfin, le recours combiné à la radio communautaire, aux supports bilingues et aux archives numériques a permis de maintenir le lien et la diffusion malgré l'isolement géographique et les contraintes logistiques du milieu rural.

La principale difficulté a résidé dans la confrontation permanente avec l'attitude technocratique des institutions étatiques, historiquement réticentes à reconnaître la légitimité juridique des autorités traditionnelles élues par la communauté. La précarité des infrastructures de communication (accès difficile à internet, coupures d'électricité) a par ailleurs ralenti la numérisation des archives. Enfin, la barrière linguistique a imposé un défi constant de traduction pour préserver la profondeur philosophique des concepts otomis lors de leur traduction en espagnol.

QUELLES LEÇONS APPRISES POUR DE FUTURES ACTIONS ?

- **Valoriser le temps long de l'immersion** : en milieu autochtone, l'efficacité d'une stratégie de communication pour le changement social dépend de la confiance construite. Il est indispensable de financer des phases d'observation et de dialogue sans obligation de production immédiate d'outils.
- **Articuler communication et plaidoyer juridique** : la production de médias communautaires ne doit pas rester une démarche passive ou purement culturelle ; elle doit être pensée dès le départ comme un outil politique de défense des droits civiques et de l'autodétermination face à l'État.
- **S'adapter aux canaux endogènes** : les praticien·nes doivent renoncer aux formats standards et occidentaux pour, au contraire, concevoir des stratégies qui s'intègrent dans les espaces de communication préexistants de la communauté, tels que les assemblées villageoises et les rituels traditionnels.

POUR EN SAVOIR PLUS

+ Contacts

- ✉ Juan Sebastián Gómez Llano, docteur en sciences sociales : sebagoya27@gmail.com
- ✉ Jaime Miguel González Chávez, docteur en sciences sociales : gonzalezchavezjaimemiguel@gmail.com

+ Ressources

Fiche réalisée d'après des interviews de Juan Sebastián Gómez Llano et Jaime Miguel González Chávez.

- Gómez Llano, S. & González Chávez, J. M. (2025). *El marco legal en materia indígena : una reflexión sobre el ejercicio de derechos en Guanajuato y la revitalización de la cultura*. Entretextos, 17(41), 1-17.
- Gómez Llano, J. (2025). *Los reconocimientos indígenas en Guanajuato : elecciones por « usos y costumbres » en Cruz del Palmar*. Antropologías del Sur, 12(23), 111-134.
- OIT (2014). *Convention n° 169 sur les peuples indigènes et tribaux ; Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones*.



CAS 2.3

Initiatives de résilience en Mauritanie



Capitaliser des initiatives de résilience villageoise en Mauritanie

En Mauritanie, le développement rural a longtemps souffert d'un mal silencieux : « l'amnésie documentaire » et le manque de valorisation des métiers agricoles, tout particulièrement auprès des jeunes. Pour inverser cette tendance, le programme Renforcement Institutionnel en Mauritanie vers la Résilience agricole et Pastorale (RIMRAP) a pris une décision rare et innovante dès sa genèse : intégrer un volet transversal entièrement dédié à la Communication pour le Développement (C4D). Il a notamment mis en lumière des « initiatives de résilience », illustrant un changement de paradigme profond où l'on part du terrain pour valoriser et diffuser les succès locaux (mini-laiteries, maraîchage, artisanat). Ce projet nous rappelle que l'écoute des acteurs et actrices locaux est un véritable moteur d'un développement agricole et pastoral durable.

● QU'EST-CE QUE LE PROJET RIMRAP ?

L'Union européenne a fait de la SANAD (Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et Agriculture Durable), son premier secteur de concentration dans ce pays en investissant 80 M€ dans 3 programmes : le RIMRAP (2016-2020) pour l'appui institutionnel, le RIMDIR (2018-2025) pour l'appui aux infrastructures et le RIMFIL (2022-2025) pour l'appui aux filières dans le cadre du 11ème Fond Européen de Développement (FED).

L'objectif principal du RIMRAP a été de renforcer la résilience des populations vulnérables face aux chocs climatiques et à l'insécurité alimentaire.

Le programme s'est articulé autour de plusieurs axes clés :

Gouvernance sectorielle : Appui aux institutions nationales et locales pour une meilleure gestion des ressources.

Gestion des ressources naturelles : Sécurisation de l'accès à l'eau et aux terres pastorales.

Productivité : Amélioration des techniques agricoles et de la santé animale pour booster les revenus des ménages.

Infrastructures : Construction d'aménagements hydro-agricoles et de pistes rurales

En intégrant les dimensions sociales et environnementales, le RIMRAP visait une transformation durable des systèmes de production dans les zones agro-pastorales du pays.

COMMENT ET POURQUOI CETTE ACTION ?

En choisissant de ne pas faire que de la communication institutionnelle mais une réelle communication pour le développement transversale, motivée par la multiplicité des acteur·rices du programme (24 sur 4 régions), l'Union européenne cherchait à maximiser les objectifs du projet. Il fallait pour cela que le programme parle d'une seule voix, celle du RIMRAP et se focalise sur l'enjeu de faire entendre la voix des bénéficiaires pour qu'ils expriment leurs besoins.

Ainsi, l'Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement (IRAM) qui pilotait le RIMRAP, a intégré une assistante technique spécialisée en C4D à son équipe constituée par ailleurs d'un chef de mission spécialisé dans l'élevage, d'un expert principal ingénieur agronome, d'une assistante de programme et d'un expert en suivi-évaluation.

Le volet C4D a été co-construit lors d'un atelier tenu en juin 2016 qui a rassemblé toutes les parties prenantes du RIMRAP, leurs chargé·es de projets et chargé·es de communication (pour les organisations qui en avaient). Pendant 3 jours, les participant·es ont analysé les problématiques de communication qui pouvaient entraver le bon déroulement du programme pour trouver des solutions réalistes dans les limites des contraintes budgétaires. Les principaux problèmes identifiés ont été :

- La difficulté de gérer un programme multi acteur·rices.
- Le manque de disponibilité et de partage des connaissances sur le secteur rural.
- La mauvaise image des métiers liés à l'agriculture et l'élevage pour les jeunes malgré leur évolution et les nouvelles opportunités offertes.
- La méconnaissance des initiatives de terrain développées par les communautés.

→ QUELLES ACTIVITÉS ONT ÉTÉ MISES EN PLACE ?

Cinq axes de travail ont été définis :

→ **Communication interne** pour faciliter la synergie d'action entre les 24 partenaires du RIMRAP. Cet axe a permis la construction d'espaces de travail collaboratif, la tenue de réunions régulières des points focaux communication pour harmoniser les actions et le suivi du plan d'action défini, l'organisation de formations communes aux outils collaboratifs (Dropbox, Google Doc, Trello).

→ **Visibilité du RIMRAP** (obligation contractuelle de l'UE). Il a été décidé de concentrer la visibilité non sur le RIMRAP mais sur le secteur du développement rural.

→ **Gestion des connaissances agricoles et pastorales.**

La gestion des connaissances sur le secteur rural est un enjeu majeur dans un contexte où des systèmes organisés d'archivage sont faibles, au mieux, inexistantes la plupart du temps. Le RIMRAP s'est donc doté d'un portail web rim-rural.org qui rassemble le maximum de connaissances et de documents existants sur le secteur rural, parmi les acteur·rices du programme d'abord, puis parmi les autres acteurs et actrices majeurs du secteur. L'Initiative Prospectives Agricoles et Rurales (IPAR), think-tank basé à Dakar et implanté en Mauritanie, a été choisi pour alimenter et animer de façon pérenne la plateforme de dialogue sectoriel.

→ **Appui à l'expression des acteur·rices** à travers la capitalisation des initiatives de résilience.

L'expression des acteurs et actrices s'est concrétisée à travers les « initiatives de résilience (IR) » lancées par l'organisation Rhizôme (en la personne de Rachel Touyer) dans le Guidimakha, puis généralisée dans les 3 autres wilayas du programme. L'idée était d'identifier des personnes ou des groupes qui avaient développé des activités rentables mais méconnues afin de les promouvoir largement. Ainsi, 36 fiches de 3 à 6 pages ont été rédigées par les animateur·ices des projets eux-mêmes, adaptées et standardisées par Rhizôme et l'experte en C4D, en arabe et en français. Des vidéos ont été réalisées pour dix de ces initiatives, afin d'assurer une diffusion plus large. Ces matériaux ont également permis de concevoir une exposition itinérante.

→ **Revalorisation de l'image de l'agriculture et de l'élevage** au travers de films à destination des jeunes en priorité.

Les métiers liés à l'agriculture et l'élevage évoluent et offrent de nouvelles opportunités pour les jeunes. Le volet communication du RIMRAP s'est efforcé de montrer aux jeunes que ces secteurs peuvent être porteurs d'emplois, notamment grâce à la réalisation de deux clips substantiels consacrés à l'agriculture pluviale et au pastoralisme. Ce dernier – qui dure environ 20min – a d'ailleurs été présenté au festival du film pastoral de Grenoble en 2019 où il a connu un franc succès. Ces deux films, traduits en français et en arabe, sont également sur le site web et sur la chaîne YouTube du programme.

QUELLE MÉTHODOLOGIE A ÉTÉ PRIVILÉGIÉE ?

C'est par des diagnostics ciblés que des « initiatives probantes de résilience » ont été repérées. Les équipes de terrain ont ainsi détecté des projets villageois, aidés ou pas, qu'elles considéraient comme porteurs et probants pour en déduire les critères de la résilience. Menés d'abord dans le Guidimakha par le Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural (GRDR) en collaboration avec le bureau d'étude Rhizome, ces diagnostics ont finalement été étendus aux 3 autres wilayas. Ces diagnostics ont permis de définir concrètement, en partant du terrain, **les indicateurs de la résilience** en termes de moyens, stratégies et durabilité.

La capitalisation des Initiatives de Résilience (IR) a été réalisée au cours d'ateliers dans les wilayas : les thématiques ont été choisies au sein des équipes avec l'appui de l'experte C4D et une fiche de capitalisation-type a été élaborée sur Word pour qu'elle soit appropriée par les « capitaliseurs » et « capitalisatrices ». Cette fiche a été documentée avec l'appui de Rhizôme, responsable de la capitalisation. **Les fiches finales**, mises en page et illustrées, ont été regroupées dans une publication dans les 2 langues.

Les vidéos ont été réalisées par un prestataire extérieur français intégré dès le début dans le RIMRAP. Le choix des sujets des films a fait l'objet d'une négociation entre les consortiums et l'experte C4D. La mise au point du scénario-type a été réalisée lors du premier tournage. Chaque tournage a été l'occasion d'impliquer les équipes de terrain. Les vidéos ont été diffusées sur la chaîne YouTube du RIMRAP et à travers le site rim-rural.org.

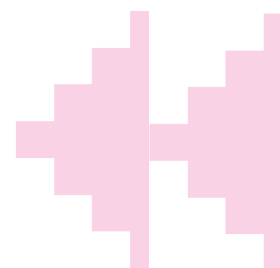
La circulation d'initiatives d'une région à une autre (exemples du doumier, de la mini-laiterie..), la valorisation des savoirs endémiques (fabrication de savon), les innovations (nattes à partir de végétaux locaux), la démonstration de l'importance de la gestion locale territoriale pour la préservation des ressources (intercommunalité, AGLC...) : **toutes ces initiatives ont été analysées pour en déduire les critères de la résilience en passant de l'action à la théorie.**

Paroles d'acteur·rices

« Le RIMRAP a montré des domaines nouveaux dans nos habitudes à l'intérieur du pays. Par exemple, on voit des femmes qui ont une boucherie, ça c'est nouveau. On voit des hommes qui font des élevages de pintades.

Ça, c'est nouveau. Ce n'était pas dans nos habitudes de pousser les gens à développer des nouvelles activités génératrices de revenus. Et là, c'est nouveau. »

Abdallahi Zeyad, Directeur de la DSCSE, Ministère du Développement Rural





QUELS ONT ÉTÉ LES POINTS FORTS ET DIFFICULTÉS ?

La difficulté a notamment consisté à inciter les agents de développement à étudier de près la viabilité économique des initiatives avec les villageois. Ils étaient plus habitués à apporter de l'aide (alimentaire et autre) aux populations qu'à recueillir leurs savoirs. **Ce changement de paradigme** a été très intéressant à observer et les **pratiques des personnels des ONG en charge de ce travail en ont été renforcées**.

Le repérage des initiatives a conduit à des discussions dans les équipes sur la définition de la résilience, à une meilleure compréhension de la résilience et à une **meilleure prise en compte de facteurs de résilience** dans les interventions comme le réalisme économique des projets appuyés. Le changement de paradigme (c'est l'initiateur-rice qui transmet son savoir) a conduit à davantage d'écoute et à une posture plus égalitaire des chargés de projet.

Du point de vue financier, la Délégation de l'Union européenne a souhaité supprimer les budgets communication des partenaires pour que toutes les actions soient centralisées. Malheureusement, le budget centralisé a été affecté à d'autres actions poussant les porteur-euses du volet Communication pour le développement à jongler entre des queues de budget pour réaliser leurs actions. Certaines actions initialement envisagées comme des programmes radio ont été abandonnées.



QUEL IMPACT A EU CE PROJET ?

- Le RIMRAP a été visionnaire en posant des bases solides et le site rim-rural.org est maintenant le centre de ressource de référence du secteur.
- Les programmes de développement rural ne devraient plus fonctionner comme avant en Mauritanie car les gestionnaires de projets ne peuvent plus ignorer que les villageois-es développent des stratégies de résilience qu'il est préférable de renforcer plutôt que d'apporter de l'aide humanitaire ponctuelle.
- D'autre part, l'introduction dès le départ d'un volet communication pour le développement a fait ses preuves. Une telle dimension devrait être systématique dans tous les programmes de développement.
- La circulation de certaines initiatives a été bénéfique et certaines ont été disséminées (comme la fabrication de charbon à base du fruit du doum, les mini-laiteries, l'intercommunalité, l'élevage de pintades).

QUELLES LEÇONS APPRISES POUR DE FUTURES ACTIONS ?

Il est toujours compliqué de faire comprendre aux partenaires d'un programme la différence entre communication institutionnelle et communication pour le développement (C4D). Pourtant, tous les programmes de développement rural devraient intégrer un volet C4D avec un budget dédié. Dans le fonctionnement un binôme communication expert·e international·e et chargé·e de C4D local peut être intéressant dans un objectif de renforcement de capacités. D'une manière générale, le recours à des prestataires locaux pour créer des équipes mixtes est plus efficace en termes d'échanges, de renforcement et d'effectivité. À noter également la nécessité de formation en communication des équipes de terrain car la remontée d'informations et photos du terrain pose toujours problème. D'autre part, la diffusion des outils doit être réfléchie au moment de leur conception

Ce chantier de capitalisation a confirmé la nécessité que ce genre d'exercice soit réalisé par les acteur·rices de terrain, l'expertise externe n'intervenant qu'en appui méthodologique et technique. Les agents de terrain sont généralement peu sollicités pour l'analyse et les écrits. D'où l'importance d'un accompagnement extérieur pour les aider à améliorer les écrits. En ce qui concerne la réalisation des vidéos, l'exercice a également confirmé l'importance de travailler en coopération avec des équipes locales pour plus de souplesse surtout dans les zones reculées. L'atelier d'écriture organisé pour la rédaction des fiches a été très important pour fédérer les équipes et créer des liens entre des équipes de régions différentes qui se croisent rarement. C'est aussi grâce à eux que circulent les initiatives.

POUR EN SAVOIR PLUS

+ Contacts

✉ Sophie Nick, fondatrice de Com4Dev : sophie@c4dev.org

+ Ressources

Fiche réalisée d'après une interview de Sophie Nick.

🌐 Site RIMRAP : rim-rural.org

🌐 Webdoc de capitalisation du programme RIMRAP : <https://rim-rural.org/capitalisation-rimrap/>

🌐 Vivre de l'agriculture aujourd'hui : <https://www.youtube.com/watch?v=XZlxVNQBW1w>

🌐 Réussir dans l'élevage : <https://www.youtube.com/watch?v=j8qALQy7-SE>

🌐 Fiches sur les initiatives de résilience : <https://rim-rural.org/initiatives-de-resilience/>

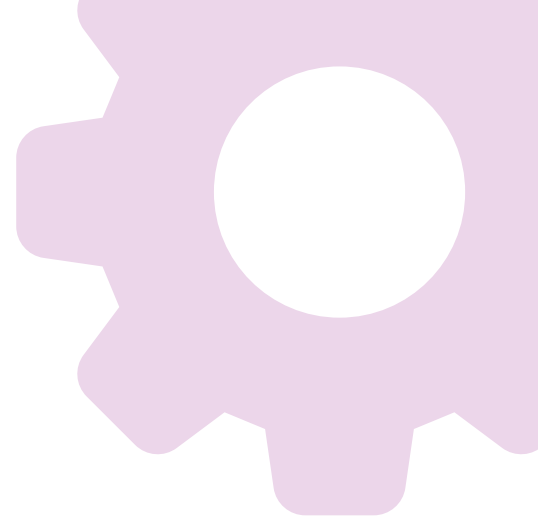
🌐 Films sur les initiatives de résilience : Chaîne YouTube du RIMRAP <https://www.youtube.com/channel/UCtIAUXpURjnNyC6carpqUdg?>



CAS 2.4

Y'en a marre

L'innovation démocratique pour toucher les jeunes



Né en janvier 2011 dans un contexte multifactoriel à Dakar, Y'en a marre est un mouvement populaire de contestation. Ce mouvement est parti d'un coup de gueule d'une bande d'ami-es réunis pour parler des problèmes du pays, notamment sur l'efficacité de l'engagement de la jeunesse dans les politiques publiques.

Ce mouvement traduit la volonté de la jeunesse sénégalaise d'exprimer son ras-le-bol, son « yena-marrisme », face aux difficultés qu'elle rencontre, mais aussi d'y apporter des solutions. Placer les préoccupations des citoyen·nes au cœur de l'action politique est l'objectif principal du mouvement. Pour y parvenir, le mouvement a permis une forte mobilisation citoyenne en donnant aux jeunes la capacité de porter leur voix haut et fort.

Il a contribué à politiser plusieurs problèmes de la société sénégalaise notamment la question des coupures d'électricité. Des actions telles que des campagnes de sensibilisation, de vastes rassemblements de rue ont été menées par les porteurs de ce mouvement. Le mouvement s'est appuyé sur des méthodes culturelles telles que le hip-hop ou l'art. Il nous montre que la mobilisation des jeunes peut faire bouger les politiques publiques grâce à des actions combinées et une forte innovation démocratique.

● QU'EST-CE QUE LE MOUVEMENT Y'EN A MARRE ?

Fondé par un collectif constitué de rappeurs, de journalistes, d'étudiant-es, d'ouvriers et de professeurs en 2011, le mouvement Y'en a marre est encore actif aujourd'hui et le leader historique, Fadel Barro, a cédé sa place à Aliou Sané (de 2019 à 2025) puis à Oumar Cyrille Touré (alias Thiat), le représentant actuel depuis le 12 avril 2025.

Ce mouvement a pour objectif de placer les préoccupations des citoyen·nes au cœur de l'action politique.

Selon **Fadel Barro**, « *le mouvement Y'en a marre a tenté de répondre au problème d'électricité au Sénégal et s'est opposé au changement de la constitution. Le mouvement veut constituer une alternative face à l'immigration clandestine de la jeunesse qui reste sur le continent et qui se bat pour que nos enfants ne vivent pas la même chose. Ce n'est pas la conjoncture d'aujourd'hui que nous voulons résoudre coûte que coûte mais c'est ouvrir un chemin pour la jeunesse africaine. Ainsi le mouvement cherche à répondre aux problèmes du manque d'opportunités acceptables pour les jeunes africains* ».

COMMENT ET POURQUOI CETTE ACTION ?

Tout a commencé dans le noir, lors d'un énième délestage à Dakar. « À l'époque, les coupures d'électricité pouvaient durer vingt heures », se souvient Fadel Barro. Cette nuit-là, dans son appartement des Parcelles Assainies, banlieue de la capitale sénégalaise, le ras-le-bol s'exprime. Abdoulaye Wade, le président de l'époque, « qui a bousillé le contrat social », en prend pour son grade. « L'opposition inaudible, le sous-développement qui pousse les jeunes à partir sur des pirogues pour périr en mer, les projets démesurés du pouvoir comme le Monument de la renaissance africaine », tout y passe.

L'exacerbation n'est pas neuve. Elle est le fruit d'une « longue sédimentation de frustrations », souligne l'ex-journaliste de *la Gazette* qui comprend, ce 15 janvier 2011, qu'« *écrire ne suffit plus* ». Réunis autour d'une bougie, étudiant-es, journalistes et rappeurs - ceux du groupe Keurgui - n'épargnent personne. Pas même « la jeunesse sénégalaise, complice par passivité ». Jusqu'à décider, à 4 heures du matin, de partir au front.

Le mouvement Y'en a marre est né. Deux jours plus tard, ils officialisent le lancement de cette coquille, encore vide. Son but ? « Placer les préoccupations des citoyens au cœur de l'action politique », explique Fadel Barro, devenu coordinateur du collectif et symbole, selon l'institut de recherche *Thinking Africa*, d'une « génération qui tourne le dos à l'exil et au défaitisme »

Y'en a marre est né dans la nuit du 15 au 16 janvier 2011 à Dakar dans un contexte de coupure d'électricité. C'est aussi un long processus de sédimentation de lutte des Sénégalais-es vers l'émancipation.

→ QUELLES ACTIVITÉS ONT ÉTÉ MISES EN PLACE ?

Selon Fadel Barro, tout part de l'identification des problèmes, des besoins et ensuite organiser de vastes campagnes de sensibilisation, d'information et de mobilisation citoyenne.

Le mouvement Y'en a marre a mis en place des campagnes et des actions au Sénégal telles que :

- Das Fanaal, ma carte mon arme (« aiguïser son couteau » en wolof).
« Nous avons massivement inscrit les jeunes sur les listes électorales pour participer aux élections de 2011 ». Ce programme a ainsi contribué à évincer le président Wade.
- Campagne des mille plaintes contre le gouvernement le 5 mars 2011.
- La contestation du 23 juin 2011, a empêché le changement de la constitution. En effet le président Wade avait pour projet de changer la constitution en instaurant un ticket présidentiel permettant d'élire simultanément un président et un vice-président et une possibilité de victoire dès le premier tour avec seulement 25 % des suffrages.
- Campagne « Faut pas forcer » contre le 3^e mandat de Wade.
- Rencontre Foire aux problèmes pour dénoncer les souffrances chroniques de la population, le 23 janvier 2012.

||| QUELS ONT ÉTÉ LES POINTS FORTS ET DIFFICULTÉS ?

- « On a vite compris qu'il faut toucher les gens dans leur vécu, dans ce qu'ils font, dans ce qu'ils font voir dans leurs croyances. Il faut aller là où ils ont leur oreille attentive, pour leur parler » raconte Fadel Barro.
- « C'est la raison pour laquelle nous avons utilisé le hip-hop pour toucher la jeunesse, mais aussi les langues nationales. Nous n'avons pas non plus hésité à associer les marabouts et les chefs religieux dans notre démarche. Il est extrêmement important de prendre en compte la culture de l'individu pour l'amener à un changement escompté, meilleur que le comportement que nous avons aujourd'hui. »
- « Dans les difficultés, il y a un coût. J'ai fait de la prison plusieurs fois au Sénégal et ailleurs ».



QUELLE MÉTHODOLOGIE A ÉTÉ PRIVILÉGIÉE ?

Du point de vue de la C4D, les activités du collectif Y'en a marre ont appliqué des méthodes participatives particulièrement performantes pour permettre aux jeunes de formuler leurs attentes, griefs, revendications dans leur vocabulaire à eux, en wolof ou en français. Cela a débouché sur l'élaboration de slogans chocs fédérateurs qui ont permis de multiples formes de mobilisation citoyenne, mais aussi des concepts parlants, comme le NTS (Nouveau Type de Sénégalais) qui illustraient la volonté de transformation sociale de la citoyenneté des jeunes.

Fadel Barro rappelle les outils, méthodes et approches utilisés dans le détail :

Les médias comme alliés. « à l'époque de Y'en a marre il n'y avait même pas les TikTok et tous ces réseaux sociaux. On n'avait même pas assez d'internet chez nous ». Ce ne sont pas eux qui sont allés vers les médias mais plutôt les médias qui ont relayé les actions du mouvement. « Les médias étaient intéressés parce que le discours était inédit, original, authentique, apporté par des leaders d'opinion : des rappeurs et des journalistes ».

Une communication efficace. « C'est par ces outils comme Viber qu'on pouvait toucher les personnes à l'époque ».

Une organisation décentralisée. « Le mouvement était organisé en petites cellules de quartier qui comptaient chacune 25 personnes dont 10 femmes. Nous les réunissions en petits groupes et ils avaient leur groupe de sms sur lequel le délégué partageait tout dessus. Donc on utilisait les sms à l'époque pour toucher les gens, les rassembler ». Maintenant c'est WhatsApp.

Les jeunes comme cibles. « Le but était de donner aux jeunes les moyens de se libérer des icônes classiques des politiciens et autres establishment politiques, économiques et sociales et de se frayer leur propre chemin ».

« On s'est adressé aux jeunes et pas aux vieux déjà dans d'autres logiques. »

Des partenariats financiers « Quand Y'en a marre est né et a affronté Abdoulaye Wade, on vendait des tee-shirts pour assurer notre autonomie financière. Mais quand Wade est parti et que les défis ont baissé d'intensité, on a créé une branche ONG. Et cette branche ONG a des partenaires financiers comme Oxfam, Open Society, la fondation Ford, qui aident Y'en a marre à mener ses actions, des projets pour l'intérêt citoyen ».



QUEL IMPACT A EU CE MOUVEMENT ?

Après une décennie d'existence, le mouvement a fait des émules dans beaucoup de pays africains comme le *Balai Citoyen* au Burkina Faso, *Lucha et Filimbi* en République Démocratique du Congo, *Sofas* au Mali ou encore *Athiame* au Togo. Fort de cette influence positive sur les jeunesses africaines et considéré comme l'un des aînés des mouvements populaires et citoyens africains, Y'en a marre a noué et entretenu une étroite collaboration avec toutes les organisations populaires et une bonne partie de la société civile africaine. Ainsi, Y'en a marre est membre fondateur du plus grand réseau panafricain *Afrikki* composé de plus d'une cinquantaine de mouvements citoyens et populaires.

QUELLES LEÇONS APPRISES POUR DE FUTURES ACTIONS ?

Fadel Barro tire ses propres leçons :

« Être leader, c'est un don de soi. On ne peut pas être leader pour se servir. C'est une certaine manière de s'engager, d'aider les gens à aller de l'avant, sans contrepartie. On n'est leader que dans sa réalité. Il faut donc avoir une grande capacité de compréhension de sa réalité, d'interroger les maillons manquants, de trouver ce qu'il y a à faire et d'être le premier à le faire ».

« Quand les financements ont commencé à arriver, il y a eu beaucoup de problèmes. On voit la vraie nature des gens, la cupidité et l'opportunisme, tout cela a affaibli le mouvement ».

« La force du mouvement c'était l'unité, la musique, la culture, les discours nouveaux. Donc c'était son originalité surtout l'innovation démocratique ».

” Paroles d’acteur·rices

« J’ai l’habitude de dire aux jeunes que *« l’avenir est comme une page blanche et c’est vous qui avez le stylo, vous mettez ce que vous voulez »* et ne vous contentez pas de petites choses, surtout vous les femmes. Il faut que les femmes puissent s’exprimer et amener ce qu’elles ont parce que nous sommes dans une société où ce sont des vieux et les hommes qui sont écoutés. C’est le monde qui est

comme ça, un monde violent très inégalitaire. Dans nos pays, il n’y a pas d’université pour garder nos étudiants. Pour ceux qui ont le privilège d’aller étudier à l’étranger qu’ils se disent que leur avenir est en Afrique. »

Fadel Barro, journaliste et co-fondateur du mouvement Y’en a marre

POUR EN SAVOIR PLUS

+ Contacts

🌐 Site internet de Y’en a marre <https://yenamarre.sn/contact/>

+ Ressources

Fiche réalisée d’après un entretien avec Fadel Barro, journaliste et co-fondateur du mouvement Y’en a marre, et des recherches en ligne.

🌐 [https://fr.wikipedia.org/wiki/Y%27en_a_marre_\(mouvement\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Y%27en_a_marre_(mouvement))

🌐 https://fr.wikipedia.org/wiki/Fadel_Barro

🌐 <https://yenamarre.sn/>

🌐 <https://afrikki.org/afrikki/>

🌐 <https://www.thinkingafrica.org/V2/portfolio/jeunesse-africaine-nouvelle-citoyennete-et-revolution-silencieuse-fadel-barro/>

🌐 https://www.liberation.fr/planete/2014/08/25/fadel-barro-guerillero-pacifique_1086754/



CHAPITRE 3

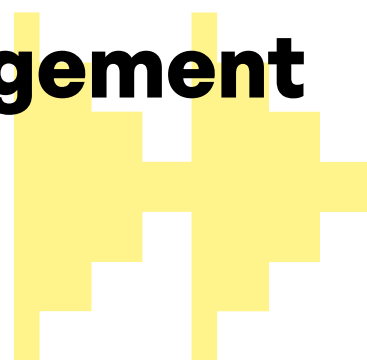
Gérer les connaissances en réseau et capitaliser

Mettre les savoirs en commun :

La gestion des connaissances comme moteur de changement

« Personne ne sait tout. Personne n'ignore tout. Les hommes s'éduquent ensemble, par l'intermédiaire du monde. »

Paulo Freire, *Pédagogie des opprimés*, 1970



De la littérature grise aux changements durables

Il existe une contradiction au cœur de la coopération internationale que l'on évoque rarement. D'un côté, jamais les projets de développement n'ont produit autant de données, de rapports, d'évaluations, de bilans. De l'autre, jamais les actrices et acteurs du terrain n'ont semblé aussi démunis face à la masse d'informations disponibles — souvent inaccessibles, parfois contradictoires, fréquemment inutilisables. Entre la donnée brute et la décision éclairée, entre l'expérience vécue et la politique publique, il manque quelque chose d'essentiel : un travail patient, rigoureux et collectif de gestion des connaissances.

Qu'appelle-t-on « gestion des connaissances » dans les projets ? Comme pour les filières agricoles, de la production à la diffusion, tous les maillons de la chaîne peuvent être considérés : s'agit-il d'une simple dissémination ? De la collecte des savoirs endémiques et de l'amplification des voix des parties prenantes des projets ? De la

valorisation de données en fonction des cibles ? De co-construction de connaissances à partir des expériences ? Du partage des leçons apprises ? De la construction de réseaux pour mener des projets et renforcer ses capacités mutuellement, sans transmission de savoirs descendants ? De la transmission d'innovations ? Des apports formatifs indispensables à la bonne marche des projets ? Des plaidoyers portés auprès des décideur-euses et des bailleurs ?

Toutes ces dimensions font partie de la gestion des connaissances et constituent non seulement l'huile dans les rouages, mais aussi les ingrédients indispensables pour garantir l'impact et la pérennité des projets, comme le montrent les études de cas de ce chapitre.

Par exemple, en République centrafricaine, le projet DEVRUR II démontre que la diffusion des savoirs peut être radicalement low-tech et horizontale : des tutoriels vidéo produits par les actrices et acteurs eux-mêmes, diffusés via WhatsApp, un annuaire numérique pour briser l'isolement — la preuve que les outils de vulgarisation les plus

simples peuvent avoir les impacts les plus durables.

Malheureusement, force est de constater que la logique des projets privilégie encore les indicateurs chiffrés des évaluations et non les apprentissages partagés des capitalisations, les livrables visibles mais peu appropriés, les communications institutionnelles plutôt que la transmission de savoirs, une vision court-termiste ayant pour horizon le rapport final. Et pourtant, c'est précisément une gestion des connaissances stratégiquement pensée dès le début du projet qui fait la différence entre des actions qui laissent des traces et celles qui disparaissent avec la dispersion des équipes.

Faire fructifier le capital des organisations

Même si la capitalisation d'expériences occupe une place croissante dans les projets de coopération internationale, elle est rarement conçue dès le début des projets, comme l'évaluation, et ne fait pas l'objet d'un plan de suivi-capitalisation. Elle est encore moins valorisée en réseau pour combiner les savoirs. Des malentendus et des confusions persistent entre capitalisation et évaluation, capitalisation et communication institutionnelle, capitalisation et simple archivage de documents. On la relègue en fin de projet, quand les équipes sont fatiguées et les budgets épuisés. On la rédige pour les bailleurs, non pour les praticien·nes.

Les démarches de capitalisation documentées dans les fiches présentées dans ce chapitre montrent que cette démarche peut être autre chose : un processus réflexif et participatif qui débouche sur le changement.

À l'échelle de onze pays d'Afrique, INADES-Formation a fait le pari de la capitalisation participative : former les communautés paysannes — et notamment les femmes rurales — à documenter elles-mêmes leurs innovations face au changement climatique. En portant ces savoirs de terrain jusqu'aux panels de la COP15, le projet a démontré que la connaissance locale, bien structurée et diffusée, peut peser dans les négociations internationales et réorienter les financements climatiques vers celles et ceux qui en ont le plus besoin.

Au Sahel, le projet Hub-IIT a osé la capitalisation autocritique : en brisant les bilans lisses pour mettre en lumière les déséquilibres systémiques d'un partenariat Nord-Sud, il a transformé la documentation d'une expérience en levier de réorientation stratégique.

Un monde saturé d'informations, mais pauvre en savoirs utiles

Nous vivons à l'ère des données. Mais une donnée brute n'est pas un savoir, un rapport de fin de projet n'est pas une leçon apprise, une publication académique n'est pas automatiquement accessible aux communautés qu'elle décrit. Dans un secteur où les fake news et les narratifs biaisés prolifèrent — y compris sur les réalités africaines et les pratiques de développement — la question des données probantes devient un enjeu politique de premier ordre. Face aux discours qui nient les résultats de l'aide internationale, qui caricaturent les réalités africaines, qui ignorent les innovations paysannes, documenter rigoureusement les pratiques et les résultats est un acte de résistance intellectuelle.

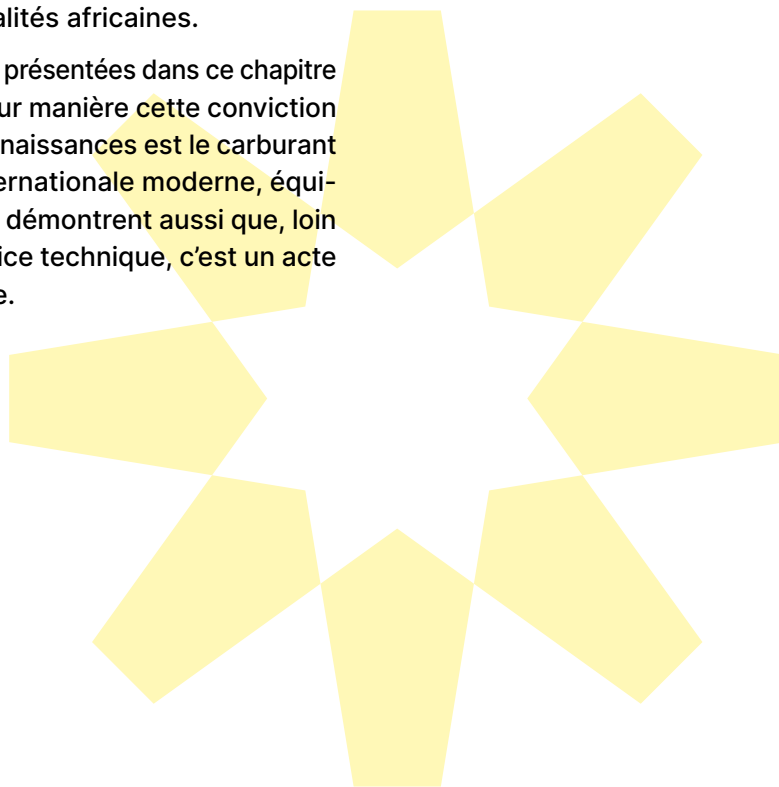
Il y a une forme d'injustice épistémique dans la coopération internationale : les savoirs les plus précieux — ceux des agricultrices et agriculteurs qui ont adapté leurs pratiques au changement climatique, des femmes rurales qui ont développé des systèmes de gouvernance locale inédits, des formatrices et formateurs qui ont inventé des pédagogies adaptées à des contextes de fragilité — sont aussi les moins documentés, les moins diffusés, les moins reconnus.

À l'inverse, les connaissances scientifiques — données satellitaires, modèles climatiques, analyses économétriques — bénéficient d'une légitimité institutionnelle forte, mais peinent souvent à dialoguer avec les réalités du terrain. Le grand défi de la gestion des connaissances aujourd'hui est précisément de construire cette complémentarité : faire se rencontrer la donnée et le vécu, l'expertise du laboratoire et l'intelligence de la pratique, les modèles globaux et les solutions locales.

Ce dialogue n'est pas spontané. Il nécessite des outils, des méthodes et des espaces dédiés, des collectifs qui mettent leurs savoirs et leurs

réflexions en commun au sein de communautés de pratiques et co-construisent des réponses aux problèmes communs. Ainsi transforment-ils progressivement des pratiques individuelles en savoirs collectifs pour le bien commun. Ces initiatives restent trop souvent non prioritaires aux yeux des bailleurs, alors qu'elles sont une vraie plus-value, comme le prouve depuis plus de 30 ans Inter-réseaux Développement rural. Dans un secteur saturé d'informations souvent superficielles ou biaisées, le réseau joue un rôle éditorial rigoureux, co-construit avec ses membres, pour produire une connaissance fiable, hiérarchisée et accessible. Il est une réponse concrète à la fois au problème des fake news et à la domination des analyses extérieures sur les réalités africaines.

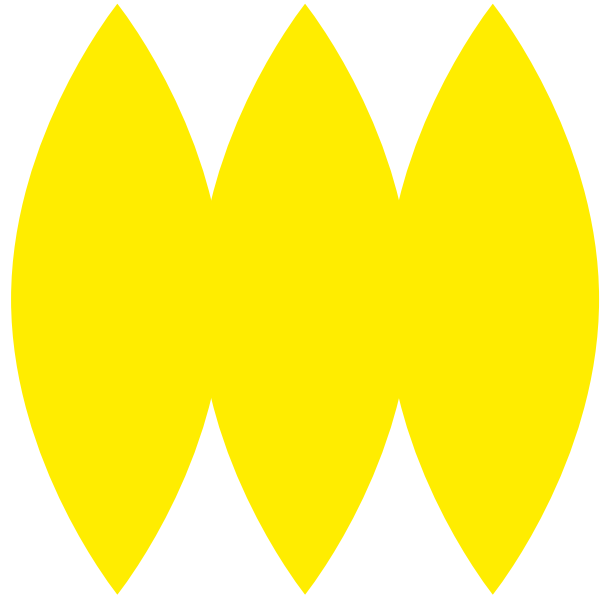
Les quatre expériences présentées dans ce chapitre illustrent chacune à leur manière cette conviction que la gestion des connaissances est le carburant d'une coopération internationale moderne, équitable et efficace. Elles démontrent aussi que, loin d'être un simple exercice technique, c'est un acte éminemment politique.





CAS 3.1

Inter-réseaux Développement rural



La gestion des connaissances au cœur de l'animation de réseau

Dans un secteur aussi mouvant et complexe que le développement rural en Afrique de l'Ouest et du Centre, la valeur d'un réseau ne se mesure pas à l'ampleur de ses activités opérationnelles, mais à sa capacité à faire circuler, à croiser et à faire fructifier les savoirs de ses membres.

Pour Inter-réseaux Développement rural, la gestion des connaissances est à la fois la matière première des activités, la finalité des actions et le fil conducteur de l'animation de réseau.

● QU'EST-CE QU' INTER-RÉSEAUX DÉVELOPPEMENT RURAL ?

Inter-réseaux Développement rural est un réseau euro-africain rassemblant une cinquantaine d'organisations et d'individus engagés sur les questions de développement rural en Afrique de l'Ouest et du Centre. Créé pour favoriser le dialogue entre acteur·rices du Nord et du Sud, il regroupe des organisations paysannes, des ONG, des centres de recherche, des bureaux d'études, des fondations... Son ancrage à la fois européen et africain en fait un espace singulier, où des perspectives qui se croisent rarement ailleurs peuvent se rencontrer et se confronter.

Inter-réseaux renforce les capacités d'acteurs et actrices du développement agricole et rural pour qu'ils s'approprient des outils et méthodes de gestion des connaissances (GC), en particulier dans les domaines suivants : veille informationnelle et stratégique, production collaborative et coédition de publications, valorisation des connaissances, documentation et capitalisation d'expériences, animation de débats et de mises en perspective.

Le réseau propose une démarche d'apprentissage par la pratique au travers de partenariats (avec des membres et des non-membres) portant sur la production et la mise à disposition d'informations et de connaissances. Ces partenariats organisent des partages, des échanges, des dialogues ouverts entre des acteurs et actrices ayant des positions et des visions différentes.

■ COMMENT ET POURQUOI CETTE ACTION ?

La raison d'être d'Inter-réseaux tient en quelques mots : faire circuler ce qui se sait, se pense et s'expérimente sur le développement rural en Afrique de l'Ouest et du Centre, là où les savoirs sont à la fois nombreux, dispersés, inégalement accessibles et trop rarement mis en dialogue. Là où d'autres organisations mettent en œuvre des projets ou conduisent des plaidoyers, Inter-réseaux situe son action un cran en amont : il outille celles et ceux qui agissent en leur donnant accès à une information de qualité, à des analyses contextualisées et à des espaces où ils peuvent confronter leurs pratiques.

Cette posture découle directement de sa nature de réseau. Inter-réseaux n'est pas une organisation qui produit seule ses contenus, mais un dispositif qui s'appuie sur l'expertise partagée par ses membres et ses partenaires. La gestion des connaissances est ainsi à la fois son métier et sa méthode : c'est par elle que du lien se crée entre acteur·rices, que des expériences qui resteraient sinon confinées sont rendues visibles, et qu'un débat public, souvent appauvri par la fragmentation des sources et la prépondérance d'analyses extérieures à la région, est nourri.

Concrètement, pour Inter-réseaux, gérer les connaissances signifie repérer les questions émergentes ou prioritaires, identifier les acteurs porteurs de savoirs pertinents, organiser leur expression, mettre en forme les contenus pour qu'ils soient appropriables, et assurer leur diffusion dans les écosystèmes professionnels concernés. C'est un travail permanent d'articulation entre la production, la valorisation et la circulation de l'information.

→ **QUELLES ACTIVITÉS ONT ÉTÉ MISES EN PLACE ?**

→ L'animation éditoriale constitue le socle du dispositif d'Inter-réseaux. Sont publiés une revue thématique, des bulletins de veille, des notes courtes et des dossiers approfondis qui traitent successivement des grandes questions agricoles et alimentaires de la région : politiques agricoles régionales, sécurité alimentaire et nutritionnelle, foncier, financement des exploitations familiales, transformation et commercialisation des produits, jeunesse rurale, adaptation au changement climatique etc. Chaque publication mobilise des contributeur·rices internes et externes au réseau et fait l'objet d'un travail rédactionnel exigeant.

→ À cette production écrite s'ajoutent des espaces d'échanges : webinaires, ateliers, rencontres entre membres, rendez-vous thématiques. Ces dispositifs permettent de prolonger les contenus produits, mais aussi et surtout de faire émerger des questions nouvelles et de tester des analyses en cours d'élaboration. La numérisation des formats, à laquelle s'est ajoutée ces dernières années un fort accent mis sur l'interactivité et le multimédia, a élargi l'audience tout en posant de nouveaux défis d'animation à distance.

→ Inter-réseaux mène également des travaux de capitalisation sur des expériences portées par ses membres ou par d'autres acteur·rices, et accompagne certains processus de plaidoyer en mettant à disposition des analyses étayées par des données probantes. Enfin, l'animation du réseau lui-même – assemblée générale, dialogue avec les membres – constitue un travail de gestion des connaissances à part entière, puisqu'il s'agit d'identifier en continu où se trouvent les expertises et comment les mettre en mouvement.

QUELLES MÉTHODOLOGIES SONT UTILISÉES ?

La méthode d'Inter-réseaux repose d'abord sur une veille thématique active, alimentée par l'équipe et par un large cercle de contributeur·rices et de lecteur·rices. Cette veille n'est pas qu'une simple agrégation : elle est sélective, hiérarchisée et commentée, ce qui suppose un travail éditorial d'analyse et de mise en perspective. L'association accorde une attention particulière à la diversité des sources et à l'équilibre entre productions du Nord et du Sud, contributions académiques et savoirs d'expérience.

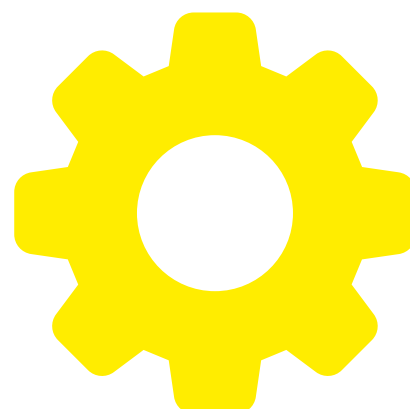
Pour la production de contenus, des approches collaboratives sont privilégiées : co-écriture entre auteur·rices aux profils complémentaires, comités de rédaction associant membres et expert·es externes, allers-retours avec les acteurs et actrices de terrain dont les expériences sont valorisées. Cette logique de production partagée garantit la pertinence et la légitimité des contenus, mais elle exige du temps et un savoir-faire d'animation éditoriale qui constitue l'un des cœurs de métier d'Inter-réseaux.

Pour les espaces d'échange, des formats courts et réactifs sont combinés avec des processus plus longs de partage. Une attention particulière est portée à la préparation en amont des rencontres – identification des questions pertinentes, mobilisation ciblée des intervenants, structuration des débats – et à la restitution en aval, sous forme de comptes rendus, de synthèses ou de productions dérivées. C'est cette articulation entre temps courts et temps longs, entre production et animation, qui caractérise l'approche d'Inter-réseaux.

Paroles d'acteur·rices

« Quel plaisir que d'être en apprentissage continu avec votre équipe. Un grand merci pour les services que vous rendez à travers le partage des expériences et des réflexions stratégiques pour nous permettre de mieux servir le monde rural. »

Consultant en agropastoralisme abonné aux productions d'Inter-réseaux, Mali



QUELS ONT ÉTÉ LES POINTS FORTS ET DIFFICULTÉS ?

Le principal point fort tient à la confiance accumulée auprès des acteur·rices du secteur. Le positionnement du réseau hors de la sphère opérationnelle pure, sa neutralité éditoriale et la qualité reconnue de ses productions lui confèrent une crédibilité qui en fait un point de repère pour de nombreuses organisations africaines et européennes. La diversité des membres et des contributeurs et contributrices constitue également un atout : elle nourrit la richesse des analyses et permet de croiser des perspectives qui se rencontrent peu ailleurs.

Les difficultés sont toutefois bien réelles. La première tient à la viabilité économique d'un travail dont les résultats sont diffus et difficilement quantifiables : les bailleurs financent plus volontiers des projets opérationnels avec des indicateurs tangibles que des activités d'animation et de production éditoriale. La seconde tient à la difficulté de mesurer l'impact d'un travail lié aux processus de connaissance, dont les effets se déploient souvent à long terme et de manière indirecte. La troisième tient à la transformation rapide des usages numériques – notamment avec l'arrivée récente de l'intelligence artificielle – qui oblige à repenser en permanence les formats et les modalités de production sans pour autant disposer des moyens d'investissement d'une organisation média.

S'y ajoutent des défis plus structurels : la sollicitation croissante des contributeurs et contributrices, qui rend plus difficile l'engagement bénévole ou semi-bénévole sur des productions exigeantes ; la concurrence d'une offre informationnelle pléthorique mais souvent superficielle ; et la nécessité de renouveler sans cesse les thématiques pour rester en prise avec l'actualité d'un secteur en mutation rapide.

QUELS SONT LES IMPACTS ?

- L'impact le plus visible se mesure à l'audience et à la reprise des productions d'Inter-réseaux : les publications du réseau sont largement consultées et citées, mobilisées dans des formations, dans des travaux de plaidoyer, dans des processus de définition de politiques publiques. Plusieurs des dossiers thématiques ont contribué à structurer le débat sur des questions sensibles – politiques agricoles régionales, accaparements fonciers, financement de l'agriculture familiale, transitions agroécologiques – en offrant des analyses étayées et accessibles à des publics qui n'avaient pas spontanément accès à ce type de contenus.

- Au-delà de cette diffusion, l'action de l'association contribue à renforcer les capacités d'analyse et d'expression des acteur·rices elles-mêmes. En offrant à des organisations paysannes, à des chercheur·euses, à des praticien·nes de terrain des espaces de publication et de débat, Inter-réseaux participe à un rééquilibrage – modeste mais réel – de la production de savoir sur le développement rural ouest et centre-africain, longtemps dominée par des voix extérieures à la région.

- Enfin, le réseau lui-même constitue un impact en soi. La mise en relation durable d'organisations, qui sans cela ne dialogueraient pas, la circulation d'expériences entre pays et entre familles d'acteur·rices, l'émergence de communautés de pratique autour de questions communes : ces effets, peu spectaculaires mais structurants, sont au cœur de la valeur ajoutée d'Inter-réseaux.

QUELLES LEÇONS APPRISES POUR DE FUTURES ACTIONS ?

Importance de la rigueur éditoriale. Dans un environnement saturé d'informations, la valeur d'un réseau de connaissances repose plus que jamais sur la qualité, la fiabilité et l'indépendance de ses analyses. La clé est de ne pas céder à la tentation de la production tous azimuts et de concentrer les efforts sur des contenus qui apportent une réelle plus-value.

Le caractère hybride et complémentaire des formats. Les écrits longs et les analyses approfondies conservent toute leur place, mais ils gagnent à être articulés à des formats plus courts, plus audiovisuels, plus interactifs, et à des temps de débat collectifs. Une bonne gestion des connaissances ne se réduit ni à la publication ni à la rencontre : c'est leur articulation qui produit la valeur.

Approche collaborative du travail. Plus les membres et les partenaires sont associés en amont à l'identification des questions, à la production des contenus et à l'animation des espaces, plus l'action d'Inter-réseaux est pertinente et appropriée. Cela suppose d'investir dans les outils, les méthodes et le temps nécessaires à cette co-construction, ce qui constitue un défi permanent dans un contexte de moyens contraints.

La gestion des connaissances n'a de sens que si elle reste arrimée aux besoins réels des acteurs et actrices du développement rural et aux transformations du contexte régional. Le prochain défi consiste à conjuguer cette exigence de pertinence avec les opportunités offertes par les outils numériques – y compris l'intelligence artificielle – sans perdre de vue ce qui fait sa singularité : la qualité d'un travail patient d'articulation entre savoirs, expériences et débats.

POUR EN SAVOIR PLUS

+ Contacts

✉ inter-reseaux@inter-reseaux.org

+ Ressources

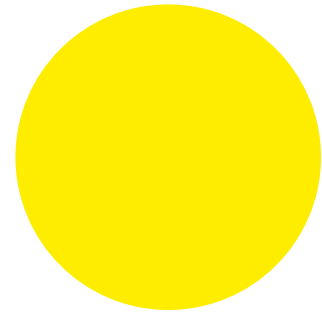
Fiche réalisée d'après une interview d'Eric Bernard, directeur d'Inter-réseaux Développement rural.

🌐 Site internet d'Inter-réseaux : <https://inter-reseaux.org>



CAS 3.2

Miser sur la formation professionnelle en Centrafrique



Les formateur·rices s’emparent des réseaux sociaux

Dans une période post-conflit, le projet DEVRUR II, coordonné par l’Agence belge de coopération internationale (Enabel) et financé par le fonds Bêkou de l’Union européenne, poursuit une ambition de taille : relancer durablement la dynamique socio-économique de la Centrafrique. Au cœur du dispositif,

cinq agropoles multifonctionnels et dix Centres de Formation Professionnelle (CFP) modernisés, pensés comme autant de moteurs pour développer le capital humain local. Sur le terrain, cela se traduit par des parcours qualifiants concrets — agroécologie, élevage, mécanique, électricité, maçonnerie — pour armer une jeunesse en quête d’avenir et redonner souffle à des filières agricoles longtemps sous-exploitées. Afin de mieux pérenniser les acquis du projet, Enabel a fait appel à Com4Dev. Récit d’une capitalisation qui a remis la jeunesse au centre du jeu.

● QUEL EST LE CONTEXTE DU PROJET ?

Le programme DEVRUR-II, mis en œuvre entre 2020 et 2025 par l'Agence belge de coopération internationale, Enabel, sur financement du fonds Bêkou de l'Union européenne, vise principalement la relance de la dynamique socio-économique de 5 « Agropoles » autour de Bouar, Paoua, Bozoum, Bossangoa, Boali, Sibut, Pissa/Mbaïki et Bangui. Le but était d'offrir des solutions adaptées en matière de formation, d'accès à des services énergétiques, de technologie et de renforcement des filières. L'Agropole étant ici un ensemble d'acteur-rices circonscrits dans une aire géographique donnée (ici la sous-préfecture) qui entretiennent des relations fonctionnelles dans leurs activités de production, de transformation, de services d'appui et de commercialisation des produits agricoles, d'élevage ou forestier.

Le 1^{er} objectif spécifique du programme DEVRUR II était le renforcement de la qualification professionnelle des acteur-rices de développement agricole et rural et l'insertion professionnelle des jeunes en milieu rural. Pour ce faire, 10 centres de formation professionnelle (CFP) ont été identifiés pour être au cœur des Agropoles. Ils constituent des portes d'entrée pour la mise en œuvre des formations diplômantes, qualifiantes, et en apprentissage de courte durée en vue de promouvoir l'entrepreneuriat agropastoral pour les jeunes.

L'accompagnement des CFP a concerné :

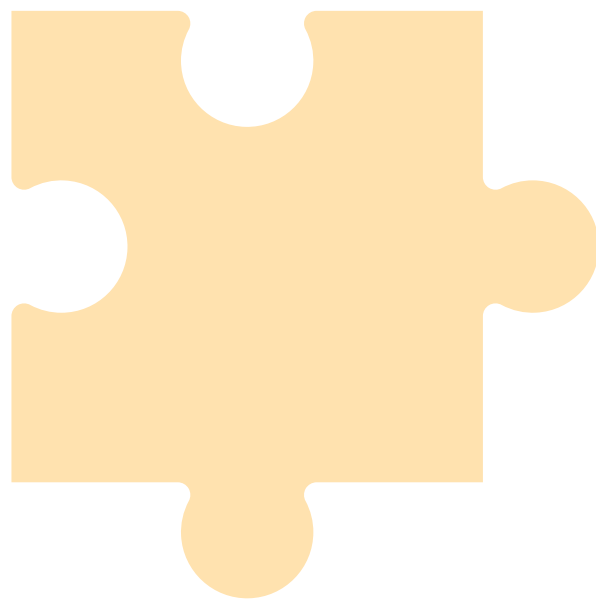
- la stratégie et gouvernance (élaboration de projet d'établissement, formation des gestionnaires...)
- l'organisation et le management (fiche d'emploi des gestionnaires, stage d'immersion des gestionnaires de centre, création d'un progiciel gestion-emploi...)
- la pédagogie (élaboration de référentiels métiers-compétences, formation de formateur-rices, suivi de la rédaction de plan de progression et de fiches de séquences, appui à la certification, mise en place de bibliothèque numérique dans 2 centres...)
- les bâtiments (réhabilitation et construction) et les équipements
- l'insertion professionnelle (création de club d'insertion et d'unité d'incubation formation-emploi...)

Le programme DEVRUR II a également contribué à rebâtir des infrastructures dans les agropoles (dont les centres de formation) dans le cadre de son objectif 2 et de renforcer des filières porteuses (objectif 3) comme celles de l'igname, l'aviculture, l'apiculture ou le maraîchage. C'est donc une approche systémique visant à renforcer le capital humain, essentiellement des jeunes, pour le secteur agropastoral.

COMMENT ET POURQUOI CE PROJET ?

La Centrafrique sort d'une crise majeure ouverte en 2013 par la prise de Bangui par les rebelles de la Séléka, suivie d'années d'affrontements entre groupes armés. Les écoles ont figuré parmi les premières cibles des pillages : près de deux ans sans classe, et 37 % des enfants non réinscrits depuis le début du conflit. Les violences ont aussi causé d'importants dommages aux bâtiments et aux équipements. Des groupes armés, et parfois même des Casques bleus de la MINUSCA, ont occupé des établissements scolaires pour en faire des bases ou des baraquements. C'est sur ce terrain dévasté que s'inscrit l'effort de rénovation porté par le projet DEVRUR II.

Cependant, malgré des efforts de rénovation pédagogique à tous les niveaux, de la reconstruction des bâtiments à la formation des inspecteur·rices et des enseignant·es, les connaissances techniques et les innovations de terrain tout comme les savoirs acquis risquaient fort de rester cloisonnées à quelques centres de formation. L'enjeu confié à Com4Dev était donc clair : sortir ces savoirs de leur isolement, valoriser l'ingénierie de terrain et transformer l'expérience de rénovation en un levier d'apprentissage permanent, de visibilité internationale et de fierté identitaire.



Paroles d'acteur·rices

« Voir nos gestes métiers valorisés à l'écran, expliqués avec nos propres mots et dans notre langue nationale, le sango, a redonné une immense dignité à notre métier d'enseignant. Nous ne sommes plus de simples exécutants d'un programme, nous transmettons l'avenir de notre pays. »

Un formateur d'un Centre de Formation Professionnelle pilote (RCA)



QUELLES MÉTHODOLOGIES ONT ÉTÉ UTILISÉES ?

Plutôt que l'approche descendante de l'expertise classique, Com4Dev a fait le pari d'une méthode participative et bilingue (français/sango), une co-création menée « au fil de l'eau ». L'intervention a été ponctuée par 4 missions de terrain.

Au préalable, une stratégie de capitalisation avait été élaborée avec les parties prenantes du projet pour bien définir les actions à mener et les parties prenantes. Ainsi, le parti-pris de privilégier l'audio-visuel comme support de capitalisation, pour mieux « parler » aux cibles définies, a conduit à identifier des prestataires locaux.

Tout a commencé par une immersion : deux établissements pilotes — le Centre Don Bosco Damala à Bangui et l'École nationale de l'élevage de Bouar — ont été choisis pour ancrer le diagnostic dans le réel. Les formateur·rices des deux écoles ont été les alliés de cette capitalisation vidéo et ont traduit leurs enseignements en scénarios audio-visuels selon une trame commune co-construite. Des ateliers de scénarisation ont été organisés et des exercices pratiques ont permis aux participant·es de mieux comprendre la dynamique des tutoriels vidéo.

Transformer les enseignant·es en youtubeurs et youtubeuses n'a pas été facile et il a fallu également renforcer l'équipe de vidéastes locaux de Cinéma Numérique Ambulant pour que les tournages puissent commencer. Un autre prestataire, OAZ, a été mobilisé sur les films de valorisation des filières agricoles dans les agropoles. La programmation des tournages n'a pas été facile dans un temps assez court. Aussi, trois équipes mixtes (Com4Dev- vidéastes centrafricains) ont été constituées. Les tournages ont été précédés de repérages, une étape indispensable même dans des zones peu accessibles caractérisées par une insécurité tangible, des communications difficiles et des évolutions rapides, notamment à Bouar et Bossangoa. Ainsi, les missions de tournage ont pu être efficaces sans être pour autant expéditives car les vidéos de capitalisation doivent aussi s'inscrire dans un temps de libération de la parole au contraire des objectifs des vidéos d'actualité par exemple.

Les montages ont été réalisés à Bangui en collaboration entre Com4Dev et les cinéastes centrafricains. La diffusion, enfin, a misé sur le low-tech et les canaux du quotidien — groupes WhatsApp, chaînes YouTube, listes de diffusion par mail — pour déjouer l'isolement géographique. La logique de bout en bout : faire avec, et non à la place de.

QUELLES ACTIVITÉS ONT ÉTÉ MISES EN PLACE ?

→ Déployée sur neuf mois en 2025, l'intervention a généré une production intensive de supports à forte valeur ajoutée : 24 tutoriels vidéo métier, capsules courtes centrées sur les gestes techniques essentiels en agroécologie, élevage, électricité, menuiserie ou maçonnerie ; 3 films documentaires de filières, révélant le potentiel économique de l'agriculture centrafricaine ; 1 film de capitalisation méthodologique axé sur les dynamiques de l'agropole de Bossangoa et la méthodologie systémique d'Enabel ; des outils de réseau, avec un répertoire numérique des Centres de Formation Professionnelle pour faciliter le repérage et le choix des futurs élèves et un poster cartographique pour interconnecter les établissements.

QUELS ONT ÉTÉ LES POINTS FORTS ET DIFFICULTÉS ?



La grande réussite tient au renforcement des formateurs et formatrices : passer derrière et devant la caméra a renforcé leur confiance et consacré leur expertise. Le choix du sango pour les tutoriels a fait le reste, fluidifiant l'apprentissage, garantissant l'inclusion des jeunes apprenant-es également valorisés dans les vidéos. Les formateur-rices maîtrisent maintenant un mode de diffusion de savoirs dynamique qui leur permet de renouveler leurs méthodes pédagogiques.

La diffusion s'est ancrée dans les nouveaux modes d'apprentissage que représentent les tutoriels vidéos sur YouTube. Dans des zones où la formation professionnelle n'est pas à la disposition de toutes, de nombreux jeunes adoptent ce mode d'apprentissage depuis leur téléphone pour développer des activités professionnelles. Aussi, des tutoriels en langue locale et "labélisés" par des centres de formation reconnus ne peuvent qu'intéresser des jeunes centrafricain-es. Les deux centres de formation fournisseurs de contenus ont créé leur page YouTube à cette occasion, ce qui les a fait connaître au monde entier.

Les films ont également été diffusés dans des groupes WhatsApp des enseignant-es.

Dans les zones rurales reculées, la faiblesse de la bande passante a limité le téléchargement des vidéos, obligeant à déployer des solutions hors-ligne — clés USB, serveurs locaux. Autre limite, plus structurelle : la capitalisation n'a été activée qu'en fin de cycle de projet, alors qu'intégrée dès la formulation initiale, elle aurait compté le temps de la diffusion qui a été malheureusement limité.

QUELS SONT LES IMPACTS DE CETTE ACTION ?

- En montrant la partie émergée de l'iceberg du projet de rénovation de la formation professionnelle dans toutes ses dimensions, la valorisation des filières et les leçons apprises du projet avec l'approche agropole et en mettant à disposition des jeunes et des acteur·rices de la formation professionnelle un annuaire très complet des CFP, la capitalisation a radicalement boosté l'impact de DEVRUR II.
- Au-delà des outils, c'est un regard qui a changé : en consacrant les actrices et acteurs locaux comme les seuls « expert·es contextuels » légitimes de leur réalité, le projet a généré une reconnaissance des compétences renforcées.

QUELLES LEÇONS APPRISES POUR DE FUTURES ACTIONS ?

Anticiper. La gestion des connaissances ne doit plus être le parent pauvre des fins de projet, mais bénéficier de lignes budgétaires dédiées dès le cadre logique initial.

S'adapter aux modes d'apprentissage des cibles même en zone de faible connectivité. Les bibliothèques numériques prévues dans le cadre du projet par Enabel ont été déployées en toute fin de projet nécessitant des investissements très coûteux de réseaux locaux. Des problèmes techniques n'ont pas permis une appropriation numérique suffisante et le système programmé par Enabel a été contourné par des connexions Starlink officieusement disponibles à Bangui. Les opérateurs téléphoniques et les fournisseurs d'internet ont toujours une longueur d'avance sur les projets des ONG.

D'autre part, toujours dans une approche orientée utilisateur·rices, valoriser les langues nationales s'avère un puissant vecteur d'efficacité pédagogique et de décolonisation des savoirs techniques.

POUR EN SAVOIR PLUS

+ Contacts

✉ Sophie Nick, fondatrice de Com4Dev : sophie@c4dev.org

🌐 Site web de Com4Dev www.c4dev.org

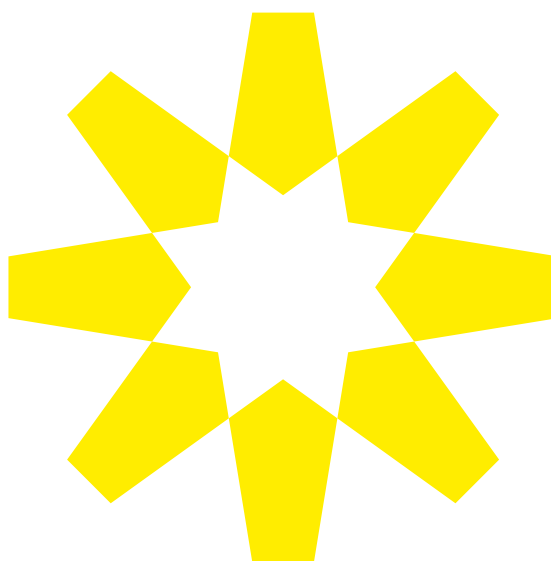
+ Ressources

Fiche réalisée d'après une interview de Sophie Nick.

🌐 YouTube Centre de Formation Professionnelle Don Bosco Damala <https://www.youtube.com/@CFPDonBoscoDamala/videos>

🌐 YouTube Ecole Nationale de Bouar : <https://www.youtube.com/@EcoleNationaledeEle-vagedeBouar>

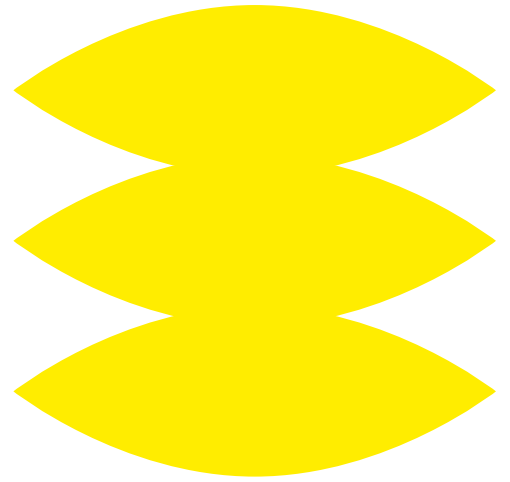
🌐 <https://open.enabel.be/en/CAF/2413/3580/u/nouvel-annuaire-et-cartographie-des-centres-de-formation-technique-et-professionnelle-pour-la-centrafrique.html>





CAS 3.3

La gouvernance et les initiatives locales face au défi du changement climatique



Une capitalisation panafricaine inédite

La compréhension du système climatique, des évolutions en cours et à venir, quelles que soient leurs formes, est fondamentale. Elle permet d'appréhender l'ampleur des enjeux et d'imaginer les réponses adéquates à apporter dans les différents domaines. Certaines réponses sont déjà apportées par les acteur·rices africain·es pour faire face aux effets du changement climatique.

C'est dans cette perspective que s'inscrit ce chantier de capitalisation important réalisé par INADES-Formation et de son partenaire, l'Agence Basque de Coopération et de Solidarité (ABCS), afin de détecter les bonnes pratiques de résilience développées par des communautés africaines face aux défis du changement climatique.

En choisissant de capitaliser et de diffuser des expériences de différents acteur·rices en Afrique sub-saharienne en matière d'adaptation et de résilience face aux effets du changement climatique, comme champ d'investigation, INADES-Formation met les initiatives endogènes à l'honneur.

● **QUEL EST LE CONTEXTE DU PROJET ?**

Cette capitalisation menée par INADES-Formation a eu pour objectif d'identifier et de valoriser des bonnes pratiques en matière de résilience au changement climatique et de gouvernance locale inclusive en Afrique subsaharienne.

Avec le soutien financier de l'Agence Basque de Coopération et de Solidarité, elle s'est déroulée sur une période de trois ans, de décembre 2018 à juin 2021 avec un budget d'environ 230 000 euros.

Il était question de repérer des expériences locales innovantes, d'accompagner les acteur·rices dans la capitalisation de leurs pratiques, de produire et de diffuser un document de synthèse accessible en plusieurs langues et enfin d'encourager les décideur·euses et les bailleur·euses à soutenir davantage les initiatives locales.

COMMENT ET POURQUOI CE PROJET ?

Le projet est né d'un constat aussi simple qu'accablant : en Afrique subsaharienne, des milliers d'initiatives locales font face, chaque jour, au changement climatique avec ingéniosité et efficacité. Cependant, ces initiatives restent invisibles, ignorées des radars institutionnels et des circuits de financement internationaux. Ces expériences ne se transmettent pas, ne s'accumulent pas, ne comptent pas. Pendant ce temps, les grandes structures captent l'essentiel des ressources, tandis que les organisations communautaires de base, pourtant en première ligne, reçoivent une part infime du soutien disponible. Face à cette injustice structurelle, le projet s'est fixé trois ambitions indissociables : rendre visibles et partageables ces pratiques locales trop longtemps ignorées, peser sur les politiques climatiques en y faisant entendre d'autres voix, et contribuer à réorienter les financements vers ceux qui en ont le plus besoin.



→ QUELLES ACTIVITÉS ONT ÉTÉ MISES EN PLACE ?

→ Capitaliser sur la résilience climatique : récit d'un projet mené de bout en bout

Avant d'aller chercher les expériences de terrain, INADES-Formation et ABCS ont d'abord constitué leur équipe et réuni leurs troupes autour d'un atelier interne, le temps de s'accorder sur les objectifs, la méthode et la manière de mesurer les résultats. Deux instances ont ensuite veillé sur le projet : un comité de pilotage, qui en a suivi l'avancement pas à pas, et un comité scientifique, mêlant cadres du projet et expert·es venus de l'extérieur, chargé d'apporter rigueur technique et méthodologique.

→ À la recherche des porteurs d'expériences

Restait à trouver les acteurs et actrices au cœur du projet. Un appel à propositions a été lancé, puis largement relayé dans plusieurs pays, en s'appuyant sur les réseaux des partenaires. Les candidatures ont afflué : il a fallu les enregistrer, répondre aux questions, accompagner les postulants.

Chaque proposition a été évaluée individuellement, avant des délibérations collectives qui ont permis de sélectionner les expériences à capitaliser. Les lauréat·es ont été notifiés et orientés vers la suite ; quant aux candidat·es non retenus, ils n'ont pas été laissés de côté, mais associés à d'autres formes de collaboration et de valorisation. Un répertoire des porteur·euses de bonnes pratiques est venu couronner cette étape.

→ Documenter, raconter, partager

Les acteurs et actrices sélectionnés ont bénéficié d'un appui financier, encadré par des conventions, et d'un accompagnement technique à distance pour documenter leurs expériences. Échanges réguliers et retours ciblés ont peu à peu élevé la qualité des fiches produites.

Pour faire circuler les idées, une plateforme collaborative en ligne dédiée à la résilience face au changement climatique a vu le jour, doublée d'un groupe WhatsApp qui a fluidifié les échanges, en particulier entre acteur·rices anglophones. Des ateliers de partage et d'écriture ont complété le dispositif, en présentiel ou à distance selon les contraintes sanitaires du moment.

→ Cinquante expériences mises en lumière

Traduction dans les deux sens — français-anglais et anglais-français —, mise en forme, publication : chaque fiche a suivi un parcours exigeant. Au final, cinquante expériences ont été finalisées et déclinées sous différents formats. Un document de synthèse, rassemblant l'ensemble de ces récits, a été rédigé, validé, traduit, édité et imprimé pour une diffusion à plus grande échelle.

→ Faire connaître les résultats

Tout au long du projet, l'information a circulé : site web d'INADES-Formation, bulletins, canaux numériques. Un plan de diffusion a précisé qui toucher, avec quels supports et selon quels scénarios. Certaines expériences ont même pris vie à l'écran, sous la forme de vidéos individuelles et d'un documentaire de synthèse.

Les résultats ont enfin été présentés lors de conférences publiques et de rencontres institutionnelles. La pandémie de Covid-19 aura toutefois rebattu les cartes : faute de pouvoir se réunir, plusieurs rendez-vous prévus en présentiel se sont transformés en visioconférences internationales.

QUELS ONT ÉTÉ LES POINTS FORTS ET DIFFICULTÉS ?

Porté par l'expertise historique d'INADES-Formation en matière de capitalisation et par une équipe technique solide, le projet a aussi bénéficié d'un atout précieux : la souplesse et la flexibilité de son bailleur basque. Loin des partenaires qui dictent chaque dépense, celui-ci a laissé les coudées franches pour piloter l'initiative et absorber les imprévus — décalages d'agenda, activités ajustées, activités reportées au gré des événements extérieurs.

L'envers du décor est plus contrasté. Faute de financements suffisants, le projet n'est pas parvenu à réunir autant de partenaires qu'espéré ni à organiser les ateliers de grande ampleur qui devaient servir d'espaces de partage des pratiques capitalisées. Reste que la réussite du projet a ouvert des portes : un dialogue engagé avec la Banque africaine de développement et, surtout, une nouvelle phase de 600 000 euros accordée par le même bailleur.



QUELLES MÉTHODOLOGIES ONT ÉTÉ UTILISÉES ?

Le projet a permis l'élaboration d'une démarche structurée de capitalisation, appuyée par un guide méthodologique et des outils spécifiques, validés par le comité scientifique.

Deux ateliers régionaux d'appropriation méthodologique ont ensuite été organisés, l'un pour les acteur·rices francophones et l'autre pour les acteur·rices anglophones. Ces ateliers ont combiné apports théoriques, exercices pratiques et échanges collectifs, favorisant une maîtrise progressive des outils de capitalisation et des canevas de rédaction.

L'action s'inscrit pleinement dans la C4D car :

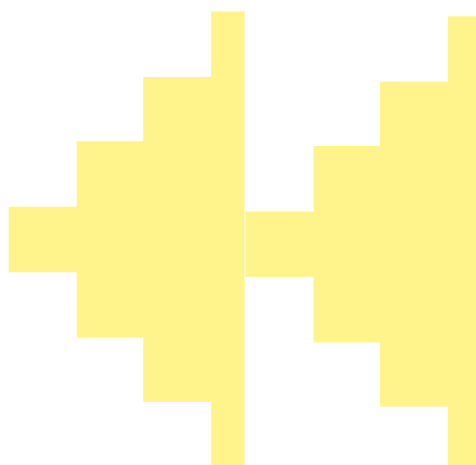
- Elle place la participation active et la voix des communautés au centre du processus,
- Elle refuse le monopole de l'expertise externe pour imposer la co-construction des savoirs.
- Elle utilise la capitalisation comme une arme de dialogue et d'influence politique.
- Elle favorise l'apprentissage collectif pour transformer une simple expérience vécue en un véritable levier de changement structurel.

» Paroles d'acteur·rices

« La lutte contre le changement climatique, c'est un enjeu planétaire. Seul, on ne peut pas y arriver. Le changement climatique doit être abordé dans une perspective plus large, mais aussi en mettant l'éthique au cœur du problème. Il faut capitaliser

les initiatives existantes et les faire dialoguer ensemble pour trouver des solutions éthiques. »

Sena Kwaku Adesou, Secrétaire Général d'INADES-Formation.



QUELS SONT LES IMPACTS DE CETTE ACTION ?

Pour la première fois à l'échelle du continent africain, une capitalisation d'envergure a été déployée pour capturer et structurer les dynamiques de résilience climatique. Sans cette initiative cruciale, les savoirs endogènes seraient restés prisonniers de leur cloisonnement, les bonnes pratiques se seraient éteintes sur leurs propres terroirs, et les décideur·euses politiques auraient continué d'avancer à l'aveugle, privés de preuves concrètes issues du terrain. La capitalisation a opéré une véritable bascule : transformer des expériences locales isolées en un corpus de connaissances structuré, partagé et valorisé à l'international.

Cette dynamique a permis de donner une visibilité inédite aux initiatives communautaires, de renforcer les capacités des acteurs et actrices de première ligne et d'influencer directement les débats stratégiques sur le financement climatique en Afrique.

- **Cartographier et structurer** : Sur 149 récits de terrain reçus, 120 ont été rigoureusement capitalisés, et 50 ont fait l'objet d'un approfondissement systématique à travers 11 pays d'Afrique subsaharienne. Ce travail a permis de constituer un répertoire vivant de 58 acteur·rices innovants et sensibles au genre.
- **Animer et décroisonner** : Pour rompre l'isolement des praticien·nes, deux sous-groupes thématiques (adaptation/résilience et gouvernance inclusive) ont été structurés, prolongés par des communautés WhatsApp et groupes mails unissant les alumni des formations d'Abidjan et de Kigali. Ce réseau a veillé à la relecture et à la traduction bilingue (français/anglais) de 50 expériences clés.
- **Diffuser et influencer** : La mémoire du terrain a été transformée en outils de plaidoyer universels. Un document de synthèse regroupant les 50 expériences a été édité en trois langues (français, anglais, espagnol), complété par la production de 10 vidéos documentaires bilingues grâce à un sous-titrage croisé. Cette intelligence collective a été partagée lors de trois conférences majeures, reliant le grand public, les acteurs et actrices de terrain en Côte d'Ivoire et les partenaires eurafricains.

Au-delà des livrables textuels, on comprend mieux comment la réalité matérielle, écologique et sociale des communautés qui a été durablement transformée par elles-mêmes, mettant en lumière la pleine capacité d'action (agency) des populations à travers 3 leviers notamment :

- **La souveraineté agricole** : Les communautés ont réappris à écouter la terre en adaptant leurs calendriers agricoles face aux dérèglements. L'utilisation de semences locales résilientes a permis un accroissement net des rendements et une amélioration globale de la sécurité alimentaire.
- **La résilience environnementale** : Les projets documentés ont montré des victoires écologiques concrètes et visibles : restauration et récupération des terres dégradées, lutte acharnée contre l'érosion des sols, valorisation des déchets et déploiement d'une gestion communautaire optimisée des ressources vitales (notamment des forêts et de l'eau au Sénégal).

- **L'émancipation et la justice sociale** : En plaçant l'équité au cœur de la démarche, des initiatives sont à l'origine de la sécurisation de l'accès des femmes à la terre, du renforcement de compétences durables face aux risques climatiques (notamment au Togo et au Rwanda).

QUELLES LEÇONS APPRISES POUR DE FUTURES ACTIONS ?

Repenser l'action climatique par la racine. Face à l'urgence climatique, les résultats démontrent que la réussite ne dépend pas de solutions parachutées d'en haut, mais d'une profonde transformation de nos méthodes de coopération.

Pour qu'une action climatique s'ancre dans la durée, elle doit impérativement s'attaquer aux réalités matérielles et sociales du terrain avec plusieurs leviers comme **le genre**, levier de réussite indiscutable, facteur clé de succès pour la résilience communautaire, **la sécurisation foncière comme socle indispensable** car on ne peut pas demander à des communautés d'investir dans la restauration durable de terres si leur accès à ces ressources est précaire. Et enfin **l'approche territoriale intégrée**. L'action doit embrasser une vision systémique en interconnectant intimement les dimensions sociales, économiques et environnementales d'un même territoire. Par ailleurs, la **recherche-action** comme moteur de l'innovation sociale fait émerger dans une intelligence collective, de réelles solutions adaptées aux situations que vivent les communautés locales

La crise climatique est globale et complexe : aucun acteur ou actrice, aucune communauté ne peut y faire face de manière isolée. Il faut impérativement s'inscrire dans des dynamiques collectives et rejoindre des initiatives existantes. Il est crucial d'instaurer des espaces de dialogue durables et des cadres de concertation solides pour maintenir l'engagement des acteur·rices à long terme.

La production du savoir doit elle aussi opérer sa révolution décoloniale. Ce chantier confirme que la gestion des connaissances est un puissant levier de transformation. Le savoir doit être patiemment édifié avec les communautés et jamais à leur place. D'autre part, documenter rigoureusement les innovations locales n'est pas un exercice d'archivage passif. La capitalisation sert à valoriser l'intelligence du terrain pour lui donner une force politique capable d'influencer les décisions nationales et internationales et de réorienter les financements.

POUR EN SAVOIR PLUS

+ Contacts

✉ Sena Kwaku Adessou, secrétaire général, INADES-Formation : sena.adessou@inades-fo.net

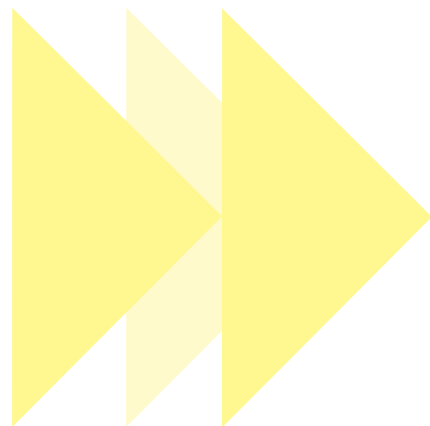
+ Ressources

Fiche réalisée d'après une interview de Sena Kwaku Adessou.

🌐 Rapport de capitalisation [Capitalisation de bonnes pratiques et systèmes de gouvernance locale face aux défis du changement climatique](#)

🌐 Lien de la playlist des 10 vidéos : [Vidéo synthèse - Bonnes pratiques face au défi du changement climatique et gouvernance locale](#)

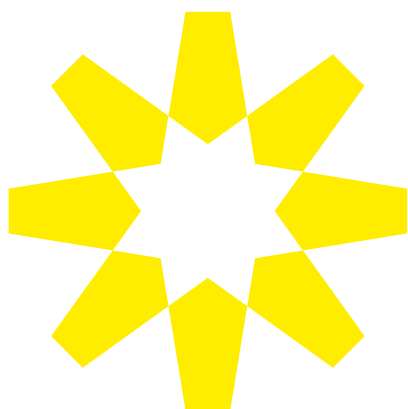
🌐 Site internet d'INADES-Formation : <https://www.inadesformation.net>





CAS 3.4

Capitaliser les expériences des Hubs d'Innovation et d'Information Technologique au Sahel



Regarder en arrière pour mieux avancer ensuite

En 2024, à l'issue de six années de déploiement dans quatre pays sahéliens, l'ONG Tech-Dev a engagé un processus de capitalisation de son dispositif des Hubs d'Innovation et d'Information Technologique (Hub-IIT). Confiée à l'association Com4Dev, cette démarche avait pour ambition de dépasser le simple exercice de communication institutionnelle pour devenir un véritable outil d'apprentissage collectif.

● QU'EST-CE QUE LE PROJET HUB-IIT ?

Face à un contexte sahélien marqué par des crises multiples et un sous-emploi massif, notamment chez les femmes et les jeunes, l'ONG Tech-Dev a déployé, avec le soutien financier de l'Agence Française de Développement (AFD), un dispositif innovant d'appui aux micros, petites et moyennes entreprises agroalimentaires (MPMEA) : les Hubs d'Innovation et d'Information Technologique (Hub-IIT).

Né d'un projet pilote au Mali en 2015, le dispositif a progressivement été étendu à trois autres pays sahéliens, le Sénégal, le Burkina Faso et le Tchad, pour la période 2018-2024, avec un budget avoisinant les 4 millions d'euros.

Hébergés par des organisations africaines partenaires, les Hub-IIT offrent aux entreprises du secteur agroalimentaire un accompagnement technologique de proximité, un accès à des financements dédiés et des espaces d'apprentissage et d'échanges en réseau. Au 30 juin 2024, ce sont 1 000 MPMEA qui ont bénéficié du dispositif, dont 78 % dirigées par des femmes.

COMMENT ET POURQUOI CE PROJET ?

La capitalisation a été pensée dès le départ comme une composante à part entière du projet Hub-IIT, et non comme un exercice ajouté après coup. Elle s'inscrit par ailleurs dans une recommandation forte de l'AFD, qui encourage désormais ses partenaires à inscrire la capitalisation dans le projet pour documenter les expériences et en tirer des enseignements en fin de cycle. Pour conduire ce travail, Tech-Dev a fait le choix de confier la démarche à un prestataire externe, garant d'un regard à la fois informé et indépendant.

Le moment était propice. Une évaluation externe à mi-parcours, réalisée en 2022, avait déjà confirmé la pertinence du dispositif et la qualité des services rendus aux MPMEA accompagnées. Elle avait également souligné la bonne intégration des Hubs dans leurs écosystèmes locaux. Ces résultats encourageants rendaient d'autant plus utile de documenter rigoureusement ce qui avait fonctionné, mais aussi ce qui aurait pu être fait différemment.

À l'approche de la fin du financement AFD prévu fin 2024, Tech-Dev a donc souhaité documenter ces six années d'expérience. Si, au départ, l'objectif était avant tout de valoriser les résultats obtenus pour convaincre de nouveaux bailleurs de financer une suite au projet, la posture du prestataire chargé de la capitalisation a peu à peu permis de dépasser cela et de devenir un exercice de réflexion et d'apprentissage collectif.

💬 Paroles d'acteur·rices

« Au début, ils pensaient : "On cherche des financements, donc on fait une capitalisation qui valorise notre projet". Et moi je leur disais : "Ça vaut le coup de bien capitaliser", c'est-à-

dire prendre le temps de se retourner pour observer et commenter ce qu'on a fait, pour ensuite avancer de manière plus efficace. »

Gilles Mersadier, chargé de la capitalisation

→ QUELLES ACTIVITÉS ONT ÉTÉ MISES EN PLACE ?

→ La démarche s'est structurée en plusieurs étapes successives, depuis la collecte et l'analyse des données jusqu'à la restitution et l'appropriation des résultats.

→ Elle a débuté par une réunion entre Tech-Dev et Com4Dev, permettant de cadrer les orientations du travail, d'ajuster le calendrier et de collecter la documentation de base non disponible en ligne. Une analyse documentaire approfondie a ensuite permis d'identifier les contenus valorisables, de repérer les thématiques transversales à traiter comme bonnes pratiques, et de cibler les personnes clés à rencontrer.

→ Les interactions avec les acteur·rices ont constitué le cœur de la démarche. Ateliers en présentiel, visioconférences et entretiens individuels ont été organisés depuis la France, complétés par une mission terrain de quinze jours conduite successivement au Burkina Faso et au Sénégal. Ces déplacements ont été particulièrement importants pour recueillir le regard des bénéficiaires et des organisations partenaires dans leur contexte. Les équipes du Mali et du Tchad ont quant à elles été pleinement associées au processus via des visioconférences dédiées.

→ En parallèle de la production du livrable officiel, un travail complémentaire de réflexion stratégique collective a été conduit avec les équipes françaises et africaines. Partant des constats critiques issus de la capitalisation, des groupes de travail thématiques ont été constitués pour débattre des orientations futures du dispositif. Ce volet, non publié, constitue l'une des originalités de cette démarche.

→ La rédaction des fiches a d'abord été réalisée de manière à faciliter les retours, ajouts et corrections des acteur·rices, avant une mise en forme graphique finale confiée à une graphiste professionnelle. Certaines fiches ont également fait l'objet d'une validation formelle des contenus directement par les acteurs et actrices concernés, garantissant ainsi la fiabilité des analyses produites. Au final, c'est un cahier de 23 fiches thématiques d'une à quatre pages chacune qui a été élaboré et organisé en cinq chapitres : les principes de fonctionnement du dispositif Hub-IIT, le réseau sahélien et ses membres, la fonction de référent technologue, les bonnes pratiques, et enfin les témoignages vidéo. Huit capsules vidéo de trois à cinq minutes, réalisées auprès de bénéficiaires au Burkina Faso et au Sénégal, complètent ce cahier et lui donnent une dimension humaine et concrète. L'ensemble a été livré en format PDF et Word pour faciliter sa diffusion et sa réutilisation par quiconque souhaiterait s'en inspirer.

QUELLE MÉTHODOLOGIE A ÉTÉ PRIVILÉGIÉE ?

La méthodologie repose sur trois piliers complémentaires, pensés pour garantir à la fois la rigueur de l'analyse et l'utilité concrète des résultats.

Le premier est une approche participative, construite dans la durée. Les acteur·rices du réseau, qu'il s'agisse de Tech-Dev, des organisations porteuses, des référent·es technologiques ou des bénéficiaires, ont été associés à chaque étape : contribution au cadrage des sujets, retour sur les fiches en cours de rédaction, validation des analyses. Cette association n'a pas toujours été simple : les positions des uns et des autres étaient parfois divergentes, et le consensus a demandé un travail important de médiation. La tentation du travail collaboratif en groupe a rapidement cédé la place à des échanges individuels, plus propices à recueillir des points de vue francs et à les synthétiser ensuite dans un narratif commun.

Le deuxième est une triangulation des sources. L'analyse documentaire a été complétée par des entretiens individuels, des ateliers en présentiel et des missions terrain au Burkina Faso et au Sénégal. Ces déplacements ont été particulièrement importants pour recueillir le regard des bénéficiaires et des organisations partenaires, et pour saisir une appréciation sensible de la réalité du terrain que les échanges à distance ne permettent pas de restituer pleinement.

Le troisième pilier, souvent le plus négligé dans les exercices de capitalisation, est l'appropriation des résultats par les acteurs et actrices elles-mêmes. Ici, la remise du document final n'a pas marqué la fin du processus mais le début d'une réflexion collective. Des groupes de travail thématiques ont été constitués autour des principaux axes critiques identifiés, permettant à Tech-Dev et à ses partenaires africains de débattre ensemble des orientations à prendre pour la suite. C'est cette phase, ancrée dans une démarche autocritique assumée, qui a donné à cette capitalisation une portée transformatrice au-delà du livrable de projet.

QUELS SONT LES IMPACTS DE CETTE ACTION ?

- L'impact le plus immédiat de la capitalisation a été de modifier la façon dont les acteur·rices français de Tech-Dev perçoivent leur propre travail et leur rôle dans le projet. En intégrant une dimension autocritique à la démarche, la capitalisation a permis de mettre en lumière des angles morts que la logique de projet avait jusqu'alors laissés dans l'ombre. Il s'agit, notamment de la concentration de l'expertise et de la gestion en France, de la faible prise en compte des compétences africaines existantes, et de la nécessité de faire évoluer les modalités de partenariat avec les opérateurs du Sud.

- Au-delà du document livré, la capitalisation a enclenché une dynamique de réflexion qui ne s'est pas arrêtée à la restitution. Des groupes de travail thématiques ont été constitués autour des principaux axes critiques identifiés, réunissant acteur·rices africains et français pour travailler ensemble sur des orientations concrètes. Cette phase d'appropriation collective, rare dans les exercices de capitalisation francophones, a produit des changements tangibles, comme le recrutement d'une coordinatrice générale de Tech-Dev franco-sénégalaise portant une vision renouvelée du partenariat Nord-Sud, ou l'obtention d'un financement de la Banque africaine de développement pour étendre un dispositif renouvelé des Hub-IIT au Cameroun et au Tchad.



QUELS ONT ÉTÉ LES POINTS FORTS ET DIFFICULTÉS ?

L'un des atouts de cette capitalisation tient au profil et au positionnement du prestataire retenu. Administrateur de Tech-Dev depuis plusieurs années et connaisseur de l'organisation depuis sa création, l'expert mobilisé avait également noué des relations de confiance avec trois des quatre opérateurs africains du réseau, rencontrés lors de missions au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal. Cette double proximité, avec les équipes françaises comme avec les partenaires sahéliens, a permis d'adopter dès le départ une posture de rupture par rapport à une capitalisation classique orientée uniquement vers la communication externe. Plutôt que de se contenter de valoriser les résultats du projet, la démarche a intégré une dimension franchement critique et d'auto-diagnostic, faisant apparaître aussi bien les points forts que les points faibles du dispositif.

Cette ambition s'est heurtée à une difficulté réelle : faire coexister dans un même document des points de vue souvent divergents entre acteur·rices français et partenaires africains, entre administrateur·rices et équipes opérationnelles. La tentation du travail collaboratif en groupe s'est rapidement révélée peu adaptée. Des entretiens individuels ont finalement été privilégiés, permettant de synthétiser les positions de chacun et d'aboutir à un narratif acceptable par toutes les parties. Ce travail de construction du consensus a été considérable, nécessitant de nombreuses versions et allers-retours.

L'autre défi majeur a été de faire entendre une analyse critique à des administrateurs seniors, habitués à occuper des positions d'autorité et peu enclins à remettre en question leurs pratiques. La légitimité de l'expert de Com4Dev, lui-même senior et connaisseur du domaine, a été un atout déterminant pour se faire entendre là où un intervenant extérieur moins familier de l'organisation aurait sans doute rencontré une résistance encore plus forte. Ce travail a exigé une préparation rigoureuse des interventions et un argumentaire soigneusement calibré pour rendre les messages critiques acceptables sans en édulcorer le fond.

Sur le plan des livrables, une attention particulière a été portée à l'utilisabilité du document final. En complément du cahier de fiches au format PDF graphique et navigable, une version Word identique en contenu a été produite, afin que chaque acteur et actrice puisse s'en emparer facilement. Ce choix, souvent négligé dans les exercices de capitalisation, conditionne pourtant directement l'utilisation réelle des supports après leur diffusion.



QUELLES LEÇONS APPRISES POUR DE FUTURES ACTIONS ?

Faire accepter une analyse critique à des décideurs bien installés dans leurs convictions ne s'improvise pas. Cette capitalisation a montré qu'un argumentaire bien construit, avec des mots choisis et des messages dosés, peut faire bouger des positions que l'on croyait inamovibles. La préparation des interventions n'est pas un détail méthodologique : c'est une condition de réussite de la démarche, en particulier lorsqu'il s'agit d'amener des organisations à se remettre en question plutôt qu'à simplement valoriser ce qu'elles ont fait.

Le travail collaboratif entre acteurs et actrices ayant occupé des positions différentes au sein d'un même projet, décideur·euses d'un côté, bénéficiaires et opérateur·rices de l'autre, est rarement aussi fluide qu'on l'anticipe. Cette expérience a mis en évidence qu'il vaut mieux, dès que le consensus en groupe se révèle difficile à atteindre, basculer vers des échanges individuels. Cette posture de médiateur, qui consiste à recueillir séparément les points de vue, à les synthétiser et à proposer un narratif commun, s'avère parfois plus efficace et plus respectueuse des équilibres en présence.

L'une des leçons les plus structurantes de ce projet est que la capitalisation ne s'arrête pas à la remise du document final. Sa véritable valeur réside dans ce qui se passe ensuite : l'appropriation des résultats par les acteurs et actrices concernés, la remise en question des pratiques et l'adaptation de la stratégie. Cette phase, souvent sacrifiée faute de temps ou de moyens, est pourtant celle qui transforme un exercice de communication en un véritable outil d'amélioration.

POUR EN SAVOIR PLUS

+ Contacts

✉ Gilles Mersadier, expert en gestion des connaissances : gmersadier@gmail.com

+ Ressources

Fiche réalisée d'après une interview de Gilles Mersadier.

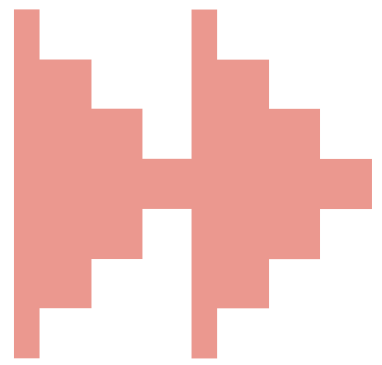
🌐 Site internet : <https://tech-dev.org/>

🌐 Le rapport de capitalisation : [Déploiement de dispositifs d'appui aux micro petites et moyennes entreprises agroalimentaires au sahel : les HUB-IIT](#)



CHAPITRE 4

Renforcer les pouvoirs d'agir



Renforcer les pouvoirs d'agir : De la participation de façade à l'action réelle

« Créer le navire, ce n'est point tisser les toiles, forger les clous, lire les astres, mais bien donner le goût de la mer. »

Antoine de Saint-Exupéry, Citadelle, 1948

L'ensemble des pratiques réunies dans ce chapitre illustre comment la C4D, reformulée en communication pour des futurs durables, peut agir de manière stratégique pour transformer des bénéficiaires passives et passifs en actrices et acteurs de leur propre changement — dans un contexte où la participation est devenue un mot d'ordre institutionnel souvent vidé de sa substance.

Du projet Bruits de tambours au Sénégal, qui fait résonner la voix des femmes et des jeunes dans les espaces de décision, à la telenovela éducative Loma Verde au Nicaragua, qui transforme le visionnage collectif en processus de réflexion critique, ces expériences démontrent que le pouvoir d'agir ne se décrète pas : il se construit, patiemment, à travers des espaces de dialogue, de formation et d'action concrète.

D'autres initiatives rassemblées dans cette section illustrent la diversité des leviers mobilisables. Le théâtre-forum en République démocratique du Congo crée des laboratoires sécurisés où les communautés peuvent expérimenter le changement avant de le vivre. La lutte contre la traite des êtres humains montre comment des populations vulnérables peuvent devenir, avec les bons outils,

les premières sentinelles de leur propre protection. Dans leur ensemble, ces pratiques partagent une conviction commune : renforcer les pouvoirs d'agir n'est pas un objectif parmi d'autres dans cette approche communicationnelle, mais la condition du changement.

L'illusion participative

Pendant des décennies, la coopération internationale a fonctionné sur un modèle simple : des spécialistes venus d'ailleurs apportent des solutions à des populations définies comme bénéficiaires.

Ce modèle descendant, dit top-down, a montré ses limites de façon répétée. Dès que les financements se tarissent et que les actrices et acteurs externes se retirent, les dynamiques s'éteignent et les structures s'effondrent — non par manque de volonté, mais parce que les projets n'ont jamais appartenu à celles et ceux qui étaient censés les faire vivre.

Face à ce constat, un mot d'ordre s'est progressivement imposé dans tous les discours institutionnels : la participation. Mais le remède s'est souvent

révélé aussi superficiel que le mal qu'il prétendait soigner. Inviter des représentantes et représentants communautaires à une réunion, les consulter à la hâte en fin de processus, cocher la case « implication locale » dans un rapport de projet — tout cela ne constitue pas de la participation. C'est son simulacre.

Du droit formel au pouvoir réel

Le véritable enjeu n'est donc pas la participation en tant que présence, mais le renforcement des pouvoirs d'agir — ou Développement du Pouvoir d'Agir (DPA) dans la littérature francophone. Comme le formule le chercheur Yann Le Bossé : « On ne donne pas du pouvoir aux gens, on soutient son développement. On crée les conditions pour qu'ils puissent retrouver et déployer leur propre pouvoir d'agir. » Cette nuance n'est pas sémantique. Accéder à un espace de décision ne suffit pas pour y exercer une influence réelle. Amartya Sen l'a théorisé à travers le concept de capacités : posséder un droit formel ne sert à rien si l'on ne dispose pas des libertés réelles et des compétences concrètes pour l'exercer. Dans les faits, les dynamiques de pouvoir sont verrouillées par des asymétries profondes — de langage, d'information, de codes institutionnels — qui réduisent au silence celles et ceux qui ont pourtant tout à dire. Bruits de tambours en offre une illustration concrète : femmes et jeunes représentent respectivement 51 % et 65 % de la population sénégalaise, mais restent largement exclus des sphères de décision. Ce n'est pas faute de droits formels, mais par absence de conditions réelles pour exercer ce pouvoir réel d'agir pour soi.

Marcher à côté : la posture de l'accompagnement

Comment, alors, créer ces conditions ? La communication pour des futurs durables propose une posture que l'on pourrait résumer ainsi : marcher à côté, ni devant ni derrière. Accompagner le développement du pouvoir d'agir, c'est refuser le directivisme, qui reproduit la domination, autant que la pression extérieure déconnectée des réalités locales. C'est choisir le rythme de ce qui est possible, ici et maintenant. Le rôle de la personne qui accompagne est précisément de concevoir ces micro-engagements, de préparer un terrain où le premier pas est une réussite.

Cette démarche exige également de regarder à l'intérieur des communautés, et pas seulement autour d'elles. Les travaux de Naila Kabeer rappellent que les relations de pouvoir s'exercent aussi au sein des groupes marginalisés — entre hommes et femmes, entre aîné-es et jeunes. Marcher à côté, c'est veiller à ce que cette approche ne renforce pas les voix déjà dominantes, mais restitue une légitimité aux plus étouffées. C'est l'ambition qu'incarne Loma Verde : la telenovela ne diffuse pas de messages, elle crée des espaces où des communautés rurales peuvent reconnaître leurs propres réalités à l'écran et réfléchir collectivement à des alternatives.

La communication comme espace de médiation

Pour opérationnaliser ce changement de posture, la communication pour des futurs durables se structure comme un outil de médiation profonde entre les individus, leurs communautés et les institutions, pour que les premiers transforment les secondes et améliorent ainsi leurs conditions d'existence.

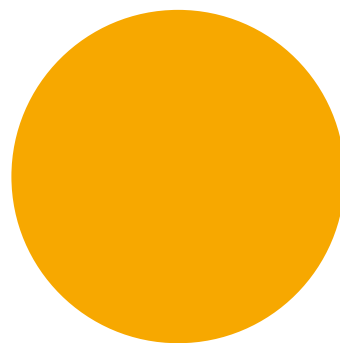
Cette médiation commence par la reconnaissance des populations comme des « experts contextuels » — selon l'expression de l'anthropologue Jean-Pierre Olivier de Sardan. La personne qui accompagne devient alors une traductrice bidirectionnelle : elle vulgarise le langage technique des institutions et formalise l'expertise vécue des communautés pour la rendre audible par les décideur-euses. Des outils comme le théâtre-forum ou la fiction éducative prolongent ce travail en créant des espaces sécurisés où l'on peut expérimenter le changement avant de le vivre — dire non, négocier, revendiquer — sans en payer immédiatement le prix. Enfin, héritée de Freire, la dimension collective transforme cette prise de conscience individuelle en force collective. Ainsi, comme le montre le projet Bruits de tambours, un contenu audiovisuel n'est qu'un prétexte au débat : c'est l'animation de la discussion qui permet aux individus de réaliser que leurs blocages ne sont pas des fatalités personnelles, mais des injustices structurelles communes.

Renforcer les pouvoirs d'agir, c'est transformer l'information en action, le bénéficiaire en auteur, et le projet éphémère en changement durable.



CAS 4.1

Bruits de tambours



Faire résonner la voix des femmes et des jeunes au Sénégal

Au Sénégal, les femmes et les jeunes ont souvent du mal à se faire entendre concernant les décisions qui concernent leur vie. La transformation sociale vers une société plus inclusive est lente. Aussi, le projet « Bruits de tambours » a décidé de l'accélérer en combinant plusieurs approches : l'ouverture d'espaces de dialogues qui sont aussi des lieux de renforcement des pouvoirs d'agir et l'utilisation des médias basée sur des leviers pré-identifiés.

● QU'EST-CE QUE LE PROJET BRUITS DE TAMBOURS ?

Porté par l'ONG Réseau Africain de l'Éducation à la Santé et à la citoyenneté (RAES) et composé d'un consortium comprenant l'ONG 3D (Décentralisation, Droits humains, Développement local), le Réseau Siggil Jigéen et l'association Equipop, le projet « Bruits de tambours » a visé à transformer la participation citoyenne au Sénégal. Il a été conçu comme une campagne innovante de communication sociale pour le changement qui mobilise les médias, l'éducation via le divertissement (cœur de l'expertise) et qui utilise le dialogue communautaire comme volet fondamental de l'action.

La première phase lancée en janvier 2018 a été axée sur le renforcement de l'engagement des femmes et des jeunes, particulièrement dans les zones de Pikine, Guédiawaye et Saint-Louis. Cette étape s'est conclue le 10 décembre 2021 par la remise d'une lettre ouverte aux élu·es de Saint-Louis, préconisant neuf pratiques essentielles pour le renouveau démocratique.

La seconde phase débutée en 2021 a été marquée par une avancée institutionnelle majeure à Pikine Nord avec la création d'un conseil économique, social et environnemental paritaire (50 % de femmes et 50 % de jeunes) au sein de la commune.

Cette initiative a disposé d'un budget de 2,5 millions d'euros, soutenu par l'Agence Française de Développement (AFD) ainsi que par les Ambassades de France et du Portugal au Sénégal.

COMMENT ET POURQUOI CE PROJET ?

La loi sur la parité, votée au Sénégal en 2010, a permis de booster la représentativité formelle des femmes dans les instances politiques. Elle est ainsi passée de 22 à 41 % à l'Assemblée nationale. Cependant, les femmes qui représentent 51 % de la population et les jeunes (65 %) sont encore largement exclus des sphères de décision publiques, communautaires et institutionnelles. Les normes sociales patriarcales, le manque d'information et parfois l'instrumentalisation politique des femmes et des jeunes (notamment lors des processus électoraux) constituent des facteurs qui bloquent leur pleine participation. Dans ce contexte, les médias et le dialogue communautaire demeurent des leviers puissants pour amener les populations à ouvrir des débats.

C'est pourquoi l'ONG RAES a uni ses forces avec l'ONG 3D, le réseau Siggil Jigéen et Equipop pour créer le projet « Bruits de tambours ».

L'objectif était de créer des espaces de dialogue citoyen avec une approche participative et inter-générationnelle. Ces espaces ont été également des opportunités de renforcement de pouvoirs d'agir pour accompagner les futurs jeunes leaders, leaders féminines et des leaders religieux coutumiers.

Paroles d'acteur·rices

« Le simple média ne suffit pas, il faut le combiner à des actions de dialogue. »

Rabiatou Sangaré

→ QUELLES ACTIVITÉS ONT ÉTÉ MISES EN PLACE POUR RÉALISER CELA ?

→ À partir d'un diagnostic approfondi, le projet s'est développé en formant des leaders locaux, jeunes et femmes, ainsi que des chefs religieux, pour qu'ils puissent eux-mêmes animer les dialogues citoyens et relayer les messages au sein de leurs communautés. Les **formations** concernaient la communication, le plaidoyer et la participation citoyenne, donnant aux participants la confiance et les outils nécessaires pour agir. Des guides de communication complétaient les formations.

→ Ainsi, les leaders formés ont pu organiser des **sessions suivies de débats de dialogues** citoyens intergénérationnels, de clubs d'écoute et de visionnage.

→ L'activité-phare a été la production de **contenus audiovisuels et radiophoniques** mais aussi plusieurs actions de plaidoyer auprès des autorités locales.

→ Ainsi, la **série télévisée « Wara »** (« fauves » en bambara), a été produite en 2 saisons, soit 14 épisodes traitant de la gouvernance démocratique et de la participation citoyenne des jeunes et des femmes. Elle a été diffusée par les 9 chaînes de TV5 Monde, la plateforme digitale TV5 Monde Plus et par des télévisions locales. Cette série met en scène une jeune génération qui rêve de bonne gouvernance et de l'inclusion des femmes et des jeunes dans le débat public.

La première saison (2020) a pour cadre principal l'université de Tanasanga, une ville imaginaire du Sahel : les meilleurs étudiant·es s'invitent au cours d'un professeur de droit constitutionnel, le charismatique Moutari Warra. Une relation privilégiée s'instaure avec la jeune Aïcha Diallo. Mais leur relation n'est pas un fleuve tranquille, nourrie d'incompréhensions générationnelles.

Dans la saison 2 (2022), on retrouve Aïcha qui commence une carrière politique et se présente aux élections municipales. On suit son ascension vers la mairie de Tanasanga.

→ Le **podcast « Dianké »** est une fiction radiophonique sur la gouvernance démocratique et la participation citoyenne des jeunes et des femmes, diffusée par Radio France Internationale (RFI) et des radios locales. Suivis de débats, les 12 épisodes ont été adaptés en 4 langues ouest-africaines (wolof, haoussa, fulfuldé et malinké).

QUELLES MÉTHODOLOGIES ONT ÉTÉ PRIVILÉGIÉES ?

La méthodologie mobilise pleinement les principes de la C4D : participation, co-création, dialogue, usage stratégique des médias et articulation entre sensibilisation et action concrète.

Diagnostic. Dans ce projet, une recherche approfondie a d'abord été menée pour analyser les normes sociales et les freins à la participation des jeunes et des femmes. *« Ceci nous a aidé à élaborer des messages fondés sur les résultats de cette étude et surtout de faire une cartographie institutionnelle et communautaire dans les zones d'intervention. Cela nous a permis également de repérer nos alliés au niveau institutionnel et communautaire. (...) Le but était d'identifier des animateurs communautaires, au sein même de ces communautés, des leaders religieux, des femmes leaders qui portent par la suite ce message. Le degré de confiance et d'acceptabilité est beaucoup plus élevé. Ce travail permet de faire une adaptation culturelle et linguistique des messages »* raconte Rabiadou Sangaré, chargée de projet du RAES.

L'éducation via le divertissement. Le projet s'est appuyé sur plusieurs médias pour toucher les populations : aussi bien la radio que la télévision et les réseaux sociaux. Les séries radio et télévisées ont été diffusées sur des médias « mainstream », ce qui a permis un succès populaire et critique.

Promotion de modèle. Pour le plaidoyer local, il a été jugé important de promouvoir des modèles comme des femmes occupant des postes à responsabilité telles que des députées et sur qui on se base pour promouvoir les modèles.

QUELS ONT ÉTÉ LES POINTS FORTS ET DIFFICULTÉS ?

Une des grandes forces du projet a été la **co-création**, l'adaptation culturelle et le fait de fonder les approches et interventions de l'activité sur des données probantes issues du diagnostic.

D'autre part, l'utilisation des médias à 360° a permis une très **large diffusion** des messages issus du diagnostic qui avait permis d'identifier les normes sociales positives.

L'articulation entre les médias et le dialogue communautaire, une forte approche participative ainsi qu'une forte appropriation locale ont permis beaucoup d'effets visibles sur la confiance et l'engagement des femmes et des jeunes au Sénégal.

Les difficultés identifiées concernent notamment la **production médiatique longue et complexe**, la coordination multi-acteur-rices, l'interruption des programmes liée à la pandémie et également les difficultés à mesurer les changements à court terme.

La pandémie de COVID-19 a compliqué les choses en provoquant l'arrêt brutal des activités communautaires, ce qui a forcé l'équipe à concentrer toutes les activités sur quelques mois pour rattraper le retard.

QUELS SONT LES IMPACTS DE CETTE ACTION ?

- Le volet digital déployé au Sénégal a permis de toucher plus d'**un million de personnes**.
- Au total, plus de **160 femmes et jeunes ont été formés** qui ont ainsi pu organiser et conduire de multiples dialogues citoyens dans plusieurs communautés au Sénégal.
- Concernant la série télé Wara et le feuilleton radio Dianké, Marianne Paulot, Directrice des fictions et des contenus de RAES, explique : « *On avait investi l'ensemble des canaux de communication pour assurer que l'intervention touche les populations aussi bien connectées à la radio qu'à la télé au niveau communautaire et un peu aussi sur le digital* ».
- « Bruits de tambours » n'est pas seulement un projet, mais une approche qui donne la parole à celles-eux qui en étaient privés. Il a permis le renforcement de la confiance en soi des jeunes et des femmes, une meilleure compréhension des mécanismes institutionnels, un accès facilité aux espaces décisionnels et de grandes initiatives locales de plaidoyer. Il a aussi permis de parler de grands thèmes actuels comme la corruption, le clientélisme, la gestion des déchets etc.
- Petit à petit, ces efforts ont permis des **changements concrets et palpables** comme le fait que certaines participantes du projet ont osé se présenter aux élections législatives de juillet 2022, ou encore la création, par arrêté municipal le 16 novembre 2022 signé par le maire de Pikine Nord, Amadou Diarra, d'un conseil économique, social et environnemental paritaire (50 % femmes, 50 % jeunes).
- L'équipe voudrait renforcer les dialogues citoyens et toucher encore plus de communautés. Les jeunes et les femmes formés sont désormais des relais locaux fiables. « **Les jeunes et les femmes commencent vraiment à prendre leur place et à agir dans leurs quartiers** » dit Rabiadou. Le projet a gagné en crédibilité et en visibilité, ce qui facilite la mise en place d'initiatives similaires dans d'autres régions.

QUELLES LEÇONS APPRISES POUR DE FUTURES ACTIONS ?

C'est une **combinaison des actions** sur le long terme qui provoque le changement qui est un long processus. Le dialogue communautaire est indispensable.

La formation est également un levier important car elle crée des **passerelles vers l'engagement**. Au début, le projet a commencé avec des formations et des activités limitées pour tester l'acceptation des communautés. Avec le recul, l'équipe estime qu'elle aurait pu renforcer plus vite le nombre de leaders formés pour toucher encore plus de quartiers. Dans le même temps il ne faut sous-estimer le temps de mise en place du projet. *« Il ne faut pas hésiter à investir dans les compétences des jeunes et des femmes »* reconnaît **Rabiatou Sangaré**.

Le temps et la production des contenus : *« Pour créer une dynamique sociale forte autour d'une fiction, il faut vraiment des contenus de qualité... et ça prend du temps : recherche, écriture, préparation, tournages, post-production... Tout ça prend du temps »* explique **Marianne Paulot**. La planification initiale avait sous-estimé ce temps, ce qui a retardé certaines campagnes.

La gouvernance multi-acteur·rices : *« S'il fallait changer quelque chose dans le projet, on aurait renforcé la place des indicateurs qualitatifs et on aurait aussi mieux structuré l'articulation des interventions entre l'ONG et les collectivités territoriales »* raconte **Rabiatou**.

Il est important d'adapter les activités en fonction des calendriers des leaders locaux et des participant·es. Ils n'étaient pas toujours disponibles aux mêmes périodes, ce qui a nécessité de la flexibilité.

POUR EN SAVOIR PLUS

+ Contacts

✉ Rabiadou Sangaré, directrice exécutive de l'ONG RAES : rabiadou.sangare@ongraes.org

✉ Marianne Paulot, directrice des fictions et contenus, ONG RAES / RAES Production : marianne.paulot@ongraes.org

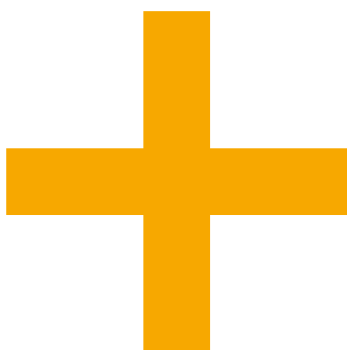
+ Ressources

Fiche réalisée d'après les interviews de Rabiadou Sangaré et de Marianne Paulot de l'ONG RAES.

🌐 ONG RAES : <https://ongraes.org/>

🌐 https://fr.wikipedia.org/wiki/Bruits_de_Tambours

🌐 Série « Wara » : https://www.allocine.fr/series/ficheserie_gen_cserie=27334.html





CAS 4.2

Déjouer les pièges de la traite des êtres humains



Quand les institutions et les jeunes font équipe en Afrique de l'Ouest

Caractérisé par une traite transfrontalière et circulaire des êtres humains, le Golfe de Guinée est une région fortement exposée aux réseaux d'exploitation sexuelle et de travail forcé. Loin des discours généralistes et descendants, le projet d'Appui à la Lutte contre la Traite des Êtres Humains (TEH) a fait le choix du ciblage et de la co-construction.

En unissant comités interministériels et société civile, l'intervention a permis de transformer la communication institutionnelle en un puissant levier d'action communautaire.

● QU'EST-CE QUE LE PROJET TEH DANS LES PAYS DU GOLFE DE GUINÉE ?

L'intervention s'inscrit dans le cadre du projet d'Appui à la Lutte contre la Traite des Êtres Humains (TEH) dans les Pays du Golfe de Guinée (notamment, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Ghana, au Togo, au Bénin et au Nigéria) financé par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Il s'articule autour de 4 piliers d'intervention :

- Renforcer les dispositifs de lutte contre la traite et leurs déclinaisons sur les territoires par un appui structurel, organisationnel et la mise en œuvre d'actions préventives ciblées.
- Renforcer les capacités des acteur-rices de la chaîne pénale en matière de lutte contre la traite.
- Promouvoir le continuum justice – protection – développement par une amélioration qualitative et quantitative de l'offre de services de protection des victimes.
- Enfin, dynamiser la coopération trans-frontalière et mettre en œuvre des mesures d'harmonisation des pratiques conformément aux accords bilatéraux et régionaux en vigueur.

COMMENT ET POURQUOI CETTE DÉMARCHE DE COMMUNICATION ?

La lutte contre la traite des êtres humains dans le Golfe de Guinée a longtemps souffert d'une approche purement répressive ou juridique, déconnectée des réalités communautaires. Les gouvernements ont progressivement mis en place des comités nationaux interministériels (comme le CNLTPPA en Guinée ou le CNLTP en Côte d'Ivoire), mais ces structures faisaient face à un défi majeur : l'absence de stratégies de communication et de sensibilisation harmonisées et adaptées pour informer efficacement les populations à risque.

Pour rompre avec les campagnes d'information descendantes et inefficaces, l'ONG Com4Dev a été mandatée pour concevoir une démarche ascendante. La mission s'est articulée en trois étapes successives : un diagnostic de terrain (cartographie des acteur-rices et revue de presse locale), l'animation d'ateliers nationaux de co-construction des stratégies et plans de communication, puis la formulation de recommandations techniques claires accompagnées de la création des premiers outils de sensibilisation pilotes. L'enjeu était de transformer les comités nationaux en pivots de la prévention en les connectant directement à la société civile, elle-même impliquée tout au long du processus.

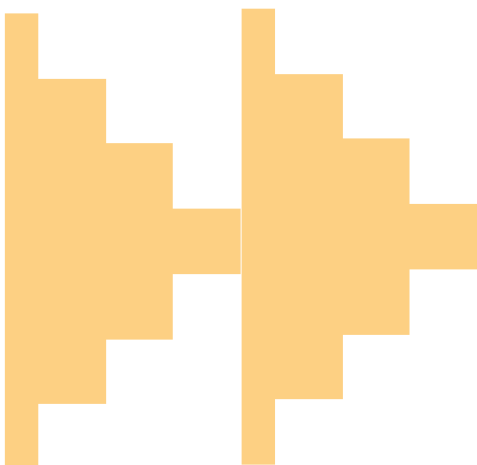
→ QUELLES ACTIVITÉS ONT ÉTÉ MISES EN PLACE ?

→ L'action a débuté par la réalisation d'un **diagnostic** mené sur le terrain par des experts nationaux coordonnés par Com4Dev. Cette phase a combiné étude documentaire, revue de presse locale et cartographie précise des acteur·rices institutionnels et associatifs. Une dizaine d'entretiens approfondis par pays avec les structures clés ont permis d'analyser les forces et faiblesses des campagnes passées, d'identifier les thématiques oubliées et d'identifier les principaux circuits de traite ainsi que les profils des victimes. Au Ghana, ce travail a été complété par des ateliers de consultation régionaux à Ho et Cape Coast pour intégrer les réalités de l'ensemble du territoire.

→ Sur la base de ces diagnostics, Com4Dev a organisé des ateliers **nationaux de co-construction** sous forme de formations-actions de deux à trois jours. Ces sessions ont réuni autour d'une même table les décideur·euses politiques des comités interministériels et les associations de la société civile afin de valider collectivement les résultats du diagnostic, les objectifs, résultats et activités phares des stratégies. Elles ont aussi permis de définir les messages clés des futures campagnes avec une visée de changement des pratiques. Pour favoriser l'appropriation politique de ces stratégies, des ateliers de restitution ont été organisés et animés dans certains cas (Guinée) par le président du comité national lui-même.

→ Enfin, Com4Dev a traduit ces orientations en plans d'action opérationnels, assortis de termes de références techniques pour chaque activité future. Le projet a immédiatement enclenché la production des premiers outils et formations pilotes telles que :

- Des campagnes d'affichage dans les bus conçues en Guinée pour cibler spécifiquement la traite interne des enfants envoyés depuis les campagnes vers les villes.
- Le lancement de la campagne numérique « Quand c'est flou, il y a un loup » en Côte d'Ivoire, afin de sensibiliser les jeunes au recrutement des trafiquant·es sur les réseaux sociaux.
- Le déploiement de sessions de formation spécifiques à destination des journalistes locaux et des gestionnaires de communauté (community managers).





QUELLES MÉTHODOLOGIES ONT ÉTÉ PRIVILÉGIÉES ?

L'intervention s'est fortement inspirée des méthodes de psychologie sociale pour définir des messages ciblés et des canaux adaptés pour inciter les individu-es et les communautés à abandonner des pratiques à risque et adopter des pratiques plus positives. À partir des résultats des diagnostics nationaux, des grilles de messages adaptés aux réalités locales et aux cibles ont été conçues pour favoriser l'évolution des mentalités. En Guinée par exemple, la campagne s'est attaquée à la pratique culturelle du confiage d'enfants, qui dérive souvent vers de la traite interne sans que les communautés n'en perçoivent la dimension criminelle. Le message affiché dans les bus était le suivant : « *Mes parents m'ont envoyée en ville pour aller à l'école mais je fais le ménage chez ma tante toute la journée – Tous unis contre l'exploitation par le travail* ».

Ce qui caractérise l'approche utilisée dans ce projet est le refus du saupoudrage sur ce sujet malheureusement trop vaste qu'est la traite des êtres humains, afin de gagner en impact. Les diagnostics ont permis de cibler précisément les circuits de traite et les vecteurs de recrutement pour faire des choix stratégiques et concentrer les efforts sur un circuit et un groupe cible afin d'obtenir des résultats concrets.



QUELS ONT ÉTÉ LES POINTS FORTS ET DIFFICULTÉS ?

L'impact d'un ciblage précis pour éviter les messages généralistes et se concentrer sur des situations réelles. Cela a permis de concevoir des outils de sensibilisation plus percutants pour les communautés.

La co-construction inclusive qui a réuni dans un même atelier les comités interministériels et la société civile. Ce travail collectif a garanti l'appropriation politique des stratégies et la création d'un langage commun, brisant certaines barrières verticales.

Dans les points négatifs, **le manque d'équipes dédiées** au suivi opérationnel des plans de communication a été la principale difficulté. Les comités interministériels ne disposaient pas ou peu de ressources humaines dédiées et de financements. Sans la mise en place d'une *task force* ou d'un mandat technique externe prévoyant un accompagnement prolongé, le suivi et déploiement opérationnels des plans d'action reste difficile à assurer. Pour surmonter ce risque, Com4Dev a mobilisé dans le processus la société civile, telle que des associations de jeunes, pour les inclure à la mise en œuvre ce qui a permis d'obtenir des résultats concrets. Mais le manque de ressources au sein des comités fragilise de manière structurelle leurs capacités opérationnelles.

QUELS SONT LES IMPACTS DE CETTE ACTION ?

- L'impact majeur réside dans la transition d'une communication subie et désorganisée à une stratégie institutionnelle maîtrisée et percutante. Le projet a doté les comités nationaux de plans d'action budgétisés et de termes de références techniques clairs permettant de structurer les actions de communication dans les politiques de lutte contre la traite.
- Sur le plan pratique, l'action a permis le déploiement immédiat de campagnes pilotes ciblées : la libération de la parole chez les jeunes face aux pièges du recrutement en ligne en Côte d'Ivoire, l'exposition publique de la réalité de l'exploitation domestique des enfants en Guinée, et la préparation de campagnes scolaires de proximité au Ghana. Enfin, l'intégration des associations de jeunes dans la mise en œuvre a créé une dynamique communautaire capable de relayer efficacement les actions du comité sur le terrain.

QUELLES LEÇONS APPRISES POUR DE FUTURES ACTIONS ?

Pour garantir l'impact des stratégies, il est indispensable d'intégrer de manière permanente la société civile, les associations de jeunesse et les organisations internationales comme l'OIM au sein des processus de décision et de mise en œuvre.

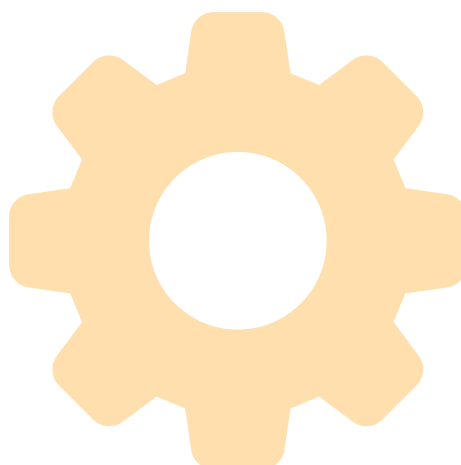
Mettre en place une *"Task-Force Communication"* : la lutte contre la traite nécessite la création d'une équipe dédiée et pérenne, capable de coordonner les actions de sensibilisation de manière continue sur le terrain.

Pour qu'une action soit impactante dans le champ de la lutte contre la traite humaine, il est essentiel de travailler de manière coordonnée sur le triptyque Média, Justice et Protection. Les médias et les journalistes doivent être outillés pour enquêter sans tabou à partir d'analyses de presse précises. En parallèle, les actions de plaidoyer doivent cibler l'ensemble de la chaîne judiciaire, tout en développant des campagnes qui libèrent la voix des victimes et font connaître leurs droits au secours, dans le strict respect de leur anonymat.

” Paroles d’acteur·rices

« Associer les comités interministériels et les associations de jeunes dans un même atelier a permis de briser les barrières : la stratégie n’est plus un document de bureau, elle parle enfin le langage des communautés. »

Sophie Nick



POUR EN SAVOIR PLUS

+ Contacts

✉ Sophie Nick, fondatrice de Com4Dev : sophie@c4dev.org

+ Ressources

Fiche réalisée d’après une interview de Sophie Nick.

🌐 Lien vers la fiche du projet global Expertise France : <https://www.expertisefrance.fr/fr/projets/atp-projet-dappui#anchor-rich-text6070>

🌐 Les 10 leçons apprises du projet : <https://c4dev.org/les-lecons-du-domaine-de-la-lutte-contre-la-traite-des-etres-humains/>



CAS 4.3

Loma Verde : la fiction éducative comme moteur de changement social

Communication communautaire et dialogue sur les inégalités structurelles en Amérique centrale



Loma Verde est une initiative de Communication pour le Changement Social (CCS) qui regroupe la narration audiovisuelle, l'éducation populaire et la participation communautaire pour promouvoir des changements sociaux durables.

Développé par la Fondation Luciérnaga – avec le soutien de AIETI (Association pour la recherche et la spécialisation sur les questions ibéro-américaines) et d'autres organisations – le projet combine fiction éducative et processus participatifs pour aborder des inégalités structurelles telles que les violences basées sur le genre, la migration et les défis du développement rural.

À travers des récits culturellement ancrés et grâce à l'engagement communautaire, il transforme la communication en un moteur de réflexion critique, de dialogue et d'action collective.

● QU'EST-CE QUE LOMA VERDE ?

Loma Verde est une expérience de travail communautaire développée au Nicaragua, dans laquelle la communication est conçue comme une pratique collective permettant de comprendre et répondre aux transformations sociales, économiques et culturelles.

D'abord axée sur le documentaire et l'audio-visuel, l'initiative a évolué vers la formation pour traduire des problématiques complexes (économies extractives, migration, inégalités) ayant de fortes conséquences locales. Ces processus ont favorisé l'émergence d'une conscience critique et renforcé la capacité des communautés à analyser leurs propres contextes et trajectoires.

La portée de l'approche de la telenovela Loma Verde a ensuite été élargie dans des formats accessibles et culturellement ancrés. Intégrée à des ateliers et des espaces de réflexion, la série s'inscrit dans un écosystème global d'apprentissage et de dialogue.

En liant narration et facilitation, l'initiative ouvre le dialogue sur des sujets sensibles ou passés sous silence, faisant évoluer les perceptions et renforçant la transformation sociale locale.

COMMENT ET POURQUOI CE PROJET ?

Le projet est né d'un travail communautaire mené par la Fondation Luciérnaga, qui a identifié le besoin d'aborder des problèmes structurels normalisés qui étaient largement absents des médias traditionnels et du discours public.

Dans un contexte marqué par les inégalités, les modèles économiques extractifs, les violences basées sur le genre et l'accès limité à une information critique, l'initiative a cherché à créer un espace dans lequel les communautés pourraient reconnaître leurs réalités, remettre en question les récits dominants et réfléchir collectivement à des alternatives. Le choix du format telenovela répondait à sa popularité et à sa pertinence culturelle en Amérique centrale, permettant une large participation de l'audience et une identification émotionnelle.

Paroles d'acteur·rices

« Beaucoup de personnes participantes ont senti que, pour la première fois, leurs façons de parler, les dynamiques familiales et les conflits quotidiens étaient représentés à l'écran. »

**Fondation Luciérnaga
(Nicaragua)**

QUELLES ACTIVITÉS ONT ÉTÉ MISES EN PLACE ?

→ Le projet combine production audiovisuelle, stratégie de diffusion et processus communautaires. Son noyau repose sur la production de 40 épisodes de la telenovela Loma Verde (sur quatre saisons), qui abordent des problématiques sociales complexes à travers des récits accessibles et culturellement ancrés. Ces épisodes ont été diffusés via des réseaux télévisés nationaux et régionaux d'Amérique centrale, assurant un large impact territorial.

→ Au-delà de la diffusion télévisée, le projet a développé et distribué des kits pédagogiques qui contiennent des contenus audiovisuels et des documents imprimés, permettant leur utilisation dans divers contextes éducatifs et communautaires. Cela a été complété par l'animation d'ateliers, de ciné-débats et de dialogues communautaires où les épisodes servaient de points d'entrée pour la réflexion collective.

→ En parallèle, des processus de formation ont été menés avec des organisations sociales, des jeunes et des éducateur·rices, pour renforcer leur capacité à utiliser les outils de communication de manière critique et créative. Le projet a également soutenu le développement d'outils audiovisuels et de théâtre communautaire, renforçant ainsi les processus de sensibilisation par le biais de multiples formats d'expression.

QUELLE MÉTHODOLOGIE A ÉTÉ ADOPTÉE ?

Le projet repose sur une approche intégrée de CCS qui combine la fiction éducative avec des processus participatifs et pédagogiques. Il est basé sur le divertissement éducatif ancré dans les contextes culturels locaux, sur des méthodologies d'éducation populaire et sur le dialogue, s'assurant que la communication soit insérée dans les réalités vécues.

Une composante clé de l'approche est la participation communautaire, intégrant des actrices et acteurs locaux, des scénarios de la vie réelle et leurs codes culturels, ce qui renforce tant la pertinence que l'appropriation.

Le contenu audiovisuel s'articule avec une médiation pédagogique à travers des ateliers et des espaces de réflexion collective, transformant le visionnage en un processus d'apprentissage actif.

En parallèle, l'initiative développe des actions de plaidoyer médiatique en insérant des contenus à orientation sociale sur des chaînes commerciales et communautaires, élargissant ainsi sa portée au-delà des espaces traditionnels de développement.

Plutôt que de transmettre des messages prédéfinis, la méthodologie permet aux communautés d'analyser leur réalité et d'explorer collectivement des alternatives. Cette approche transforme le public passif en participant actif du changement social.



QUELS ONT ÉTÉ LES POINTS FORTS ET LES DIFFICULTÉS ?

La principale force du projet réside dans l'intégration du récit audiovisuel, de la participation et de l'éducation. Les récits culturellement ancrés favorisent l'identification du public, rendant les sujets complexes et sensibles accessibles.

Allier médias de masse et engagement de terrain permet d'agir à la fois à grande échelle et en profondeur, tout en autonomisant (*empowerment*) les actrices et acteurs locaux, devenus protagonistes de leurs histoires. Enfin, le projet a réussi à introduire des thématiques sociales dans les médias traditionnels, d'où elles sont habituellement absentes.

Le projet a toutefois été confronté à plusieurs défis. Sa pérennité a largement dépendu de financements externes, en particulier pour les composantes nécessitant d'importantes ressources, comme la production audiovisuelle et les processus de facilitation.

D'autre part, la mise en œuvre a été inégale entre les territoires, reflétant les différences dans les capacités locales et les contextes institutionnels.

De plus, le projet a rencontré des limites en termes d'évaluation quantitative de l'impact, rendant difficile la démonstration des résultats à grande échelle à l'aide d'indicateurs conventionnels.

Enfin, le contexte politique a affecté sa continuité. En juillet 2023, le ministère de l'Intérieur du régime de Daniel Ortega a annulé la personnalité juridique de la Fondation Luciérnaga, dans le cadre d'une campagne d'interdiction des organisations de la société civile nicaraguayenne initiée en 2018.



QUELS SONT LES IMPACTS DE CETTE ACTION ?

- Le projet a contribué à ouvrir des espaces de dialogue sur des sujets souvent tus ou considérés comme tabous, tels que les violences basées sur le genre et les agressions sexuelles. Il a renforcé la sensibilisation aux droits et la compréhension des inégalités structurelles, incitant les individus et les communautés à remettre en question les normes sociales établies.
- Au niveau individuel, il a favorisé des changements de comportement et une plus grande réflexivité, tandis qu'au niveau collectif, il a contribué à autonomiser les femmes, les jeunes et les leaders communautaires en tant qu'acteurs et actrices de changement. L'initiative a également renforcé l'organisation communautaire et les processus d'apprentissage collectif, créant des espaces partagés de dialogue et d'action.
- L'alliance des processus de terrain et des médias de masse a permis de concilier profondeur et échelle d'impact, assurant aux transformations locales une visibilité régionale. Enfin, en fournissant des contenus de qualité aux médias commerciaux et communautaires, le projet y a introduit des thématiques sociales habituellement absentes.

QUELLES LEÇONS APPRISES POUR DE FUTURES ACTIONS ?

L'expérience montre que le récit audiovisuel enraciné dans les réalités locales peut être un puissant moteur de la Communication pour le Changement Social lorsqu'il part de la réalité des contextes culturels locaux. Son impact augmente considérablement lorsque le contenu audiovisuel est combiné à des dialogues structurés et des processus participatifs, ce qui souligne l'importance de la médiation au-delà du contenu lui-même.

L'intégration d'acteurs et actrices issus de la communauté (interprètes de leurs propres réalités), de décors réels et d'expériences vécues tout au long du processus renforce à la fois l'authenticité et la crédibilité du récit. Les communautés deviennent ainsi protagonistes de leur histoire, et non de simples réceptrices passives.

La communication doit dépasser la simple transmission d'informations pour devenir un processus de réflexion, de dialogue et d'apprentissage collectif.

Enfin, le contexte politique conditionne fortement la durabilité de ces initiatives. Pour assurer leur résilience à long terme, il est essentiel de créer des alliances, de diversifier les collaborations et de mieux documenter l'impact.

POUR EN SAVOIR PLUS

+ Contacts

✉ AIETI : investigacion@aieti.es

✉ Fondation Luciérnaga : albafilms@mac.com

+ Ressources

Fiche réalisée d'après une interview de Raffaella Galante.

🌐 <https://nativamedia.org>



CAS 4.4

Mon avenir dans l'agriculture

Le théâtre-forum pour revaloriser les métiers agricoles

Dans la province de la Tshopo en République Démocratique du Congo (RDC), de nombreux·ses étudiant·es en formation agricole peinent à se projeter dans leur avenir professionnel. Les métiers agricoles sont peu valorisés, les attentes des employeur·euses et celles des jeunes diplômé·es ne coïncident pas toujours, et l'esprit entrepreneurial reste insuffisamment intégré aux parcours de formation.

C'est dans ce contexte que le projet « *Faciliter l'insertion professionnelle des jeunes femmes et hommes formés dans le secteur agricole et rural* » (GIFT-PRO) a été mis en œuvre par Com4Dev dans le cadre du programme GIFT porté par l'Agence belge de coopération internationale Enabel. Ce projet ambitionnait de sensibiliser les étudiant·es à l'agripreneuriat en mobilisant des modèles par la vidéo, de déconstruire les stéréotypes bloquant l'esprit d'entreprise par le théâtre-forum et de créer des dialogues entre le monde académique et le monde de l'entreprise. Une scénette de théâtre-forum, intitulée « *Mon avenir dans l'agriculture* », a été jouée le 9 juin 2025 à Kisangani lors des Impact Job Days organisés par l'Institut Facultaire Agronomique (IFA) de Yangambi.

Les Impact Job Days ont été également une opportunité pour diffuser les vidéos produites dans le cadre de la capitalisation des expériences entrepreneuriales et d'organiser un débat avec les protagonistes.



● QU'EST-CE QUE LE PROJET GIFT-PRO ?

En réponse à un appel à projet lancé en juin 2023 par Enabel dans le cadre du projet d'« *Appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation agricole et rurale dans la Tshopo (GIFT)* », l'association Com4Dev a développé la proposition intitulée GIFT-PRO ayant pour objectif de promouvoir l'esprit d'entreprise auprès des élèves et étudiant-es agricoles et améliorer leur employabilité. Dans ce cadre, plusieurs actions ont été développées sur une durée de 2 ans :

- Une phase de diagnostic pour déterminer les problèmes rencontrés par les élèves des Instituts techniques agricoles (ITA) et les étudiants de l'IFA-Yangambi à leur entrée dans la vie professionnelle.
- Préparation de jeux et d'animations en complément de la mise en œuvre du nouveau référentiel de formation pour les ITA. Ces outils pourraient également être utiles aux coaches des incubateurs. Ces jeux permettent de développer des compétences transversales, les 4C de l'éducation à savoir travailler en Collectif, Créativité, Communication, esprit Critique.
- Capitalisation sous forme de fiches et de vidéos d'expériences agripreneuriales dans le domaine agro-alimentaire.
- Mobilisation du théâtre-forum pour déconstruire des stéréotypes bloquant l'esprit d'initiative.
- Une phase de diffusion et d'appropriation des outils.

Le projet s'est déroulé sur deux années jusqu'à fin 2025. Tous les outils créés ont été intégrés dans le kit pédagogique des enseignant-es.

■ COMMENT ET POURQUOI CETTE ACTION ?

La méthode de diagnostic de Com4Dev mettant en avant les paroles des élèves a permis de mettre en évidence les liens existants entre les apprenants et l'entrepreneuriat dans le monde agricole. Ils et elles sont dans l'obligation pour la plupart de générer des revenus pour poursuivre leur scolarité. La même contrainte s'applique aux enseignant-es dont les salaires sont payés au compte-gouttes (voire pas du tout). Suite à leur scolarité, les apprenant-es des ITA (niveau baccalauréat) ont pour objectif majeur, à court, moyen ou long terme, de « devenir ingénieur agronome » à l'IFA. Sans pour autant une vision des débouchés après le diplôme. Les élèves ont également conscience que ce dernier ouvre très peu de portes sur un territoire qui présente pourtant des atouts agricoles indéniables. Le diplôme érigé comme graal pourrait traduire une volonté d'entrer dans la vie active différée face à un avenir incertain. Ils et elles restent dans une posture d'attente par des petits boulots comme la vente de crédit téléphonique. En cause, un environnement qui ne promeut pas l'entrepreneuriat en général, dans l'agriculture en particulier, notamment pour les filles dont l'autonomie n'est pas favorisée.

C'est pourquoi, dans ce contexte, il nous est apparu primordial de promouvoir des modèles d'entrepreneuriat permettant l'identification des élèves (surtout des filles) et de déconstruire les idées reçues sur le métier d'agriculteur-rice et d'ingénieur-e agronome en particulier.

En tenant compte des pratiques du territoire, un des outils utilisé et qui est détaillé dans cette fiche, est le théâtre-forum. Le spectacle vivant est très populaire en RDC et une troupe locale, Pum Théâtre, avait été identifiée.

QUELLES ACTIVITÉS ONT ÉTÉ MISES EN PLACE ?

→ La scénette « Mon avenir dans l'agriculture » met en scène des étudiants après l'obtention de leur diplôme. Une jeune fille retourne dans son village où elle constate qu'elle peut contribuer à la sécurité alimentaire en exploitant des champs plutôt que d'importer des denrées de mauvaise qualité. Pourtant, elle se heurte aux réactions hostiles de ses parents qui ne comprennent pas le choix de leur fille qu'ils interprètent comme un retour à la situation de leurs propres parents alors qu'ils se sont sacrifiés pour que leur fille fasse des études. Le village pense que cette jeune agronome a été envoûtée et fait même appel au chef religieux. Devant tant d'hostilité, la jeune fille finit par déclarer forfait. Elle est dans une impasse.

→ À ce stade de la dramaturgie, les étudiant-es sont interpellés pour imaginer une fin plus optimiste. Des remplacements sont organisés et la pièce est rejouée avec un nouveau scénario. Cette mise en situation de futurs possibles permet un dialogue qui vise à prendre conscience des blocages et à élaborer des stratégies pour les déjouer.

QUELS ONT ÉTÉ LES POINTS FORTS ET DIFFICULTÉS ?

La scénette a suscité un grand intérêt de l'assistance composée de jeunes diplômé-es. Mais il s'agit d'une action ponctuelle même si, pour des raisons de pérennité, la troupe de théâtre locale a été renforcée et est capable de remobiliser les comédien-nes pour rejouer la scénette dans différents contextes. D'autre part, la captation a permis de diffuser largement la scénette, notamment dans les groupes WhatsApp des élèves.

Les représentations négatives du travail agricole restent ancrées socialement. Leur transformation nécessite la combinaison de différentes actions sur un temps long.

QUEL IMPACT A EU CETTE ACTION ?

- La scénette a touché environ 500 personnes en combinant celles qui étaient en présentiel et celles qui ont été touchées par les réseaux sociaux et WhatsApp.
- La compagnie Pum Théâtre est maintenant formée au théâtre-forum et en capacité de reprendre cette méthodologie pour d'autres thématiques.

QUELLE MÉTHODOLOGIE A ÉTÉ PRIVILÉGIÉE ?

Le théâtre-forum qui est inspiré du « théâtre de l'opprimé » d'Augusto Boal permet des mises en situation et des jeux de rôles. Pour produire cette scénette deux méthodes ont été utilisées :

L'organisation d'un focus group pour alimenter le scénario du spectacle produit avec des étudiant-es et des employeur-euses.

L'animation d'une résidence de comédien·nes de la compagnie Pum Théâtre basée à Kisangani pour produire une représentation grâce à l'intervention d'un formateur en théâtre-forum venu du Sénégal, Mamadou Diol, de la troupe Kaddu Yaarax.

Avec le théâtre-forum, le public peut intervenir, donner son avis, proposer des solutions et participer activement au changement. Il génère ainsi un temps d'échanges communautaires après les représentations, permettant aux jeunes, aux parents et aux leaders locaux de discuter librement des difficultés rencontrées dans l'agriculture et des opportunités existantes. Le théâtre crée un espace de confiance pour collecter des idées et des solutions proposées par les participant-es afin d'orienter les actions futures et formuler des recommandations aux acteur·rices du développement.

« Cela s'articule autour de l'intervention sociale avec tout ce qui va dans la communication pour faire la paix dans les zones de conflits du monde. Le théâtre fait en sorte que les liens du dialogue rompu par les conflits soient regardés différemment [...] Désormais ces discussions sont ramenées à la base, aux quartiers. Les groupes de citoyens se donnent maintenant l'opportunité de discuter sur quelque chose d'important ». **Mamadou Diol**

La mobilisation du théâtre-forum a nécessité plusieurs étapes après l'organisation des focus-groupes et de la résidence de 5 jours avec le formateur en théâtre-forum sénégalais et la compagnie Pum Théâtre de Kisangani :

- Écriture d'un scénario et organisation d'une répétition générale dans le quartier Tshopo dans le futur centre culturel de Pum Théâtre.
- Représentation lors des Impact Job Days de l'IFA, le 9 juin 2025. Environ une centaine d'étudiant-es étaient présents.
- Captation de la représentation par un vidéaste et diffusion plus large dans les réseaux.

QUELLES LEÇONS APPRISES POUR DE FUTURES ACTIONS ?

Le théâtre-forum est particulièrement pertinent pour traiter des sujets sensibles. Il permet d'aborder les tensions sans confrontation directe et favorise l'expression collective et une réelle prise de conscience, sans jugement.

La co-construction renforce la légitimité. Impliquer étudiant·es et employeur·euses dès la phase de conception a augmenté l'adhésion et la pertinence. Cela a permis également d'initier un dialogue qui existe peu.

L'implication des employeur·euses est essentielle. Le dialogue ne peut fonctionner sans leur participation active.

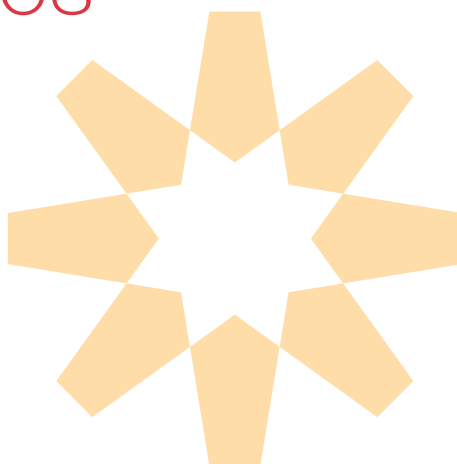
Penser la diffusion dès le départ. La stratégie numérique doit être intégrée dès la conception pour maximiser l'impact.

Former des actrices et acteurs locaux garantit la pérennité. Le renforcement de capacités de la troupe locale constitue un levier de durabilité.

Paroles d'acteur·rices

« La communication pour
le développement c'est
la communication pour
la paix »

Mamadou Diol



POUR EN SAVOIR PLUS

+ Contacts

🌐 Com4Dev : www.c4dev.org

🌐 Sophie Nick, fondatrice de Com4Dev : sophie@c4dev.org

+ Ressources

Fiche réalisée d'après une interview de Mamadou Diol, metteur en scène de théâtre-forum et directeur de la troupe Kaddu Yaarax.

🌐 Captation vidéo de la scénette : https://www.youtube.com/watch?v=xwDu_A9Zllo

🌐 « *Agripreneuriat dans la Tshopo* » capitalisation des expériences entrepreneuriales agricoles : <https://www.youtube.com/@tuto4dev197/playlists>

Conclusion

« La participation démocratique des peuples à la construction de leur propre vie (...) est perçue comme un danger pour la bonne gouvernance d'un pays et de ses institutions. Les langues africaines, en s'adressant directement à la vie des gens, deviennent l'ennemi de l'État néocolonial »

Ngũgĩ wa Thiong'o (1986/2011). *Décoloniser l'esprit.* Trad. Sylvain Prudhomme.
Paris : La Fabrique.

Vingt ans après les promesses peu suivies d'actions du Congrès de Rome, l'histoire de la communication pour le développement s'essouffle. Les textes réunis dans cette publication, enrichis par les diagnostics sans concession des membres du consortium du projet C4D+ (les ONG Com4Dev et AIETI, et l'Université de Malmö) et des praticiens enquêtés et mis en perspective par les regards neufs des étudiants du Master ADEV de l'Université Paul Valéry de Montpellier, dessinent un constat lucide : les mots « communication » et « développement » se sont épuisés à force d'être vidés de leur substance par les rituels technocratiques de l'aide internationale. Face au fracas de la polycrise actuelle — où l'urgence climatique, les conflits, l'effondrement multilatéral, la course à la prédation sur les ressources, les coupes budgétaires sombres et l'infodémie s'alimentent mutuellement —, la logique de la coopération internationale se réinvente autour de partenariats bénéfiques travaillant à des enjeux communs.

C'est de ce constat qu'émerge la Communication pour des futurs durables. Une évolution sémantique de la C4D qui se veut un acte de décolonisation épistémique. Communication pour le développement (C4D), Communication pour le changement social (CCS), Communication pour le changement des comportements (CCC), et aujourd'hui Communication pour des futurs durables. Ces glissements de vocabulaires traduisent les évolutions de la pensée, mais ce qui motive avant tout cette

publication, c'est d'identifier les ingrédients qui rendent ces approches impactantes et durables. Il s'agit de troquer la boussole descendante de la croissance occidentale contre l'humilité du *plurivers*, où la communication cesse d'être un haut-parleur institutionnel pour devenir un soutien à la résistance et à la résilience.

Les expériences de terrain documentées au fil de ces chapitres ne sont pas des initiatives isolées ; elles forment la trame d'une coopération réinventée et nous permettent de formuler des recommandations concrètes pour son renouvellement :

- **Examiner de près la pensée coloniale ou patriarcale en vigueur.** Cesser de parler au nom des autres, « pour les pauvres », « pour les exclus », « pour les jeunes » ou « pour les femmes ».

- **Changer les narratifs :** Pour briser les « régimes de vérité » coloniaux et patriarcaux qui enferment le Sud global dans le piège de l'assistanat en garantissant la souveraineté narrative.

- **Justice épistémique :** Mettre à disposition des communautés les outils techniques et intellectuels pour qu'elles produisent, traduisent et diffusent leurs propres données probantes.

- **Valorisation des savoirs locaux :** Privilégier la valorisation des savoirs et de l'expertise locale et la circulation des innovations intérieures et sud-sud avant toute intervention extérieure qui ne tiendrait pas compte des contextes.

● **Animer des alliances, des réseaux** sous la forme de communautés de réflexion, d'échanges de pratiques et d'action parce qu'à plusieurs on a plus de chances d'atteindre les changements visés collectivement.

● **Valoriser la gestion des connaissances dans ces réseaux.** Les savoirs de terrain co-construits en communautés de pratique, croisés avec les connaissances scientifiques, partagés, sont des remparts efficaces contre la désinformation et la dépossession cognitive.

● **Capitaliser au fil de l'eau :** Cesser de rédiger de la littérature grise qui reste dans les ordinateurs et des bilans lisses pour les bailleurs pour installer des processus réflexifs et autocritiques, capables de documenter les essais-erreurs et de les partager pour le bien commun. Réserver des lignes budgétaires dédiées à l'animation, la communication participative et à la capitalisation dès l'identification des programmes et tout au long de leur mise en œuvre et non en fin de cycle.

● **Renforcer les pouvoirs d'agir :** Face au simulacre de la participation de façade, la Communication pour des futurs durables s'installe dans la posture de l'accompagnement — marcher à côté, ni devant ni derrière. Le renforcement des pouvoirs d'agir dans la coopération internationale, c'est le passage d'une logique d'assistance à une logique d'émancipation. Il ne s'agit plus d'apporter des solutions à des bénéficiaires passifs, mais de créer les conditions pour que les communautés deviennent actrices de leur propre changement — en leur donnant accès aux ressources, aux espaces de décision et aux outils pour s'y faire entendre. C'est une posture profondément politique : elle reconnaît que les inégalités de développement sont aussi des inégalités de pouvoir, et que toute coopération qui ne les remet pas en question les reproduit, malgré elle.

● **Forger des partenariats équitables en transparence :** Afin de lutter contre les rapports de forces, il est essentiel de démarrer toute relation partenariale dans la transparence des intérêts propre à chaque partie prenante avec une vision commune des changements à atteindre et comment.

Glossaire

Les appellations de la discipline

C4D — Communication pour le développement (en anglais Communication For Development).

Approche définie par le Consensus de Rome (2006) comme un pilier incontournable et participatif du développement : un processus social basé sur le dialogue, faisant appel à une gamme étendue d'outils et de méthodes. Elle vise à susciter le changement à différents niveaux, notamment par l'écoute, le développement de la confiance, le partage des connaissances et des compétences, la discussion et l'apprentissage, en vue de changements significatifs et durables. Elle se distingue des relations publiques et de la communication institutionnelle.

C4DSC — Communication pour le développement et le changement social (en anglais Communication For Development and Social Change).

Appellation apparue dans les années 2010 pour tenter d'unifier l'héritage opérationnel des agences de développement et l'activisme des mouvements sociaux.

CCC — Communication pour le changement des comportements (en anglais BCC, Behaviour Change Communication).

Approche historique centrée sur le changement de comportement individuel, notamment dans les campagnes de santé publique.

CCS — Communication pour le changement social (en anglais Communication for Social Change).

Courant de la communication qui vise l'autonomisation des communautés et la transformation des structures de pouvoir, et non la simple persuasion ou le changement de comportement individuel.

CSF — Communication pour des futurs durables (en anglais Communication for Sustainable Futures).

Évolution de la C4D proposée dans cette publication : une communication qui met la justice épistémique et l'équité des partenariats au centre des projets de coopération. Elle s'incarne dans quatre piliers : le changement des narratifs, la valorisation des savoirs et priorités locales, la gestion des connaissances en réseau, et le renforcement des pouvoirs d'agir.

Communication participative (en anglais Participative communication).

Approche de communication dans laquelle les communautés ne sont pas des cibles à convaincre mais des actrices du processus : elles identifient les problèmes, produisent les contenus et s'approprient les outils.

Concepts clés

ECSI — Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (en anglais Global Citizenship and International Solidarity Education).

Démarche éducative visant à faire comprendre les interdépendances mondiales et à encourager l'engagement citoyen en faveur d'un monde plus juste et solidaire. Avec l'EMI, elle joue un rôle moteur dans le changement des récits.

ECM — Éducation à la citoyenneté mondiale (en anglais Global Citizenship Education ou Global Education).

Appellation internationale (portée notamment par l'UNESCO, Global Citizenship Education) d'une démarche éducative proche de l'ECSI.

EMI — Éducation aux médias et à l'information (en anglais Media Education).

Démarche éducative visant à développer l'esprit critique face aux médias, aux images et à l'information, et la capacité à produire ses propres contenus.

KM — Gestion des connaissances (en anglais Knowledge Management).

Ensemble des processus de collecte, d'organisation, de capitalisation, de diffusion et d'appropriation des savoirs produits dans le cadre d'un projet ou d'un réseau : de l'amplification des voix des parties prenantes à la mise à disposition de ressources utilisables, entre la donnée brute et la décision éclairée.

Approche descendante / ascendante (en anglais Top-down / Bottom-up).

Une approche descendante conçoit et impose les interventions depuis les institutions ou les bailleurs vers les populations ; une approche ascendante part au contraire des besoins, des savoirs et des initiatives des communautés pour construire l'action avec elles.

Capitalisation d'expériences (en anglais Experience capitalization).

Démarche consistant à documenter, analyser et partager les enseignements tirés de la mise en œuvre d'un projet — points forts, difficultés, leçons apprises — afin de transformer l'expérience

vécue en intelligence collective et en levier de réorientation stratégique. Elle se distingue de l'évaluation, centrée sur les indicateurs chiffrés, et de la communication institutionnelle, centrée sur les résultats visibles. On adopte la définition de Pierre de Zutter : «transformer les savoirs en connaissances partageables».

Changement des narratifs (en anglais Changing the narrative).

Démarche visant à déconstruire les discours dominants et les stéréotypes — souvent issus de cadres coloniaux, patriarcaux et technocratiques — pour proposer de nouveaux récits émancipateurs, conçus par et pour les communautés.

Co-construction (en anglais Co-creation).

Processus d'élaboration collective d'un projet, d'un récit ou d'une solution, associant les parties prenantes — notamment les communautés concernées — dès la conception et non comme simples "bénéficiaires".

Communauté de pratique (en anglais Community of practice).

Groupe de personnes partageant un métier, une thématique ou un champ d'intervention commun, qui échangent régulièrement pour apprendre les uns des autres et améliorer leurs pratiques. Fonctionnant sur l'engagement volontaire et la confiance plutôt que sur des liens hiérarchiques, elle constitue un espace privilégié de circulation des connaissances tacites entre pairs. Dans la coopération internationale, elle permet de relier des praticiens dispersés géographiquement autour d'enjeux partagés, souvent via des plateformes en ligne combinées à des rencontres.

Décolonialité ou approche décoloniale (en anglais Decoloniality ou Decolonial approach).

Courant de pensée et d'action visant à identifier et à déconstruire les héritages coloniaux qui structurent encore les relations de coopération, les savoirs légitimes et les imaginaires — et à « décoloniser les regards ».

Fiction éducative (en anglais Edutainment).

Utilisation de formats narratifs populaires (séries, feuilletons radiophoniques...) pour aborder des thématiques sociales et susciter le dialogue et le changement social.

Justice épistémique (en anglais Epistemic justice).

Principe reconnaissant à chacun et chacune une pleine capacité à produire et transmettre des savoirs légitimes, quelles que soient son origine ou sa position sociale. Forgé par la philosophe Miranda Fricker (2007), le concept invite, dans la coopération internationale, à interroger les asymétries Nord-Sud et à valoriser les savoirs locaux et situés au même titre que les expertises académiques.

Plaidoyer (en anglais Advocacy).

Ensemble d'actions visant à faire évoluer les politiques publiques, les cadres réglementaires ou les pratiques institutionnelles en faveur d'une cause ou d'un groupe. S'appuyant sur des données probantes, des témoignages, la communication d'influence et la mobilisation d'alliances, le plaidoyer cible les décideurs et les leaders d'opinion à différentes échelles, du local à l'international.

Pouvoir d'agir (en anglais Empowerment).

Capacité des individus et des communautés à peser sur les décisions qui les concernent. Comme le formule le chercheur Yann Le Bossé : « On ne donne pas du pouvoir aux gens, on soutient son développement. On crée les conditions pour qu'ils l'exercent. »

Résilience (en anglais Resilience).

Capacité d'un individu, d'une communauté ou d'un système à absorber un choc ou une crise — catastrophe, conflit, bouleversement économique ou climatique — puis à s'adapter et à se reconstruire sans perdre ses fonctions essentielles. Au-delà du simple retour à l'état antérieur, elle englobe la faculté d'apprendre de l'épreuve et de se transformer pour mieux faire face aux perturbations futures. Dans la coopération internationale, elle irrigue les approches liées au développement durable, à l'adaptation climatique et à la réduction des risques, en plaçant les capacités locales au cœur de l'action.

Savoirs locaux ou endogènes (en anglais Local knowledge)

Connaissances, pratiques et grilles d'analyse produites par les communautés elles-mêmes, ancrées dans leur territoire et leur histoire. Les reconnaître comme légitimes est un principe de justice épistémique.

Théâtre-forum (en anglais Forum theatre).

Forme de théâtre participatif dans laquelle le public est invité à intervenir dans la représentation pour expérimenter des solutions aux situations d'oppression mises en scène. Il crée des laboratoires sécurisés où les communautés peuvent

Bibliographie

Amin, S. (1973). *Le développement inégal : Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*. Les Éditions de Minuit.

Arnstein, S. R. (1969). A ladder of citizen participation. *Journal of the American Institute of Planners*, 35(4), 216–224.

Bandura, A. (1977). Self-efficacy: Toward a unifying theory of behavioral change. *Psychological Review*, 84(2), 191–215.

Beltrán, L. R. (2006). *La comunicación para el desarrollo en Latinoamérica : un recuento de medio siglo*.

Bessette, G. (2004). *Communication et participation communautaire : Guide pratique de communication participative pour le développement*. Presses de l'Université Laval.

Brown, K., & Cole, M. (2001). A utopian methodology as a tool for cultural and critical psychologies: Toward a positive critical theory. In M. Packer & M. Tappan (Eds.), *Cultural and critical perspectives on human development* (pp. 41–66). SUNY Press.

Chambers, R. (1996). *Whose reality counts? Putting the first last*. Intermediate Technology Publications.

Dutta, M. J. (2015). Decolonizing communication for social change: A culture-centered approach. *Communication Theory*, 25(2), 123–143.

Escobar, A. (2004). *La invención del Tercer Mundo*. Norma.

Figueroa, M. E., Kincaid, D. L., Rani, M., & Lewis,

G. (2002). *Communication for social change: An integrated model for measuring the process and its outcomes*. Johns Hopkins Center for Communication Programs / Rockefeller Foundation.

Fisher, M. (2016). *Realismo capitalista*. Caja Negra.

Freire, P. (1974). *Pédagogie des opprimés* (trad. L. Landsberg & F. Pereira). Maspero. (Œuvre originale publiée en 1968 sous le titre *Pedagogia do Oprimido*)

Hamelink, C. J. (2020). *Communication and peace: The role of communication in creating peaceful societies*. Palgrave Macmillan.

Kabeer, N. (1999). Resources, agency, achievements: Reflections on the measurement of women's empowerment. *Development and Change*, 30(3), 435–464.

Kranrattanasuit, N. (2024). Utilising the communication for development approach to prevent online child trafficking in Thailand. *Humanities and Social Sciences Communications*, 11(1), 1–10.

Le Bossé, Y. (2003). De l'« habilitation » au « pouvoir d'agir » : Vers une appréhension plus circonscrite de la notion d'empowerment. *Nouvelles pratiques sociales*, 16(2), 30–51.

Lerner, D. (1958). *The passing of traditional society: Modernizing the Middle East*. The Free Press.

MacBride, S. (dir.). (1980). *Voix multiples, un seul monde : Communication et société aujourd'hui et demain*. UNESCO.

Martorell, F. (2024). Soñar de otro modo. La Caja Books.

Mbembe, A. (2022). Brutalismo. Paidós.

Murphy, P. D., & Tinga, T. M. (2019). Communication for development and social change and the challenge of climate change. *International Journal of Communication*, 13, 19.

Nations Unies. (2007). Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. <https://www.un.org/development/desa/indigenouspeoples/declaration-on-the-rights-of-indigenous-peoples.html>

Ngũgĩ wa Thiong'o. (2011). Décoloniser l'esprit (trad. S. Prudhomme). La Fabrique. (Œuvre originale publiée en 1986 sous le titre Decolonising the Mind)

Olivier de Sardan, J.-P. (1995). *Anthropologie et développement : Essai en socio-anthropologie du changement social*. Karthala.

Olivier de Sardan, J.-P. (2021). *La revanche des contextes : Des rigueurs de l'enquête de terrain aux pluralismes de l'anthropologie*. Karthala.

Quebral, N. C. (1972). What do we mean by « development communication »? *International Development Review*, 15(2), 25–28.

Rist, G. (2002). *El desarrollo: Historia de una creencia occidental*. Catarata.

Sánchez Ruiz, E. (1991). *Medios de difusión y sociedad : Notas críticas y metodológicas*. Universidad de Guadalajara.

Schramm, W. (1964). *Mass media and national development: The role of information in the developing countries*. Stanford University Press.

Sen, A. (1999). *Development as freedom*. Knopf. (trad. française : *Un nouveau modèle économique : Développement, justice, liberté*. Odile Jacob, 2000)

Servaes, J. (2021). *Learning from communicators in social change: Rethinking the power of development*. Springer.

Solnit, R. (2023). *¿De quién es la historia?* Lumen.

Spivak, G. C. (2011). *¿Puede hablar el subalterno?* El Cuenco de Plata.

Stockholm International Peace Research Institute. (s.d.). *SIPRI*.

Tufte, T. (2018). *Communication and social change*. Polity Press.

Tufte, T. (2024). *Unlearning traditional approaches to communication for social change: Opening spaces for new critical pedagogies*. Social Sciences, MDPI, vol. 13

Waisbord, S. (2001). *Family tree of theories, methodologies and strategies in development communication*. Rockefeller Foundation.



Remerciements



Cette publication est un ouvrage collectif. Il n'aurait pas pu voir le jour sans l'appui de toutes les personnes impliquées dans ce projet pour repenser la Communication pour le développement financé par le Programme Erasmus + de l'Union européenne.

Si la coordination a été assurée par Sophie Nick, fondatrice de Com4Dev, elle a été largement épaulée par la dream team de l'ONG, notamment Pierre Elgorriaga et Léa Dehorter.

Les membres de Com4Dev ont également été impliqués avec, en première ligne, son Président Jérôme Gérard mais aussi d'autres qui seront cités comme auteur·rices plus bas et qui ont partagé leurs expériences de projets de C4D. Sous la houlette de Tobias Denkus, secondé par Linda Austin, la version anglaise a pu être finalisée par l'équipe ComDev de l'Université de Malmö. Raquel Martínez-Gómez au nom de l'ONG AIETI basée à Madrid a mené à bien la version espagnole mais a contribué activement à l'écriture de plusieurs textes dont l'utopie qui termine cet ouvrage et qui constitue une base très inspirante pour débattre sur ce qu'on entend vraiment par "futurs durables". Ce chemin parcouru ensemble l'a amenée à devenir membre de Com4Dev, l'occasion de poursuivre les discussions. C'est cela aussi les projets européens, ça commence par un kick-off et, à la fin, on voudrait un kick-on, continuer l'aventure ensemble.

Les étudiant·es du Master ADEV (Alter-Développement et Territoires) de l'Université Paul Valéry à Montpellier ont apporté une aide précieuse en matière de bibliographie et de recherche historique

pour nous donner le recul de comprendre la C4D dans son contexte géopolitique et communicationnel. Ils ont aussi réalisé des interviews qui ont servi de base pour la rédaction des études de cas.

Remercions leur professeure Geneviève Cortes mais aussi, les étudiant·es, par ordre alphabétique Raphaël André, Elodie Assogho Obiang, Garance Cheyron, David Sacha, Nyed Habouch, An-Ichat Kafe, Junior Armel Manfo-Tiayo, Tirana Myriam Nalinga Yabangue, Cyril Ngarledje Nodjibaye, Léa Nunes Coelho, Coraline Payet, Matéo Rizzato et Sitigniho Henri Rizzato. Espérons que cette année sous le signe de la C4D a permis de planter des graines qui germeront au cours de toute leur vie professionnelle.

Les auteur·rices sont nombreux·ses et font la richesse de cet ouvrage collectif.

Par ordre alphabétique, citons, Louise Auger, Rodrigo Barahona, Fadel Barro, Eric Bernard, François Bouda, Léa Dehorter, Mamadou Diol, Pierre Elgorriaga, Raffaella Galante, Eva Galindo Soriano, Jérôme Gérard, Juan Sebastián Gómez Llano, Jaime Miguel González Chávez, Renaud Guillonnet, Alex Halligey, Anders Høg Hansen, Sena Kwaku Adessou, Lurdes Macedo, Raquel Martínez-Gómez, Samuel McCarthy, Gilles Mersadier, Sophie Nick, Marianne Paulot, Rabiadou Sangaré et Mikael Rundberg.

Enfin, la mise en page a été réalisée par Aurélie Buridans que tous les contributeur·rices remercient pour sa patience devant leurs hésitations et pour nous rendre la lecture tellement plus agréable.

Crédits photos :

p.2 : ©Com4Dev/Sophie Nick
p.6 : ©TerreNourricière/RIMRAP
p.17 : ©Création Botswana
p. 20 : ©AfricaNoFilter
p.26 : ©pixabay/johnnico-3084208
p.32 : ©Samuel Ian McCarthy
p.39 : ©Luis Soto/Oxfam Intermón
p. 46 : ©TerreNourricière/RIMRAP
p. 50 - Rohingyaatographer © 2021–2026 CC
BY-NC-ND 4.0/Ro Arfat Khan
p. 56 : ©Juan Sebastián Gómez Llano
P. 62 : ©TerreNourricière/RIMRAP
p. 69 : ©Y'en a marre
p. 76 : ©TerreNourricière/RIMRAP
p. 80 : ©D.Nanayakkara-FoEl-Nyeleni2025
p. 87 : ©Com4Dev/Léa Dehorter
p. 95 : ©Com4Dev/Sophie Nick
p. 104 : ©Com4Dev/Sophie Nick
p. 111 : ©Marielle Rossignol
p. 114 : ©ONG RAES / Equipop
p. 122: ©Pixabay/DenisDoukhan
p. 129 : ©Fundacionluciernaga
p. 135 : ©Com4Dev/SophieNick

Scénario utopique

« Un partenariat entre l'Afrique et l'Europe en 2035 »

En 2035, le mouvement international Communia s'est consolidé, plaçant le soin de la planète et des personnes au centre de ses préoccupations. Né après le génocide palestinien et la guerre initiée par Israël et les États-Unis, il est porté par divers collectifs catalyseurs de nouveaux récits menant à l'action. Il a reçu le soutien d'un grand nombre de membres de la communauté scientifique, conscients des dangers de se retrouver du mauvais côté de l'histoire. Différents collectifs, tels que « les pirates numériques pour la paix », ont défié les grands groupes technologiques en attaquant les plateformes qui permettent les discours de haine et la propagation des fausses nouvelles.

Ce mouvement irrépressible d'action collective a renforcé une « contre-propagande » qui a bousculé la pensée unique et permis un changement vers des récits pluriels, mettant fin aux cadres coloniaux qui structuraient les relations entre l'Europe et l'Afrique.

Ce nouveau mouvement a réclamé dans tous les pays de nouvelles règles pour les migrations. La nouvelle politique migratoire européenne de « portes ouvertes » a permis aux personnes d'emprunter des voies régulières, mettant ainsi fin aux morts provoquées en mer par la cupidité. Les États ont ouvertement reconnu la nécessité d'accueillir les migrants en provenance des pays d'Afrique, et le mouvement Communia a mis en place des collectifs de vigilance nationaux pour veiller au respect de leurs droits humains. La migration, par ailleurs, est un choix de plus en plus volontaire en raison d'autres dynamiques que nous détaillons ci-après.

Après les camouflets répétés du gouvernement américain envers l'ONU, le siège de l'organisation a été transféré à Salvador de Bahia, au Brésil, et une réforme a enfin réussi à dissoudre le Conseil de sécurité. Le renforcement du multilatéralisme, le risque d'isolement de certaines puissances, ainsi qu'un rejet unanime de l'autorité patriarcale, ont provoqué la chute des gouvernements des États-Unis, de la Russie et de la Chine, désormais gouvernés par des coalitions de femmes. La première mesure qu'elles ont mise en œuvre a été de stopper la course aux armements, et elles sont parvenues à un accord pour démanteler l'arsenal nucléaire de la manière la plus écologique possible, mission pour laquelle une coalition mondiale de femmes scientifiques a été créée.

Un groupe d'États, alignés au sein de l'Alliance Mondiale pour la défense du VIVANT, a freiné les grandes corporations après la divulgation publique de leurs plans dystopiques visant à accélérer l'avènement d'un monde post-humain.

Les citoyennetés et les ruralités des pays membres de l'OTAN ont décidé de mettre fin à cette aventure belliciste. L'investissement croissant dans l'armement a été réorienté vers les politiques de logement et d'autres mesures ayant un impact direct sur la réduction des inégalités. Une partie de ce budget est allouée à l'émergence d'une structure de fiscalité internationale permettant de réduire les écarts entre les pays.

La coopération internationale pour le « bien-être de toutes les personnes et la nature » a placé au centre les dynamiques de communication pour le changement social et les futurs durables. Il est désormais ouvertement reconnu que le « développement » tel qu'on le connaissait jusqu'alors a mis en péril la survie même de la Planète, et des agences ont été créées dans les pays africains pour coopérer avec les pays européens, américains et asiatiques dans des domaines comme la mobilité dans l'éducation, la santé, le sport ou la culture. La coopération internationale n'impose plus de modèles, mais soutient la facilitation de processus d'écoute afin de générer un bien-être qui tienne compte de la voix de chaque personne, dans chaque territoire.

Le renforcement de la gouvernance multilatérale au niveau international et aux niveaux locaux a stoppé les tentatives d'exploitation et d'expropriation des ressources naturelles dans différents territoires d'Afrique. Dans plusieurs régions, on travaille par le biais de commissions à la restauration des espaces naturels, et on a réussi à optimiser la santé de lacs tels que le Tanganyika, le Victoria, la mer Morte ou le Tchad, ou de fleuves comme le Niger.

Dans le domaine culturel : Les musées et les institutions d'autres pays, suivant les recommandations de l'UNESCO – et les nouvelles lois approuvées contre la spoliation culturelle –, ont établi des listes de biens volés et sont en train de les restituer aux plateformes communautaires plurielles créées dans chaque territoire pour recevoir ces biens « qui racontent des histoires » dans leur contexte et pour veiller à leur conservation.

Dans le domaine économique et commercial, les pays européens ont reconnu la spoliation et le vol systématiques qu'ils ont infligés aux territoires et aux savoirs africains. Des accords bilatéraux ont été signés, chiffrant les dettes extérieures que les pays européens devront rembourser aux communautés et territoires africains dans un délai de cinquante ans. Ces fonds seront destinés à des collectifs et organisations des territoires spoliés ou aux communautés dont les savoirs ont été brevetés. Aucune organisation ne pourra recevoir ces fonds si les femmes n'y participent pas de manière paritaire et si un système de soin (care) impliquant à la fois les femmes et les hommes n'est pas encouragé. Des échanges culturels et éducatifs ont également été conclus afin que les nouvelles générations européennes puissent reconnaître la richesse culturelle et patrimoniale de l'Afrique.

Raquel Martínez-Gómez